

Un Boeing-747 sud-coréen
disparaît mystérieusement
entre le Japon
et l'île soviétique de Sakhaline

LIRE-PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,80 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 16 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 95 c. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 200 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,70 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 18

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 65872 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 248-72-23

Obstinations polonaises

Voilà trois ans déjà qu'ont été signés à Gdansk des accords qui, s'ils avaient été appliqués, auraient bouleversé le système en place dans cette partie de l'Europe. Et pour la troisième fois, au mépris des risques encourus, en dépit de la lassitude, de l'absence totale de perspectives, des dizaines de milliers de Polonais, ouvriers en tête, ont tenu à témoigner. A rappeler, à exhorter, à un monde de plus en plus indifférent — quelques centaines de manifestants seulement à Paris et à Londres — qu'ils n'avaient pas renoncé, qu'ils n'acceptaient pas la restauration pure et simple de l'ordre ancien.

En face, le pouvoir, désormais bien rodé à ce type d'action, a réagi comme d'habitude : dissuasion d'abord, concessions de pure forme ensuite — on a laissé M. Walesa s'approcher, seul, du monument de Gdansk élevé à la mémoire des victimes de 1970. Force enfin, mais avec moins d'excès, semble-t-il, que dans un passé récent, l'état de guerre a été levé il y a peu, et il fallait bien en tenir compte.

Comment résister alors à une impression de déjà vu : images classiques d'un Gdansk gris de policiers, tenant à bonne distance, et traquant au besoin, les foules attirées comme par un aimant par ce fameux monument, témoignage d'une victoire, à laquelle on veut toujours croire, avec, en contrepoint, l'insolente cérémonie « officielle », à la savante, images banales aussi, dans la Pologne socialiste nouvelle manière, des émeutes de Nowa-Huta, ancienne ville drapée du régime, où désormais les ouvriers se battent régulièrement à coups de pierres contre les « zomos ».

Varsovie non plus n'a pas dérogé à ses habitudes : les ondes de choc y parviennent amorties. Au moins deux manifestations y ont été enregistrées, et le boycottage des transports en commun y a été, très largement, suivi.

Sans grande surprise non plus la réaction du président Reagan exaltant le « combat pacifique » de Solidarité face au « pouvoir totalitaire moderne » et incitant ce même pouvoir à faire des « progrès tangibles » dans la voie de la réconciliation. Avec, au bout du chemin, une levée des sanctions américaines. Le pape, lui, a renoué, avec netteté, son appui aux idéaux dont les accords de Gdansk portent la marque. Parlant en polonais au cours de son audience hebdomadaire, Jean-Paul II a dit qu'il priait pour que ces accords soient appliqués dans le cadre d'un véritable dialogue entre le gouvernement et la société. Exactement ce que prêche de son côté M. Walesa et ce que refusent obstinément les autorités.

Toutes choses attendues, ordinaires, mais qui font de la Pologne ce pays extraordinaire où tout peut encore arriver tant que ceux que le général Jaruzelski traite de « rescapés d'une cause perdue », continueront à jouer à qui perd gagne.

LE MONDE
diplomatique

du septembre

EST PARU

Au sommaire :

Grand jeu pour l'Afrique :
GUERRE ET INTOXICATION
AU TCHAD

Accalmie au Liban

Le succès de l'armée à Beyrouth-Ouest
pourrait renforcer l'autorité de M. Gemayel
mais le conflit druzo-chrétien
reste entier dans la montagne

De notre correspondant

Beyrouth. — La contre-offensive de l'armée libanaise est, sauf coup de théâtre, en train de réussir. Reste à savoir si le président Gemayel pourra exploiter une victoire militaire sur le plan politique. Confronté à une situation inextricable, talonné par le temps qui lui est octroyé, goutte à goutte par Israël, il sort, certes, renforcé de l'épreuve, mais le risque est grand de le voir confronté à une impasse encore plus grave qu'avant dans la montagne. Or, le parcimonieux défilé — « le dernier », a précisé M. Begin — arraché par les Éléments à Israël expire en principe dans trois jours, encore que le point de départ du compte à rebours ne soit pas clair.

Après avoir nettement pris le dessus la veille, au cours de durs combats de rues, sur les milices musulmanes progressistes, qui avaient refléuri à Beyrouth-Ouest et qui s'étaient répandues avec une rapidité qui avait effrayé l'islam sunnite modéré, l'armée a repris ce lundi matin 1^{er} septembre ses opérations, mises en veilleuse durant la nuit. Repoussées sur quatre axes vers un réduit d'un kilomètre carré environ, les milices qui harcelaient l'armée il y a quarante-huit heures, encore sont à leur tour harcelées. Les combats sont devenus extrêmement meurtriers, mais ils ne sont pas terminés. De même, une large partie de Beyrouth-Ouest (le front de mer, de Ramlet-El-Bida et la rue de Verdun) se trouve-t-elle déjà derrière les zones de combat, et une circulation timide y a recommencé. Pour parvenir à reprendre le contrôle de la moitié de la capitale qu'elle avait perdue lundi et mardi à la surprise générale, l'armée libanaise qui se bat réellement pour la première fois de sa création a « mis le paquet ».

Ses officiers sont montés en ligne et ont mené les hommes au combat en tête, ce qui s'est traduit par une forte proportion d'officiers parmi les victimes. Sur quarante-deux militaires tués, six sont des officiers et trois des sous-officiers ; l'armée a également en cent soixante-seize blessés. On compte une cinquantaine de morts et de blessés au sein de la population civile, et douze personnes seraient ensevelies sous un immeuble qui s'est effondré à la suite, selon la radio phalangiste, des bombardements syriens.

Cette tactique dynamique permettra-t-elle un désenclavement rapide, au moins sur le plan militaire ? Il est difficile de prévoir combien de temps les milices tiendront dans leurs derniers retranchements, mais l'armée ne peut, pour des raisons politiques, exercer trop longtemps son forcing.

Outre le chef du gouvernement, M. Wazzan, qui assume pleinement son rôle de coreponsable, avec le président Gemayel, de la décision de faire donner la troupe — les deux hommes se sont rendus ensemble au siège de l'état-major — le principal leader sunnite de Beyrouth, M. Saeb Salam, ne s'est pas dérobé non plus, annonçant que les musulmans avaient été d'accord pour que « l'armée coupe court à l'anarchie » et soutenant que le chef de la milice chiite Amal, M. Nabih Berri, avait lui aussi cautionné cette attitude. M. Berri s'en est défendu en faisant valoir que dans son esprit l'entrée de

l'armée devait se faire non à coups de canon, mais dans des conditions similaires à celles consenties aux Forces libanaises (chrétiennes) à Beyrouth-Est. Ses informations sont relativement mesurées.

Pour exploiter son succès après être passé à deux doigts de l'échec, le président Amine Gemayel a convié à un congrès national restreint multiconfessionnel tous les grands leaders du pays, y compris ceux de l'opposition.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Un entretien avec M. de La Madrid

« Nous devons payer nos dettes
mais renégocier les délais de remboursement »
nous déclare le chef de l'État mexicain

LIRE PAGE 5

La rentrée des pacifistes en R.F.A

Les adversaires de l'implantation des Pershing-2
font le siège de la base américaine de Mutlangen

Mutlangen. — « Vous pensez que ça va changer ? — Je n'en sais rien. De toutes façons, la police ouest-allemande est seule responsable de ce qui se passe devant la base. » Le major Anthony Moravola, plus américain que nature, répond aux questions en marchant sur chewing-gum avec le flegme de quelqu'un qui en a vu d'autres. Il est chargé des relations publiques à la base américaine de Mutlangen (Bade-Wurtemberg), celle qu'ont choisie les pacifistes pour donner le coup d'envoi de leur campagne d'automne. C'est là, sur ces coteaux boisés de Souabe, où sont déjà stationnés trente-six Pershing-1, que selon les pacifistes, une partie des Pershing-2 sera installée en décembre, sauf accord américano-soviétique à Genève d'ici là.

Depuis ce jeudi 1^{er} septembre à l'aube et jusqu'à samedi, nuit, groupes se relaieront, jour et nuit, devant les quatre entrées de la base pour bloquer tout trafic par un « sit-in » pacifique. « Nous n'empêcherons de passer que les véhicules militaires », précisent les pacifistes. Le major, quant à lui, déclare : « Si nous devons sortir, nous sortirons pour des raisons militaires ». Autre pour des raisons militaires : « Autrement dit, tout devrait se passer tout à fait tranquillement si les règles du jeu tactiquement établies sont respectées de part et d'autre ».

Les soldats américains, qui ont reçu pour consigne de ne pas répondre si on leur adresse la parole,

De notre envoyée spéciale

CLAIRE TREAN

vivent d'ailleurs depuis le début du mois d'août en bon voisinage avec les habitants du camp de la paix installés sur un terrain proche. Aucun incident ne s'est produit. Depuis quatre semaines, quelques centaines de pacifistes s'entraînent aux techniques de la résistance passive, font l'apprentissage psychologique de la non-violence et goûtent sans se lasser au plaisir des groupes de discussions, à l'ombre d'un pommier ou le soir à la chandelle. Le tout dans une ambiance très « peace and love », rien moins que monacale pour les soldats américains et pour les villageois de Mutlangen.

Le blocus devrait donc se dérouler paisiblement, à une incertitude près : les sympathisants, qui commencent à affluer mercredi soir des quatre coins de la République fédérale, n'ont pas tous subi « l'entraînement » des campeurs de la paix. Une centaine de personnalités parmi lesquelles les écrivains Gunther Grass et Heinrich Böll, vingt-cinq députés (socialistes, démocrates et « verts »), des théologiens, des universitaires, prêteront leur concours pendant ces trois jours. Leur participation assurerait toute répression policière d'une très large publicité.

En réalité, alors que commence cet automne d'automne d'une certaine

pression ouest-allemande annonce depuis des semaines qu'il sera chaud, les forces de l'ordre semblent aussi désireuses que les organisations pacifistes d'éviter les affrontements. La police a reçu des consignes pour agir avec égard et prudence dès lors que les manifestants tiennent leur promesse de non-violence. Du côté du gouvernement, on sait qu'une éventuelle bavure, en fournissant des martyrs à un mouvement qui a su donner de lui-même une image bon enfant, risquerait de renforcer les sympathies à son égard dans une opinion déjà largement séduite.

(Lire la suite page 4.)

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN ACCUSATION

Le coup de sang de M. Mitterrand

« Scandalisé et angoissé. » Le coup de sang du président de la République au conseil des ministres du 31 août contre les « carences de l'enseignement de l'histoire » qui conduisent à la « perte de la mémoire collective des nouvelles générations » a en surplis plus d'un. Pourquoi à une semaine de la rentrée scolaire ? Pourquoi cette intimité dans la révolte ?

A dire vrai, ceux qui suivent la pensée et les écrits de M. François Mitterrand n'ont pas attendu aujourd'hui pour mesurer son intérêt viscéral pour l'histoire. Que l'enseignement du passé fut insuffisant et déficient, le candidat à la présidence de la République en paraissait convaincu, qui inscrivait, au printemps 1981, au nombre de ses cent dix propositions : « L'enseignement de l'histoire (et de la philosophie) sera développé ».

Il n'était pas le seul. Impossible de ne pas mentionner les indignations de M. Michel Debré proférant, sous le précédent septennat, « sa grande surprise et sa profonde tristesse » à la lecture de nouveaux programmes scolaires. Comme le rappelle le Monde de l'éducation de septembre (1), M. Alain Decaux avait joint, en 1979, la notoriété de son image publique à la voix de l'association des professeurs d'histoire et de géographie pour dénoncer les excès et

les carences de l'enseignement d'une histoire « déformée » et dénuée de repères chronologiques. Dans le camp socialiste, M. Jean-Pierre Chevènement se faisant le héraut d'un « patriotisme moderne » et entrant dans le débat pour souligner, lui aussi, la nécessité de retrouver la mémoire d'un destin collectif.

Sur le constat donc, la diversité et la multiplicité des voix qui crient « au secours » attestent du danger.

CHARLES VIAL.

(Lire la suite page 10.)

AU JOUR LE JOUR

Combats

Le débat politique en France s'enfle soudain d'une querelle d'intelligences.

M. Raymond Barre dénonce « la déroute intellectuelle de la gauche ». M. François Mitterrand sort de ses gonds en plein conseil des ministres et se dit « scandalisé par la carence de l'enseignement de l'histoire ». M. Alain Peyrefitte, dans nos colonnes, part en guerre contre la « désinformation », qu'il impute aux médias.

Trois idées, trois terrains, pour les jauges intellectuelles de l'automne. En jeu, Messieurs, pour ces combats de l'esprit qui reposent des autres !

BRUNO FRAPPAT.

PATRICIA HIGHSMITH
Ces gens qui frappent à la porte

« Un terrible roman sur l'intolérance religieuse. »
Françoise Sagan / Le Matin

« Une cinglante étude de mœurs. »
Nathalie Leroy / L'Express

« Féroce et sardonique. »
Pierre Démon / Mafic-Claire

CALMANN - LÉVY

(1) Le Monde de l'éducation publie un dossier sur « Le sentiment national aujourd'hui » avec des articles de MM. Jean-Pierre Chevènement, Michel Debré et Pierre Chanut.

Le silence des intellectuels de gauche

Lire en page 2
le bilan de notre enquête
avec des articles
d'ANDRÉ MANDOUZE
et de PHILIPPE BOGGIO

سكنا من الاصل

Le Monde

idées

Le trouble

par PHILIPPE BOGGIO

Les intellectuels de gauche (bilan)

Nous avions annoncé que nous publierions un bilan de notre série d'été sur le « silence des intellectuels de gauche ». Le voici. Philippe Boggio constate que le trouble et le doute semblent traverser toutes les catégories de penseurs, des solitaires, aux compagnons de route. De son côté, André Mandouze est frappé par le peu d'intervenants qui se sont reconnus incontestablement « intellectuels de gauche ».

Cette réserve, selon lui, s'explique notamment par la peur que les mots soient pipés. Faire son métier et pratiquer l'impertinence lui paraissent être les devoirs de l'intellectuel, où qu'il se situe. Le débat engagé dans nos colonnes est donc clos, ce qui ne nous interdira pas évidemment de revenir de temps en temps sur le rôle des intellectuels.

CERTAINS lecteurs du Monde n'ont pas manqué de relever dans ce qu'on a appelé « le feuillet de l'été » une contradiction de taille. Pour des intellectuels réputés « silencieux », quel bruit ils faisaient !

Quel vacarme ! En pleine saison creuse, traditionnellement vouée au silence, que de polémiques ! A peine essai-on de dire l'intelligente de gauche atteinte ces temps-ci de morosité, la croire en proie à un certain vague à l'âme, qu'aussitôt dix, vingt professeurs et autant d'écrivains proclamaient dans un surprenant froissement de plume leur bonne santé mentale.

La gauche, la droite, le socialisme d'hier, d'aujourd'hui et de demain, et surtout l'éternelle interrogation sur le place du penseur dans la République : la revue de détail était complète. Style emporté de l'effusif au langage paternel de l'intervenant compréhensif. Billes défilant du bretteur au texte plus ample de pédagogie. Pas un bouton du gilet ne manquait à cette armée composite, mobilisée à la bête pour laver l'effront. Au passage, le porte-parole du gouvernement, M. Max Gallo, auteur dans ces colonnes d'un appel à la « modernité » et à la réflexion, recevait, pour l'infime faite, une volée de bois vert. Impossible de le prendre par surprise : même en vacances, les intellectuels remuaient encore.

Les amateurs d'humour ou second degré, ceux qu'un débat d'idées fait éclater de rire, auront donc pu apprécier cette livraison estivale. Le débat était décapant. Mais il est temps de clore ce débat — après un mois de publications régulières et alors que des dizaines de réponses de lecteurs concernées à des titres divers parviennent encore au journal.

Que retenir alors de l'écho provoqué par ce « silence » aux si étranges propriétés ? Sans doute déjà qu'il paraît gêner à en croire la rumeur, les relations des deux personnalités « culturelles » du gouvernement M. Jack Lang aurait, dit-on, fort peu apprécié que le porte-parole s'adresse ainsi aux intellectuels, en laissant entendre qu'ils auraient déserté, dans une France socialiste en plein bouleversement, la bataille des idées.

A l'Elysée, la tribune libre de Max Gallo aurait été jugée « maladroite » et le président de la République lui-même aurait, selon certains de ses proches, regretté l'appel du pied contenu dans le texte du porte-parole. M. François Mitter-

rand sait, pour se plaindre en leur compagnie, que les intellectuels sont souvent rétifs à tout avis donné par un homme politique.

Juste prévision. Le débat sur « le silence des intellectuels de gauche » s'est parfois trouvé encombré d'un feu d'artifice de querelles secondaires, de quiproquos volontaires, de refus de discuter, d'invectives à l'adresse de Max Gallo pour son style, l'historien pour la qualité de ses sources, le socialiste pour ses pertes de mémoire. On a même suspecté une opération montée en commun avec le Monde.

Enfin, ultime résistance au sujet proposé, certains de nos correspondants ont buté sur la notion générique d'« intellectuels de gauche », allant même pour quelques-uns jusqu'à nier la commodité de son emploi, voire sa réalité dans un passé récent. Est-elle impropre ou simplement dépassée ? Il n'est pas inintéressant de noter qu'une formule liée comme peu d'autres à l'histoire de la gauche française embarrasse les écrivains, les enseignants qui se rangeaient délibérément hier encore derrière ce label et dont les convictions, c'est manifeste, n'ont pas basculé.

A leur manière détournée ces réactions témoignent aussi du trouble des intellectuels devant l'époque : voilà le malheur mort de la majorité des textes adressés au Monde. Nos correspondants confirment, approfondissent notre constat. La pensée ne sait plus que saisir. Certains mettent en évidence la complexité grandissante des rapports sociaux et économiques, le choc des sciences ou des déséquilibres planétaires. D'autres diagnostiquent la fin des dogmes : « ... maintenant que s'en va la génération des maîtres », écrit Catherine Clément.

La perte des racines

L'intellectuel de gauche « a perdu ses racines et beaucoup de ses illusions. Quand la gauche parvient au pouvoir en 1981, les modèles socialistes dans le monde sont autant de trahisons. Quand François Mitterrand se fait élire en France sur un programme social de gauche, les intellectuels ne voient que la trahison de leurs idéaux orthodoxes du socialisme triomphant, mais désormais d'un archaïsme poussiéreux.

Dans leurs réponses, certains intellectuels rendent d'ailleurs un hommage indirect — très indirect, soyons justes — aux ex-nouveaux philosophes, ces « bateleurs d'écritures », comme l'écrit l'un de leurs adversaires, intellectuels « de spectacle », mais qui ont, c'est aujourd'hui reconnu, le mérite d'être parmi les premiers à remarquer les failles dans les certitudes de la gauche, les premiers en tout cas à s'en prendre, dès le printemps de l'état de grâce, aux errements de ce septennat qui débutait dans les songes. Le gros des troupes de l'intelligentsia paraît les avoir désormais rejoints. Un même doute semble traverser toutes les catégories de penseurs, des solitaires irréductibles jusqu'aux compagnons de route.

Quel est, par exemple, en 1983, le regard juste à porter sur l'Union soviétique ? Le sujet est délicat, mais il est inévitablement, raciste, de droite. La fidélité au concept de terre d'asile est sûrement imprudente, sans doute incomplète. Faut-il se résigner à la défense de la social-démocratie, entre les colonels et le pouvoir populaire ? A la gloire, comme le suggère Max Gallo, de l'Europe entre l'aigle teuton et l'ours sibérien ?

Un mois durant, les interrogations de cette nature se sont bousculées, au point de constituer un stock non ordonné de données brutes pour qui aurait l'ambition d'écrire l'histoire de la gauche contemporaine. L'un ou l'autre de nos correspondants suggère même que cette liste contient l'essentiel de ce qui constitue une opposition de gauche, un front culturel de la « modernité », qui secoue l'épave du socialisme au pouvoir. Ce rêve est entre les lignes, ici nu.

La gauche souffrirait surtout en 1983 de sa solitude, bercée par le silence.

Droit au travail et devoir d'impertinence

par ANDRÉ MANDOUZE

QUESTION préalable impliquée par une même interrogation venant de deux sources apparemment distinctes. Est-ce le gouvernement qui, par l'intermédiaire de Max Gallo, a voulu savoir le sens de ce qu'il interprète comme le silence des intellectuels de gauche à son endroit ? Ou bien est-ce le Monde qui, par l'intermédiaire de Philippe Boggio et au-delà de la réponse de quelques présélectionnés, entendait recourir à ces sortes de devins de vacances qui, après lui avoir assez bien répondu au fil des ans précédents, pourraient lui permettre aujourd'hui de compter ceux de ses collaborateurs occasionnels dont on a peut-être moins souvent vu la signature dans ses colonnes depuis l'accession de la gauche au pouvoir ? Selon la réponse à l'alternative, le test n'a pas la même portée, à moins d'admettre qu'il n'y a pas d'alternative et que le Monde dispose en fait de l'opinion des intellectuels de gauche français.

La meilleure preuve que cette prétention exorbitante n'existe sans doute, à l'état d'épouvantail, que dans l'esprit de ceux qui n'ont jamais toléré l'irremplaçable fonction de ce journal, de ses « points de vue » ou de ses « libres opinions », c'est la mise au point faite le 19 août par Thomas Ferenzy sous le titre « Responsabilité partagée ». Peut-être le ravissement flétri de certains intellectuels consécutif de certains lecteurs se seraient moins manifestés au cours de l'enquête s'ils avaient compris plus tôt que, bien plus que le « silence » ou le « brouhaha » d'une intelligentsia, c'est ni plus ni moins le problème des rapports de la « pensée » et de sa « communication » qui était posé.

Reste la tendance profonde qui, de fait, s'est souvent exprimée dans les réponses que nous avons pu lire. Mettons en effet à part ceux dont l'histoire et les convictions sont indélébiles — les Vercors, Jankélévitch, Guillemin et Lefebvre, ou encore Jean Chesneau et Madeleine Rebérioux. Mettons aussi à part, bien entendu, Catherine Clément, Jean Gattegno et Jean-Claude Barreau qui sont en poste de responsabilité dans les instances culturelles. Mettons à part, en sens inverse, outre Gilbert Comte et Lionel Stoléru, telle autre qui, sans plaisir et sans peur, accepte d'avancer que ses idées ne lui valent le « qualificatif d'intellectuelle de droite ». Ce qui me frappe dans la plupart des autres cas, c'est cette façon de « rompre le silence » pour avancer problématiquement quelques raisons objectives de celui-ci, mais sans presque jamais se reconnaître incontestablement « intellectuel de gauche ».

Or, si importants qu'aient pu être les avatars de la marxologie et du fa-méisme « compagnonnage de route », ce ne saurait être là l'unique explication à un prétendu silence commun. Que diable, « croire au ciel », pour un certain nombre d'intellectuels authentiquement de gauche, n'a pas été moins important que, pour d'autres, « ne pas y croire ». Libre donc à Jean-Marie Benoist de se complaire dans le simplisme de sa « généralité de la rupture » qui sent un peu trop l'huile néo-normalienne. Ne confondons pas intellectuels et « intellectocrits ».

Moins « chic » ?

Aussi bien, à cette manière de réserver à une allégeance envers la gauche qui serait inconditionnelle, je vois certes, en même temps que d'autres confitures ayant répondu à la question, que, en association avec le C.N.R.S., je pousse des recherches indissolublement personnelles et collectives, mais aussi lorsque je participe aux travaux du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche ou que je préside la section du Conseil supérieur provisoire des universités correspondant à ma spécialité, je n'ai rien d'un intellectuel de gauche silencieux. La « réunification » est une chose — détestable. La programmation en est une autre — nécessaire. Claude J. Allègre et Georges Balandier ont excellentement illustré ce second point, mais il est normal que cela n'aille pas tout seul.

Cependant, autres temps, autres mœurs. Du temps de M^{re} Saunier-Séte, j'ai souvent bénéficié des possibilités que m'offrait notamment le Monde pour essayer que la parole (qui, selon le mot de Duvidé, n'avait plus d'écho) — là n'élle aurait dû être directement opératoire — interpelle « au moins ceux qui, où ou là, pouvaient faire quelque chose, une fois prévenus que la science, la liberté et la démocratie étaient en danger de mort à l'université ».

A l'inverse, lorsque, au sein d'organismes qui ont retrouvé un sens, M. Savary et ses collaborateurs me demandent mon avis, je sais compte tenu de toutes les pesanteurs et même de toutes les erreurs possibles — que les jeux sont ouverts, que l'on peut se battre, que l'on doit se battre et que ces hommes et ces femmes qui n'ont rien d'infatigables acceptent d'être remis en question eux et leurs projets. Quand, avec mes collègues, j'ai de bons motifs de croire que la raison triomphera et que l'enseignement supérieur de demain en profitera, pourquoi n'irais-je pas le plaisir de rompre le fameux silence, risquer de donner l'occasion à la presse de droite de m'utiliser à ses fins dans une France où précisément la droite s'efforce à jeter par tous les moyens la panique.

Pour conclure, non l'enquête mais les réflexions qu'elle m'a suggérées.

RENEE THOMAS,
professeur de philosophie
(Paris).

je dirai que, à l'heure actuelle, l'existence, et même l'insignifiance, d'un intellectuel me semble devoir être double : droit au travail et devoir d'impertinence, l'un et l'autre pouvant s'accommoder du mode dit silencieux.

Droit au travail d'abord. Avec Christiane Peyre, je reconnais volontiers que nous autres, intellectuels, n'avons pas à prendre la place du peuple pour parler en son nom, c'est-à-dire en fait l'empêcher de parler. Mais, dans le secteur qui est le nôtre, nous avons à être intensément présents. En tentant de réduire dans notre pays la liberté de l'intelligence, en sacrifiant la recherche fondamentale à ses applications immédiatement rentables, en bâillant l'Université, en prétextant la priorité technologique pour réduire la part de la philosophie et de l'histoire dans l'enseignement, bref en présumant un type de recherche qui n'avait plus rien d'humaniste ni d'humain, le régime précédent avait, favorisant le corporatisme, compromis l'exercice même du droit au travail de l'intelligence.

La continuité l'emporte

Les conséquences de discriminations aussi routinées sont aujourd'hui bien loin d'être émaillées et, en dépit de correctifs notables, la « continuité » l'emporte encore, dans le domaine scientifique et culturel, sur le « changement ». Un exemple particulièrement criant et sur lequel le très juste diagnostic d'Alfred Grosser ne fait conclure, à son encontre, qu'il y a lieu de mobiliser : la situation des bibliothèques universitaires. Si, pour essayer de réduire les amputations dont elles ont été précédemment victimes, on ne s'était pas de commencer par doubler dans un premier temps les crédits de ces bibliothèques, on pourrait toujours vociférer : c'est un silence de mort qui enveloppera définitivement plusieurs des domaines culturels où la recherche française est pourtant encore largement compétitive.

Ce disant, je viens en fait d'illustrer, en même temps que notre droit au travail, ce devoir d'impertinence qui lui est intimement lié. Ce devoir d'impertinence n'a pour moi rien de commun avec le ne sais quelle impertinence envie de choquer, de manquer de respect, de faire à tout moment la leçon aux tenants du pouvoir politique ou économique. Il résulte avant tout du refus de céder aux conformismes divers qui, du fait des adulations et des abséquieux qui le fréquentent, menacent le pouvoir — fût-il de gauche — en lui faisant confondre pertinence (mot si précisément et si justement utilisé par les linguistes pour désigner un rapport vrai) avec permanence ou rémanence de réalités perverses artificiellement protégées par des apparences de respectabilité. Si l'intellectuel a un devoir, c'est bien celui de pourchasser les impostures installées. Et pourchasser ne se limite pas à dénoncer à la cantonnade.

Par nature, les intellectuels — quelles que soient leurs convictions — sont gens inconformes, ce qui, à la différence de l'affirmation catégorique de Léon Sebartzberg, n'implique pas l'unique vocation de dire toujours non. Les intellectuels sont pour la rigueur, vertu essentielle qu'ils sont spécialement chargés de ne pas laisser confondre avec quel péripétie d'austérité.

En mettant en en remettant en question, non pas tout, mais ce qui ronge sans en avoir l'air l'exercice du pouvoir, l'intellectuel répond à son devoir d'impertinence, c'est-à-dire de dénonciation de ce qui, à ses yeux, met en danger le bien commun. Il peut certes se tromper. Au gouvernement de juger et de distinguer entre les intellectuels qui veulent être utiles et ceux qui veulent briller. Cela ne nous regarde plus.

Retour à l'ordre

Les intellectuels de gauche étant silencieux, le Monde décide donc de donner la parole au porte-parole du gouvernement, puis à un ancien ministre, puis à beaucoup de grands intellectuels de gauche qui, depuis toujours, se sont exprimés dans le Monde, de deux façons. A titre gratuit, pour proclamer, par leur bonne parole, leurs pensées profondes. A titre onéreux, pour diffuser les justes pétitions en faveur des causes généreuses.

Quelques petits intellectuels eurent ensuite droit à une parole coupée, quoique reproduite. Il leur retournèrent alors un silence dont ils étaient accusés. L'ordre continu de régner au Monde. Et le silence dans les rangs.

LOUIS LANOIX,
professeur
de littérature anglaise,
Institut Charles-V,
Université Paris-VII.

LU

«Partie de chasse», de Pierre Christin et Enki Bilal

Le communisme en bande dessinée

L'émergence de la bande dessinée comme mode d'expression à part entière est un phénomène culturel majeur de ces dernières années. Avec leur *Partie de chasse* (1), Pierre Christin et Enki Bilal en font une démonstration éclatante, qui renouvelle le viell adage selon lequel « un petit croquis vaut un long discours ». A mi-chemin entre l'enquête journalistique et la réflexion historique, ce roman illustré donne, à la faveur d'une fiction subtilement symbolique, une explication synthétique et intuitive à cette hypothèse de départ que Christin lui-même emprunte à Alexandre Zinoviev : « Le communisme fonctionne. Montrons comment... ».

Si la thèse implicite de *Partie de chasse* nous semble si pertinente, c'est qu'elle s'impose, au fil du récit, avec une clarté inversement proportionnelle à la grisaille cauchemardesque de son décor. En découvrant, petit à petit, la conjuration de ces dix hommes, importants fonctionnaires des pays du bloc soviétique, qui organisent l'élimination physique d'un appareil de la nouvelle génération (camouflée en accident de chasse) afin de perpétuer l'ordre du système et leur propre tranquillité, nous comprenons soudain la logique souterraine d'événements qui nous ont paru, souvent, contradictoires ou incompréhensibles.

Il s'agit d'abord d'en finir avec une idée fausse : le manichéisme simpliste selon lequel il y aurait, dans les pays de l'Est, des dirigeants « durs » ou « libéraux », des faucons ou des colombes. En finir avec cette image d'Épinal : Staline dévoutant l'héritage de Lénine et trahissant les idéaux de la Révolution, le pur Trotski tentant en vain de s'opposer aux méthodes brutales et dictatoriales de Staline, le brave Khrushchev dénonçant les crimes du tyran, etc. Le temps de ces mythes est révolu : nous savons déjà, et nous saurons de plus en plus précisément, que la vérité est plus complexe.

Le communisme offre maints exemples d'hommes qui reviennent au pouvoir après en avoir été écartés (voir les réhabilitations qui ont suivi les procès tru-

qués des purges successives) mais qui poursuivent néanmoins la politique de répression (voir, en Chine, l'étonnante carrière de Deng Xiaoping). Ces mouvements de balancier, ces va-et-vient de ruses qui tourment, intriguent communément les observateurs, ces volte-face inexplicables ont un écho constant dans *Partie de chasse*, où le même personnage, un héros de la révolution devenu fonctionnaire du Guepéou, condamne impitoyablement (jusqu'à ceux qui élisent ou épargne, ou gré des variations de la ligne politique.

Ce que suggère le livre, c'est que, au-delà de l'apparente (et cruelle) absurdité de ce régime fondamentalement policier, il y a une prodigieuse faculté d'adaptation qui perpétue naturellement le système. Adaptation relative, certes, ludique qui ne doit jamais dépasser le point de non-retour, toute la difficulté étant de repérer celui-ci : d'où, par exemple, les hésitations de l'U.R.S.S. avant d'intervenir en Tchécoslovaquie, en Pologne ou ailleurs.

Les conjurés de *Partie de chasse* en sont tous conscients, à l'exception de leur victime, et c'est précisément la raison de son élimination. Ces hommes (desolés, désespérés, perfides, « revenus de tout ») qui ont vécu tous les soubresauts du monde communiste depuis l'après-guerre, sont bien placés pour savoir que leur système ne peut survivre qu'au prix de perpétuelles accommodations et ajustements, et que le strictes application d'une théorie par un fonctionnaire naïve ne peut qu'être, à plus ou moins longue échéance, à l'encontre de leurs intérêts. D'où son arrêt de mort.

Ce triomphe du pragmatisme terre à terre est l'anthologie idéologique que peut sembler dénoter, il faudra bien admettre qu'il fournit la seule explication valable de toutes les étonnantes contradictions de l'histoire du communisme.

GÉRARD LENNE.

(1) Dargaud éditeur, 1983 ; 64 pages, 60 F.

CORRESPONDANCE

Vieilles chouettes pensives

La rentrée est proche. Nombre de professeurs, dont je suis, retrouvent avec joie leurs élèves, qui sont leurs véritables interlocuteurs.

Le travail de la parole, dans la vie, le chemin de la culture, dans la difficulté, ne s'accommodent pas d'un trop vaste public ni d'une quelconque publicité. Non qu'il faille revenir à l'ésotérisme. L'universel est accessible à tous, il se partage, à la condition que chacun entreprenne avec ses forces et pour son compte une démarche dont le rythme, les détours et les effets ne peuvent être ni précipités ni anticipés.

Je préfère m'adresser à ceux dont l'institution, et à travers elle l'Etat, m'a donné la charge. Cette généra-

tion ne m'attend pas de nous des miracles, des recettes, mais des moyens.

Ma prudence, sa vigilance, son courage se nourrissent, d'abord, de notre refus d'être des maîtres à penser ou des sages de la tyrannie du savoir, forme banale, répandue et souterraine de la superstition. Nous devons nous aussi dans notre lieu, à notre place, accomplir notre métier : vieilles chouettes pensives, occupées, et par dessus tout, libres. De se taire, autant que de parler.

RENEE THOMAS,
professeur de philosophie
(Paris).

Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Liban

M. Walid Joumblatt rejette l'appel au dialogue lancé par le président Gemayel

M. Walid Joumblatt, chef de l'opposition libanaise, a réjeté, mercredi 31 août, l'appel au dialogue lancé par le président Amine Gemayel aux chefs des factions armées afin de mettre fin à la « cauchemare » de Beyrouth. « Un dialogue, a-t-il dit, est hors de propos après ce qui vient de se passer à Beyrouth et les massacres perpétrés par le régime libanais et son chef Amine Gemayel. » En raison des derniers événements, n'a-t-il ajouté, il ne peut plus y avoir de règlement politique avec le régime de Gemayel qui a utilisé son armée contre ses propres citoyens pour la première fois dans l'histoire du Liban. Nous appelons les dirigeants arabes et musulmans à intervenir afin que Beyrouth-Ouest ne devienne pas un nouveau Sabra et Chatila.

Le chef du P.S.P. a également mis en cause le premier ministre, M. Chafic el Wazzan, qu'il a accusé d'avoir préparé, avec le président Amine Gemayel, l'opération de l'armée « au moment où ils avaient promis de satisfaire certaines revendications politiques et relatives à la sécurité de l'opposition. Cette opération a montré qu'il n'y a aucune distinction entre la politique du parti Kataeb et celle d'Amine Gemayel. »

M. Joumblatt a par ailleurs affirmé qu'il était entré en contact avec M. Nabih Berri, chef du mouvement politico-militaire chiite libanais et que ce dernier lui avait fait savoir qu'il refusait le dialogue « surtout après les massacres de Beyrouth perpétrés contre les habi-

itants innocents de la capitale libanaise. »

« A Paris, un porte-parole du Quai d'Orsay a déclaré que le ministre des relations extérieures s'inclinaient devant la mémoire des Français qui, à Beyrouth, ont payé de leur vie leur participation à une œuvre de paix » et exprimait à nouveau son inquiétude et son émotion devant la brutale dégradation de la situation au Liban. Répondant à une question, il a ajouté : « Le contingent français au Liban peut faire usage de ses armes s'il estime être en état de légitime défense. »

Le président Mitterrand a pour sa part indiqué, au cours du conseil des ministres de mercredi, que « la France ne tenait pas à être prise dans l'engrenage d'une guerre civile au Liban ». M. Max Gallo, qui rapportait les propos du chef de l'Etat, a expliqué que les forces françaises étaient au Liban « dans le cadre d'une mission quadripartite comme force d'interposition contre les troupes étrangères ».

Ce jeudi matin, M. de Giscard, chargé de mission et spécialiste du Liban à la présidence de la République, est arrivé à Beyrouth. D'après part le porte-parole Foch accompagné de la corvette Montcalm et du pétrolier-ravitailleur d'escadre, la Meuse devait quitter Toulon, ce jeudi, pour croiser devant Beyrouth où il retrouvera l'escorteur Guépratte et le bâtiment de soutien logistique Rance qui y sont stationnés depuis plusieurs semaines. La marine américaine fait croiser sur place le porte-avions nucléaire Eisenhower.

« A Rome, M. Bettino Craxi, le premier ministre italien, a exprimé dans un message au président Amine Gemayel sa vive inquiétude à la suite des événements au Liban et des risques intolérables auxquels étaient exposées les troupes italiennes de la force multinationale « envoyées à Beyrouth pour une mission humanitaire de paix ».

« A Moscou, l'agence Tass a, dans une déclaration rendue publique mercredi, exigé la « cessation de l'ingérence militaire américaine au Liban » et le retrait de ce pays des forces israéliennes « sans aucune condition susceptible de porter atteinte à l'indépendance et à la souveraineté du Liban ». - (A.F.P., Reuters.)

M. Shultz relance le plan de paix du président Reagan

De notre correspondant

New-York. - Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a tenu mercredi 31 août l'une de ses rares conférences de presse, à la fois pour démentir les rumeurs, selon lesquelles les « marines » pourraient être retirés de la Force multinationale au Liban, pour affirmer que l'administration américaine continuera fermement à appuyer les initiatives de M. Gemayel pour rétablir l'ordre à Beyrouth et, surtout, pour relancer le plan Reagan de paix au Proche-Orient, dont il avait été, il y a un an, le principal architecte.

Tandis que le président Reagan poursuit ses vacances en Californie, le secrétaire d'Etat a laissé entendre, à sa manière, discrète et ferme, qu'il était, avec le vice-président M. George Bush, aux commandes des affaires.

« Le gouvernement des Etats-Unis, a-t-il déclaré, apporte son soutien à la constitution d'un Liban indépendant, libre de toutes les troupes étrangères, avec les arrangements nécessaires pour assurer la sécurité de la frontière nord d'Israël. » M. Shultz a précisé que les efforts américains se poursuivaient « en coopération avec nos partenaires de la Force multinationale ». Il a lancé un appel à la « communauté internationale » pour qu'elle appuie ces efforts, en particulier à « la Syrie, qui a l'armée la plus importante au Liban ».

Le secrétaire d'Etat a indiqué que les Etats-Unis continueraient à apporter aide technique et conseils à l'armée libanaise, poursuivraient leurs efforts diplomatiques et maintiendraient leur contingent de la Force multinationale, mais il a écarté l'hypothèse de son renforcement. Il a souligné que « s'ils étaient attaqués, les « marines » se défendraient avec vigueur ».

« La sécurité d'Israël et les droits légitimes des Palestiniens »

Evocant le plan de paix proposé il y a tout juste un an par le président Reagan, M. Shultz a rappelé qu'il était destiné à assurer « la sécurité d'Israël et les droits et les aspirations légitimes du peuple palestinien ». Ce plan, a-t-il affirmé, « constitue un élément capital du processus de paix au Proche-Orient. Tous ceux qui recherchent une solution juste, sûre et globale au conflit doivent se tourner vers cette solution qui est basée sur l'accord de Camp David et sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations unies. Tout effort sérieux de négociation dans les jours qui viennent devront se référer à ces principes ».

Il y a un an, a poursuivi M. Shultz, le président Reagan n'avait aucune illusion sur la rapidité avec laquelle son initiative pourrait porter ses fruits. Nous n'en

NICOLE BERNHEIM.

« La Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) a déclaré, mercredi 31 août, que « la mort, à Beyrouth, de plusieurs hommes du contingent de la force d'interposition - dont cinq Français - est un avertissement » et elle demande qu'il soit mis « un terme immédiat à l'intervention française au Liban, qui ne sert plus la paix que l'intervention néocolonialiste au Tchad ».

Israël

LA LUTTE POUR LA SUCCESSION

Le comité central du Herout désignera le nouveau premier ministre

De notre correspondant

Jérusalem. - Finalement, M. Itzhak Shamir s'est rangé à l'avis de son rival, M. David Lévy : il revient au comité central de leur parti, le Herout, de les départager. Les neuf cents membres du comité devaient être convoqués pour ce jeudi soir 1^{er} septembre afin de procéder à un vote à bulletin secret.

M. Lévy a obtenu gain de cause : il préfère cette formule, plus « démocratique », à celle qui donnait nettement l'avantage à M. Shamir : une désignation par le collège des ministres de l'actuel cabinet, qui aurait été soumise ensuite au comité central. M. David Lévy estime que la majorité des militants de base lui est favorable. Mais il n'est pas certain que le comité central, même s'il est nombreux, reflète tout à fait la volonté de la base et c'est ce qui a décidé M. Shamir à accepter la proposition de son adversaire. D'ailleurs il paraissait difficile jeudi matin de faire un pronostic et la presse israélienne ne s'y risquait pas, indiquant seulement que le scrutin allait être très serré.

MM. Shamir et Lévy se sont rencontrés le 31 août. Aucun des deux n'a accepté de se désister en faveur de l'autre, contrairement à ce que souhaitaient les dirigeants du parti, mais s'étant mis d'accord sur le recours à la décision du Herout. Ils se sont également entendus pour affirmer que, quel que soit le choix de celui-ci, ni l'un ni l'autre ne quitterait le gouvernement en cas d'échec, cela afin de maintenir la cohésion de la coalition actuelle.

M. Begin, dont on sait qu'il accorde plutôt sa préférence à M. Shamir, n'a fait savoir qu'il ne voulait pas intervenir dans la délibération du parti. Il garde le silence. Mais son inclination, ajoutée à l'avis des membres du gouvernement appartenant au Herout, pouvait de l'avis général influencer l'opinion d'un grand nombre de représentants au comité central et, d'autre part, le poids de la tendance fidèle à M. Ariel Sharon, l'ancien ministre de la défense qui soutient M. Shamir, pouvait s'avérer déterminant.

Cependant, les partisans de M. David Lévy demeurent confiants et déclarent mercredi soir qu'ils étaient sûrs de l'emporter. Menant une campagne active, ils affirmaient que M. Shamir n'était que l'homme de l'appareil restreint du mouvement, n'était pas « populaire », qu'il n'avait guère de connaissances dans le domaine économique et peu de souci de mener une « vraie politique sociale ».

Les partisans du ministre des affaires étrangères, quant à eux, répliquaient sur le même ton en soulignant que, par exemple, M. Lévy n'a « aucune expérience » en matière de politique étrangère, de défense, et certains ajoutaient qu'il était « incapable de s'exprimer en anglais ». (M. Lévy parle le français), ce qui ne faciliterait pas les rapports - essentiels pour Israël - avec les dirigeants américains. D'autre part M. Shamir est sabbatiste, tandis que M. Lévy est sépharite, et cette distinction encore si importante dans la société israélienne apparaissait à l'évidence dans les attaques très vives auxquelles se livraient les fidèles des deux candidats depuis plus de quarante-huit heures.

De difficiles discussions

Une fois connue la décision du comité central, M. Begin ne sera pas encore au bout de ses peines et ne pourra vraisemblablement pas se rendre dès vendredi chez le président de l'Etat pour lui remettre sa démission et celle de son cabinet, tout en lui suggérant de désigner officiellement le candidat du Herout. Il se confirme en effet qu'il faut que ce dernier entame aussitôt de difficiles discussions avec les partenaires de son propre parti au sein de la coalition actuelle, afin de s'assurer de leur soutien de principe, qui n'est toujours pas définitivement acquis bien que depuis plusieurs jours le Tami le parti national religieux (P.N.R.) et l'Agoudat Israël déclarent avoir abandonné l'intention de reprendre leur indépendance. Le P.N.R. a encore redit mercredi soir après une réunion de ses dirigeants, mais l'attitude de ces trois partis demeure ambiguë.

Pour sa part, le parti d'extrême droite Tebiye (Renaissance), qui compte trois députés, a fait comprendre que son adhésion à un prochain gouvernement animé par le Likoud n'est pas « certaine ». On voit mal Tebiye changer de bord et s'allier avec les travaillistes, mais cette objection signifie que ce mouvement entend obtenir quelques promesses, notamment à propos du maintien ou du dévelop-

peu de la politique du gouvernement Begin dans les territoires occupés.

En fait, on ignore pas que tous les autres partis de la coalition ont chacun des demandes à formuler et ne se priveront pas de marchander leur soutien. L'Agoudat Israël, parti religieux ultra-orthodoxe, toujours le plus exigeant, craint de ne pas en être ainsi. Il devrait donc y avoir, à partir de jeudi soir, des « préconsultations » qui ne mettront vraisemblablement pas à M. Begin de se rendre chez le président avant le début de la semaine prochaine, puisqu'il veut être sûr que son successeur est en mesure de gouverner avant de proposer au président de le désigner. Il semble que M. Begin ait fixé comme limite le Nouvel An juif, le 8 septembre.

Quatre députés de la coalition ont de leur côté annoncé leur intention de causer quelques difficultés au successeur de M. Begin. Ils ont décidé de tout faire pour contraindre ce dernier à former un gouvernement d'union nationale

avec le parti travailliste. Cette hypothèse est peu probable, et le parti travailliste n'a pas manqué de le faire savoir. Les quatre députés, qui ont l'appui du président de la Knesset, M. Menachem Savidor (membre du parti libéral) associé au Herout dans le Likoud), menacent de s'abstenir lors des votes au Parlement. Cela réduirait encore l'étroite majorité actuelle.

Le parti travailliste attend toujours que M. Begin remette officiellement sa démission pour entreprendre d'éventuelles consultations avec les partis de la majorité formée avec le Likoud pour créer une nouvelle coalition gouvernementale qu'il animerait. Mais toujours sans grand espoir pour l'instant. Un député travailliste a donné une idée du calcul auquel se livrent une grande partie des membres de l'opposition : « Nous pensons que la situation nous sera plus favorable lorsque le nouveau gouvernement, sous M. Begin, aura fait face à d'immenses difficultés à propos de l'économie, à propos du Liban ou d'autres problèmes, et aura fait la preuve de son incapacité. »

FRANCIS CORNU.

PORTRAIT

M. DAVID LÉVY : un « travailleur immigré » du sionisme

De notre correspondant

Jérusalem. - « Marocain » et fier de l'être, M. Lévy est payé pour savoir que ce mot en Israël peut encore être une injure à peu près équivalente à celle de « sous-développé » ou de « voyou » : n'existe-t-il pas aussi en hébreu cette expression : « Marocain ou couteau » ?

Bien plus que M. Yitzhak Navon, qui appartient à l'« aristocratie » sépharite, M. David Lévy est « le » représentant des masses populaires juives orientales et, plus précisément, de cette communauté arabe de la plus nombreuse venue du Maroc dont l'immigration a été la plus problématique. M. Lévy est un enfant du melah, le quartier juif traditionnel dans le royaume chérifien.

La vie et le caractère de celui qui veut - encore davantage que M. Navon - être le premier chef de gouvernement sépharite, sont exemplaires. Né en 1937 à Rabat, où son père était menuisier (et où un rabbin avait prédit à sa naissance qu'il serait un jour « roi ou ministre d'Israël »), ce n'est qu'en 1957 qu'il rejoint l'Etat juif. Comme beaucoup de ses compatriotes, on l'envoie construire et peupler l'une de ces villes dites « de développement », aux confins désolés du pays, selon la politique planifiée des travaillistes qui leur offrent pour longtemps nombre de sépharites devenus les « travailleurs immigrés » du sionisme.

Manœuvre sur un chantier, M. Lévy s'initie au syndicalisme et adhère à l'Histadrout. Mais, au sein de la grande centrale syndicale, il rejoint vite les rangs de la minorité de droite fidèle à M. Begin pour contester le contrôle sans partage exercé par les tra-

vailistes sur cette organisation. C'est ainsi qu'il entre tout naturellement au Likoud, pour y être rapidement le principal chef de file des partisans sépharites dont le nombre ne cesse de croître au fil des années, pour assurer finalement la victoire du mouvement en 1977.

Pour cette raison, il est vite devenu l'un des protégés de M. Begin, qui a garanti son élection en 1969 à la Knesset. Membre du gouvernement depuis l'accession du Likoud au pouvoir, il a obtenu en 1981 le titre de vice-premier ministre qui l'autorise aujourd'hui à briguer la succession de M. Begin avec l'avantage de posséder une forte base populaire que ne peut revendiquer son rival M. Shamir.

Voici entre peu de temps, M. Lévy n'aurait pu avoir de telles ambitions. Il était dans tout Israël l'objet d'incroyables plaisanteries aussi méchantes que les histoires belges en France. On en venait à moquer sa famille nombreuse (il a dix enfants). Mais, à présent, cette mode d'un godot douteux est oubliée.

M. Lévy s'est imposé ces dernières années comme un dirigeant sérieux, efficace et avisé, un homme de compromis dans les querelles qui ont déchiré la coalition gouvernementale. Dirigent du Likoud, il ne saurait être considéré comme un « homme de gauche » mais il est, si l'on peut dire, un « faiseur » modéré, beaucoup plus que M. Shamir. Il l'en a encore prouvé pendant la guerre au Liban en étant l'un des rares ministres à demander des comptes à M. Sharon.

F.C.

AFRIQUE

Tchad

« La France pourrait jouer un rôle très utile » déclare le ministre éthiopien des affaires étrangères

Le président de la République a reçu, mercredi 31 août, au palais de l'Elysée, M. Goshu Wolde, ministre des affaires étrangères de l'Ethiopie, et M. Peter Onu, secrétaire général adjoint de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.).

Au cours de cet entretien, portant sur la crise tchadienne, auquel assistait M. Cheysson, ministre des relations extérieures, M. Goshu Wolde a remis à M. Mitterrand un message de M. Mengistu Haile Mariam, chef de l'Etat éthiopien et président ex officio de l'O.U.A.

A l'issue de cet entretien, M. Goshu Wolde a estimé que « la France pourrait jouer un rôle très utile » dans le processus de négociations sur le Tchad, ajoutant : « Les consultations et les discussions vont continuer, elles sont dans un stade exploratoire. » Pour sa part, M. Cheysson a confirmé que « l'heure était à la négociation », ajoutant : « Il n'y a aucun élément qui nous amène à changer d'opinion là-dessus. »

M. Cheysson devait poursuivre, jeudi 1^{er} septembre, les discussions avec la mission de l'O.U.A., au

cours d'une réunion de travail au Quai d'Orsay. Sur le plan militaire, la France continue à renforcer son dispositif militaire au Tchad. De nouveaux tubes d'artillerie de 105 millimètres ont notamment été envoyés à N'Djamena, où sont arrivés, mardi soir, une centaine de parachutistes du 8^e régiment parachutiste d'infanterie de marine, basé à Caseres. Sur le plan politique, le gouvernement tchadien manifeste son inquiétude quant à la situation dans le sud du pays, où, selon N'Djamena, des « actions de sabotage » sont menées avec l'appui de la Libye.

A New-York, M. Charles Lichtenstein, ambassadeur des Etats-Unis auprès de l'ONU, a accusé le Conseil de sécurité des Nations unies de s'être laissé « cyniquement manipuler » en n'agissant pas après la plainte déposée par le Tchad contre l'intervention libyenne. Le Conseil de sécurité, a-t-il déclaré, s'est révélé inadapté face aux « rétrogrades du gangstérisme international ».

Accalmie

(Suite de la première page.)

Mais trois personnalités clés risquent de lui faire défaut : M. Walid Joumblatt à coup sûr, puisqu'il a déjà annoncé son refus de se joindre aux « accords de Paris » étaient dépassés ; et probablement l'ex-président Soleiman Frangie, ainsi que l'ex-premier ministre, M. Rafik Karame. Dans ce cas, M. Berri fera sans doute lui aussi défaut.

Le congrès national, appelé à se tenir dans les vingt-quatre heures, perdrait alors une grande partie de sa signification. En dehors des déclarations de principe, il servirait quand même à reconstruire l'alliance entre le président Gemayel et le leadership modéré de l'islam sunnite beyrouthine.

Meis le problème du conflit druze-chrétien en montagne restait entier. Or c'est lui qui était explosif et pressant avant que les dramatiques événements des quatre derniers jours à Beyrouth ne polarisent l'attention et les énergies. La démonstration de force de l'armée dans la capitale n'est, en effet, pas de nature à faire céder les druzes dont le chef, M. Joumblatt, refuse son déploiement sans accord politique préalable. A contrario, celui-ci a déjà raillé son attitude.

Cette démonstration peut cependant avoir un effet positif indirect en donnant au président Gemayel un argument de poids face aux Forces libanaises (chrétiennes), qui, bien qu'émanant de son parti, les Phalanges, ont refusé jusqu'à présent de faire confiance à l'armée ou en tout cas de s'en remettre à elle et de renoncer autrement qu'en apparence à une présence militaire à Beyrouth-Est. M. Gemayel peut maintenant faire valoir que l'armée a fait ses preuves et peut-être obtenir de son père, M. Pierre Gemayel, d'ordonner aux Forces libanaises de se retirer réellement, d'une part, de Beyrouth-Est pour lui faciliter la tâche à l'Ouest et, d'autre part, du Chouf pour mieux lui permettre de négocier avec les druzes.

LUCIEN GEORGE.

Lisez

Le Monde
dossier et documents

Le Monde
PHILATÉLISTES
SEPTEMBRE 1983
HISTOIRE DES
OBLITERATIONS
ET DES TIMBRES
T.A.A.F.
Le Monde

سكنا لا اعمل

EUROPE

Pologne

L'ANNIVERSAIRE DES ACCORDS DE GDSANK

Les consignes de Solidarité clandestine ont été suivies dans de nombreuses villes

Les appels lancés par les dirigeants clandestins de Solidarité et par M. Lech Walesa pour marquer le troisième anniversaire des accords de Gdansk ont reçu un large écho dans la population, en particulier dans les concentrations ouvrières.

Le boycottage des transports en commun a été largement effectif et des manifestations, plus ou moins importantes ont eu lieu dans au moins huit villes : Varsovie, Gdansk, Wrocław, Cracovie, Poznań, Lublin, Czeszochowa et Nowa Huta, cité ouvrière voisine de Cracovie, où les

cat publierait une nouvelle déclaration d'ici deux à trois semaines.

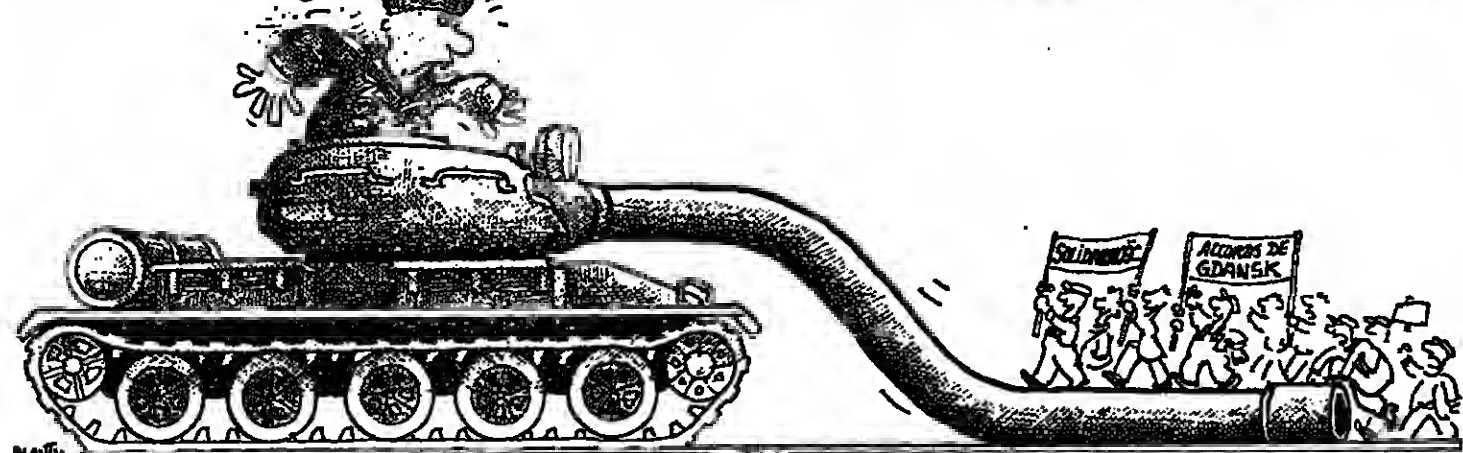
Le port de la Bałtyk était quadrillé par d'impressionnantes forces de police. M. Walesa a été autorisé à se rendre, seul, vers 16 heures, au pied du monument érigé à l'automne 1980 en mémoire des victimes des émeutes de 1970. Le cordon de militaires s'est refermé derrière lui, empêchant la foule qui l'accompagnait depuis l'église Sainte-Brigitte, de s'approcher du monument. A plusieurs reprises, il a

l'entrée des chantiers navals Lénine. Le cortège a été dispersé à la matraque et il y aurait eu de nombreuses brutalités et des arrestations.

A Nowa Huta, la manifestation a tourné à l'émeute après que les Zomors (police de choc) aient attaqué un cortège formé par dix mille ouvriers qui sortaient de l'aciérie Lénine. Aux gaz lacrymogènes, aux grenades à percussion, aux canons à eau et aux coups de matraque, les manifestants répondirent par des jets de pierre, dégageant même les rues en enduits. Selon le correspondant du Los Angeles Times, on compterait une centaine de blessés

liens de personnes ont eu lieu, dans le courant de l'après-midi et ce début de soirée, aux abords de la vieille ville et dans les artères centrales de la capitale. Les autobus et tramways, généralement bondés, circulaient à moitié vides et de nombreux ouvriers des usines automobiles F.S.O. ont parcouru à pied les douze kilomètres qui séparent l'entreprise du centre de la ville.

La télévision polonaise, tout en minimisant la portée des « tentatives de manifestation », a indiqué que de telles « tentatives » avaient également eu lieu à Poznań, Czeszochowa, Lublin (petite ville du sud-



(Dessin de PLANTU.)

affrontements ont été les plus durs. La Pologne n'avait pas connu une telle effervescence depuis le 1^{er} mai. Cette journée anniversaire marque le premier témoignage massif de fidélité à Solidarité depuis la levée officielle de « l'état de guerre » le 22 juillet.

A Gdansk, M. Walesa a estimé qu'il s'agissait du « plus grand succès jamais enregistré par Solidarité ». Il a laissé entendre que Solidarité envisagerait désormais d'autres types d'actions pour inciter le régime du général Jaruzelski à respecter les accords signés il y a trois ans. Il a annoncé que le syndi-

invité les milliers de personnes regroupées dans les environs du monument, en particulier auprès de l'église Sainte-Brigitte, à se disperser : « Rentrez chez vous calmement. Montrez leur que nous sommes en mesure de répondre à la force par la pondération. »

Si M. Walesa a été longtemps ovationné, ses appels n'ont pas été unanimement suivis : à l'issue d'une masse vespérale à laquelle assistait, quelque sept mille personnes ont tenté une nouvelle fois de s'approcher du monument située à

et un nombre important d'arrestations. Les policiers ont également chargé la foule de deux mille personnes qui assistaient à une messe en plein air à la mémoire du jeune Bogdan Wlosik, tué en octobre dernier par un policier en civil. A quelques kilomètres de là, une manifestation importante a eu lieu au centre de Cracovie. A Wrocław, dans le sud-ouest, des heurts violents auraient opposés les Zomors à plusieurs milliers de personnes qui voulaient se rendre au cimetière.

Enfin, à Varsovie, plusieurs manifestations regroupant quelques mil-

ouest où le 31 août 1982 trois personnes avaient tuées par la police) et dans d'autres villes non précisées. (A.F.P., U.P.I., Reuters.)

● A Paris, environ quatre cents personnes ont manifesté mercredi 31 août à Paris, devant l'ambassade de Pologne, place des Invalides, pour célébrer le troisième anniversaire des accords de Gdansk. Cette manifestation, organisée à l'appel du collectif inter-syndical (C.F.D.T., C.F.T.C., C.G.C., F.O.) de soutien à Solidarité, s'est déroulée sans incident, sous une pluie battante.

République fédérale allemande

La rentrée des pacifistes

(Suite de la première page.)

Elle risquerait aussi de mettre le feu aux poudres et de déclencher des réactions incontrôlables.

Jamais, en effet, la police ouest-allemande n'a eu à faire face à une telle mobilisation. Les groupes pour la paix, de toute obédience, sont désormais partout, et on estime, au ministère de l'Intérieur, à trois millions environ le nombre de leurs membres actifs. Ces groupes vont multiplier les actions pendant un mois et demi au niveau local : cela ira des fanfares aux spectacles de rues, aux sit-in, marches, manifestations à vélo, en passant par les distributions de tracts et les réunions-débats, toute cette agitation devant culminer pendant la semaine du 15 au 22 octobre, qui se terminera par trois grandes manifestations à Hambourg, Brême et Bonn.

Du côté des pacifistes, on sait que dans l'Allemagne profonde, peu connue des manifestations de rues, toute violence réveillerait le désir d'ordre et déplacerait le débat sur les missiles, qui est redevenu dominant au cours des derniers mois, vers un débat sur l'ordre public auquel le mouvement aurait beaucoup à perdre. Les manifestants ne sont toutefois pas à l'abri de provocations extérieures, notamment de certains groupes d'extrême droite. Ils ne sont pas non plus totalement unis sur la question des moyens : les auto-motistes, assez nombreux dans certaines régions comme la Hesse, ne se sont pas convertis à la résistance passive. C'est sans doute pour éviter la guérilla et le vandalisme que les organisations ont réservé pour la fin les grands rassemblements urbains. Les autres manifestations impor-

tales auront lieu d'ici là dans un cadre plutôt champêtre, qu'il s'agisse des sit-in autour des bases militaires ou, par exemple, de la chaîne humaine qui doit relier, sur plus de 100 kilomètres, le commandement américain en Europe à Stuttgart à l'une des trois bases devant accueillir les Pershing-2 à Ulm.

Le gouvernement dépassé ?

Face à tout cela, le gouvernement a lancé une campagne d'information sur les armes nucléaires en Europe, dont on voit mal comment, en un mois et demi, elle pourrait concurrencer la campagne pacifiste. M. Kohl semble s'apercevoir - un peu tard - qu'en voulant pour lui, les Allemands de l'Ouest, d'où peut-être pas, tout compte fait, voté pour les Pershing. Les sondages se succèdent, tous sujets à caution certes,

mais indiquant au minimum que les Allemands voudraient, dans leur majorité, un accord à Genève et, en cas d'insuccès en novembre, une poursuite des négociations. On comptait sur un essoufflement du mouvement après les élections de mars : il s'est, au contraire, renforcé. Il a progressivement fait émerger, consciemment ou non, un sentiment national allemand, qui semble finalement être le plus efficace de ses arguments.

M. Kohl vient d'adresser aux trois pacifistes qui font la grève de la faim depuis le 6 août à Bonn, dans l'oubli général et la réprobation des « vertes », une lettre dans laquelle il les prie de cesser cette action. La bonhomie du chancelier, son désir de rester à la fois ferme sur les principes mais tolérant et compréhensif, auront-ils raison de l'usure du mouvement pour la paix ? N'a-t-il pas véritablement un moment été un tentant d'extorquer un compromis américano-soviétique comportant le renoncement aux Pershing-2, enterré depuis longtemps par Washington ? On comptait visiblement à Bonn, une fois passée la vague de l'automne, sur la résignation des pacifistes. On redoute désormais qu'à la vague ne succède la tempête si les premiers missiles devaient arriver en décembre. CLAUDE TRÉAN.

LA PROPOSITION DE M. ANDROPOV EST « IMPORTANTE » MAIS « NE RÉPOND PAS AU PROBLÈME POSÉ », DÉCLARE LE QUAI D'ORSAY

Commentant les dernières propositions de M. Andropov à propos des euromissiles, un porte-parole du Quai d'Orsay, a déclaré jeudi 1^{er} septembre : « L'indication selon laquelle les missiles nucléaires soviétiques qui seraient retirés en application d'un accord savito-américain à Genève seraient détruits est importante, à condition, bien entendu, que cela soit vérifiable. La France constate cependant que l'Union soviétique prétend toujours conserver le monopole d'armes nucléaires à portée intermédiaire. Cette approche ne répond donc pas au problème posé à nos alliés par le déploiement, accéléré au cours des dernières années, d'armes nucléaires soviétiques de ce type. C'est cette situation que la négociation savito-américaine doit corriger en rétablissant l'équilibre qui a été rompu. »

« La prise en compte des forces britanniques et françaises n'est pas pertinente. Le gouvernement français, à maintes reprises, indique les raisons pour lesquelles ces forces n'ont pas à être prises en considération dans les négociations bilatérales savito-américaines de Genève. »

Un dirigeant du S.P.D. plaide pour le retrait de la R.F.A. de l'organisation militaire atlantique

L'un des participants aux manifestations de Mülheim est M. Oskar Lafontaine, maire de Saarbrück et membre du comité directeur du parti social-démocrate S.P.D. Adversaire depuis toujours de la décision de 1979 sur l'« armement de rat-trapèze », l'OTAN, M. Lafontaine vient de faire un pas de plus dans son opposition en demandant la sortie de la R.F.A. de l'organisation militaire de l'OTAN.

Dans un livre que viennent de publier les éditions du Spiegel, sous le titre *La Peur des armes*, et dont l'hebdomadaire de Hambourg publie cette semaine des extraits, l'auteur, après avoir cité de Gaulle et M. Mitterrand, écrit : « Il est temps pour les Européens de faire leurs idées de Charles de Gaulle. Un Etat souverain ne laisse pas à une autre puissance, même pas à une puissance mondiale, la décision sur la vie et la mort, la décision d'entrer en guerre [...]. Une situation qui expose les Européens à toute aventure d'une puissance mondiale est insupportable. »

Après avoir noté que « le pacte de l'Atlantique nord est dépassé », notamment parce que

« la stratégie de la réponse flexible, qui prévoit explicitement le premier emploi des armes nucléaires, contredit la charte de l'ONU », et précisé que, à la différence de de Gaulle, il ne recommande pas le repli sur l'« Eternité », mais « des accords internationaux » conformes à cette charte, M. Lafontaine conclut : « La question essentielle pour les Européens est de se libérer de la rivalité atomique des superpuissances [...]. La République fédérale doit se risquer à sortir de l'intégration militaire de l'OTAN et devenir dénucléarisée. Les armes atomiques ne doivent plus être stationnées que dans les pays qui les fabriquent. »

En R.F.A., sous l'ancien général Bastian, et, dans une moindre mesure, M. Eppler, un autre dirigeant de l'aile gauche du S.P.D., avaient préconisé jusqu'ici une telle mesure, qui n'a pas l'aval du parti dans son ensemble. Répondant à M. Lafontaine, M. Glotz, porte-parole du S.P.D., a déclaré : « L'appartenance de la R.F.A. à l'OTAN est une condition préalable à toute politique de détente et de réduction des armements nucléaires. »

U.P.A. SARI - 68, av. Léna 75116
2-1°S/AB-T Ang.-Arabe-Héb.-Rus.-Alld.-It.-Esp.

ASIE

Philippines

Violent affrontement entre étudiants et policiers après les obsèques de Benigno Aquino

De notre envoyé spécial

Manille. — La police a ouvert le feu sur un groupe de manifestants le mercredi soir 31 août à l'issue d'une journée où des millions de Philippines ont rendu un dernier hommage à la dépouille mortelle du sénateur Aquino.

Selon les premières informations, un violent affrontement a opposé plusieurs centaines d'étudiants (de mille à deux mille selon certaines sources) à un nombre indéterminé de policiers et de soldats aux abords du palais présidentiel de Malacanang. La police affirme que les étudiants ont attaqué à coups de cocktails Molotov et de jets de pierres. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées des deux côtés. On est sans nouvelle d'au moins un étudiant gravement blessé par balles et transporté dans un hôpital militaire.

Cet affrontement est le seul qui ait été signalé dans la capitale. Le calme régnait partout ce jeudi matin. Mais c'est un calme précaire, divers mouvements d'opposition n'ayant jamais cessé d'agiter : « Après le deuil viendra la colère. »

La démonstration populaire avait pris dans l'après-midi et la soirée de mercredi des proportions de raz de marée. Pendant les douze heures qu'il a fallu pour se rendre de l'église Santo-Domingo au cimetière de Memorial Park, le cortège a tonné d'un chemin entre deux murs humains d'où montaient les cris incessants de « Ninoy, Ninoy » (Aquino) et de « Laban, laban » (luttons).

Les dernières heures ont été particulièrement éloquentes, défilantes. A la nuit tombée, des dizaines de milliers de jeunes gens ont couru jusqu'à l'épave pour garder le contact avec le cortège. De part et d'autre, sur une vingtaine de kilomètres, des milliers d'habitants des bas quartiers, tenant chacun une chandelle à la main, ont fait à la calva-cade échevelée une voie triomphale de flammes tremblantes.

D'abord sentimentale et religieuse, la ferveur populaire n'a jamais cessé, plus ou moins explicitement, d'être politique. De façon directe ou non, les slogans, les chants et les prières ont été des condamnations du régime, une succession infiniment répétée à travers toute la capitale d'appels à la liberté, à la dignité, au retour à la dé-

mocratie. « Le mort est libéré, la liberté est morte », proclamait une banderole. Une autre lui répondait sur une note d'espoir : « Aujourd'hui les ténèbres, demain la lumière. »

Le soutien des États-Unis au président Marcos

Dans cette immense manifestation spontanée, quelques groupes visiblement disciplinés, quelques slogans de type « Non à la réconciliation avec la dictature militaire fasciste », et, ça et là, les cris de « A bas Marcos ! A bas Reagan ! » montraient que la gauche pro-communiste n'avait pas hésité à participer au cortège, à prouver son organisation et sa détermination au cœur de la capitale - ni à faire d'Aquino, dont elle ne partageait pas les idées politiques (il était pour la réconciliation non violente), un héros de son panthéon de martyrs populaires.

Le verdict populaire de mercredi est impressionnant, mais, faite d'être politiquement organisée et prolongée, que peut cette démonstration de ferveur populaire face au pouvoir dès lors que l'émotion est retombée et que les problèmes quotidiens reprennent le dessus ? Le régime est un peu plus discrédité et son soutien populaire considérablement affaibli. Mais, face à une opposition désorganisée et politiquement divisée, il lui reste de nombreux soutiens, à commencer par ceux des forces armées, des grands milieux d'affaires et, surtout, des États-Unis.

La presse locale, étroitement contrôlée, minimise aujourd'hui l'ampleur de la participation aux funérailles. Elle donne, en revanche, une place de choix aux déclarations de M. Kissinger qui vient de rappeler l'importance stratégique des Philippines dans le dispositif militaire global des États-Unis et qui conseille au président Reagan de maintenir son voyage prévu ici en novembre - bien que les soupçons pèsent sur le régime dans l'assassinat du sénateur Aquino soient loin d'avoir été levés.

R.-P. PARINGAUX.

Afghanistan

Rumeurs de remaniement du gouvernement

Islamabad (A.F.P.) - Une rumeur de gouvernement afghan, entraînant le départ du ministre des affaires étrangères et de deux vices-premiers ministres, serait « imminente », indiquent les mercredi 31 août à Islamabad des sources diplomatiques occidentales citant des « rumeurs persistantes » à Kaboul. Outre le chef de la diplomatie du régime pro-soviétique afghan, M. Shah Mohammad Dost, les vices-premiers ministres, MM. Puhannal Guldao et Khalil Ahmad Abawi, chargés respectivement de l'enseignement supérieur et du plan, seraient sur le point d'être nommés ambassadeurs à l'étranger.

Plusieurs voyageurs afghans et étrangers, arrivés au Pakistan, rapportent d'être parvenus à des portraits officiels du président Babrak Karmal ont été retirés de certains lieux publics, dans la capitale ainsi qu'à Kandahar. Le chef du parti communiste afghan, rappelle-t-on, vient de rentrer d'un long séjour à Moscou. Selon une personnalité pro-

che du régime, réfugiée au Pakistan, M. Karmal, cinquante-six ans, donnerait l'impression d'un homme souffrant et fatigué après trois ans et demi de pouvoir.

En revanche, le premier ministre Sultan Ali Kishinmand, considéré par les diplomates étrangers à Kaboul comme étant en parfaite santé, est parti pour Moscou la semaine dernière pour « raisons médicales », selon la radio officielle afghane.

Le retour à Kaboul, le 15 août, après deux années de « formation » dans une académie militaire soviétique du général Mohammad Rafi, ancien ministre de la défense, contribue à intriguer les observateurs diplomatiques. Ils se demandent si le remaniement gouvernemental attendu ne s'étendrait pas aux postes clés de l'équipe dirigeante afghane.

Le Kremlin semble avoir entrepris une série de consultations avec des personnalités afghanes appartenant au régime ou en marge de celui-ci. Ainsi, le ministre de l'Intérieur, M. Sayes Mohammad Gulabzoi, chef de file de la tendance « hard » communiste au sein du parti communiste afghan, est rentré d'Union soviétique il y a quelques mois. L'ancien ministre de la défense du roi Zahir Shah et son chef d'état-major alors, les généraux Mohammad Khan et Farooq, auraient également fait tout récemment l'aller-retour de Kaboul à Moscou, précise-t-on de même source.

Les observateurs estiment que si M. Karmal venait à être remplacé, alors qu'il semble toujours disposer de la confiance de ses alliés soviétiques, ce ne pourrait être à court terme, que pour des raisons de santé. La possibilité d'un élargissement du gouvernement à des personnalités n'appartenant pas au parti communiste afghan n'est pas écartée par les diplomates occidentaux. En revanche, les rumeurs circulant dans certains milieux de la résistance à Peshawar selon lesquelles Moscou, en accord avec Washington, serait disposé à accepter un retour au pouvoir du roi Zahir Shah en contrepartie d'une reconnaissance de la présence de troupes soviétiques en Afghanistan, sont qualifiées de spéculation par les diplomates.

FRANCE PAYS ARABES

Le n° 112 de septembre 1983 vient de paraître

« La Palestine en question »

Au sommaire :

- Le dossier de la Palestine : Chronologie. La Palestine et l'ONU. Déclarations et statistiques de l'O.L.P. Les résolutions de la conférence préparatoire de Genève sur la question de la Palestine des Nations unies.
- Entretien exclusif avec Khaled El Hassan.
- Les immigrés : Interview d'Amir Le Pors. L'éditorial de Louis Terrenoire. Le bloc-notes de Lotfallah Soliman. La chronique de Philippe de Saint-Robert, etc.
- Les rubriques économiques et culturelles.

44 pages - Diffusion N.M.P.P. - France, Maghreb, Suisse, Liban.
ou FRANCE-PAYS ARABES - 14, rue Augereau, 75007 Paris - Tél. : (1) 598.27.52
FRANCE-PAYS ARABES - 58, rue Trévise, 69006 Lyon - Tél. : (7) 837.18.63

Prix 10 F

Spécimen sur demande

ASIE

Pakistan

Le régime militaire mise sur l'essoufflement du mouvement de contestation populaire

La province du Sind avait pratiquement retrouvé le calme, mercredi 31 août. Une seule manifestation a été notée, à Tando-Adam-Khan, où des étudiants se sont heurtés aux forces de police; les autorités ont ordonné la fermeture de l'université agricole de la ville après cet incident. Le gouverneur du Sind, le lieutenant général Abbasi, a déclaré que mille six cents personnes avaient été arrêtées dans la province depuis le début du mouvement d'agitation, et affirmé que « la situation est parfaitement satisfaisante ».

A Londres, un ami de M^{rs} Bhutto a rendu public un message dans lequel la veuve de l'ancien premier ministre appelait la population de la province du Pendjab à se joindre à la campagne de désobéissance civile. Enfin, à Moscou, les journalistes ont critiqué, mercredi, la « militarisation fébrile » du Pakistan, estimant que celle-ci « modifie qualitativement le rapport de forces en Asie du Sud et du Sud-Ouest ». (Reuters, U.P.I., A.F.P.)

De notre envoyé spécial

Islamabad. — « Pour le général Zia, le compte à rebours est commencé ». Prononcé par le rédacteur en chef d'un quotidien pakistanais respecté, l'affirmation retient l'attention. Mais si l'analyse qui y conduit se veut « objective », elle n'est pas totalement convaincante. Le mardi 29 août, à l'aéroport d'Islamabad, d'un président pakistanais certes moins décontracté que d'habitude et visiblement préoccupé, mais n'en quittant pas moins son pays pour une visite officielle de six jours en Turquie. Presque comme si de rien n'était.

Confiance justifiée d'un militaire qui estime tenir la situation bien en main ? Opération psychologique destinée à impressionner l'opinion, voire à se convaincre soi-même ? Ou, au contraire, est-ce dangereux ? L'homme, il est vrai, a toujours eu de la chance, et il croit manifestement à son étoile.

Le 12 août dernier, deux jours avant la fête de l'indépendance, deux jours avant le coup d'envoi de la campagne de « désobéissance civile » lancée par l'opposition laïque, c'est sans doute avec confiance qu'il a été nommé à la tête du projet constitutionnel. Mais à une opinion qui attend la fin de la loi martiale, des élections libres, la restauration de la démocratie parlementaire, et donc, à terme, le retour de l'armée dans les casernes, il n'a annoncé finalement que la « gracieuse » de la loi martiale et des élections « d'ici dix-huit mois ». Pour l'opposition, les cartes, décidément, restent biaisées, et le délai imposé rappelle par trop de précédentes promesses jamais tenues.

J'y suis, j'y reste

En fait, pour ceux qui savent lire entre les lignes, le message du président Zia était des plus clairs : j'ai pris goût au pouvoir, je n'ai nullement l'intention de céder la place; au contraire, j'y suis, j'y reste, et je vous propose donc une Constitution sur mesure (celle de 1973 revue et corrigée par mes soins), des élections sur mesure avec des candidats sur mesure. En résumé, un véritable système islamique auquel les partis politiques, actuellement interdits ne seraient, pour la plupart, pas associés et où la réalité du pouvoir demeurerait dans les mains des militaires. Pour une opinion impatient, le message prenait des allures de provocation. Et un mouvement d'une ampleur inattendue allait soudain donner matière à réflexion.

Pour la première fois en six ans, le régime était sinon réellement ébranlé, du moins ouvertement déstabilisé. Pris de court et sans réponse « politique », il allait une nouvelle fois jouer fort habilement de la répression : sans recourir aux moyens extrêmes (censure de la presse, couvre-feu, intervention directe de l'armée), c'est-à-dire en évitant la confrontation directe et en jouant au contraire le pourrissement et l'essoufflement.

« L'après-Zia »

« Au Pakistan, nous avons souvent répété, personne ne peut résister à une révolte populaire, surtout si elle touche les grandes villes du pays. » Aujourd'hui, relève-t-on, la situation est certes grave dans la province du Sind, bastion traditionnel du parti populaire pakistanais (P.P.P.), la formation de l'ancien premier ministre Ali Bhutto. Mais le Pendjab, où réside plus de la moitié de la population, reste relativement épargné par l'agitation. A Karachi, la capitale économique, et à Lahore, la capitale politique, les gens ne sont pas descendus dans la rue. Et pour cause. Dans le Pakistan du général Zia, on ne descend pas impunément dans la rue. Prendre part à une procession, scander des slogans hostiles au pouvoir, c'est courir le risque de se voir infliger par des tribunaux militaires spécialement mis en place peines de prison, coups de fouet et lourdes amendes.

Le mouvement qui avait renversé le général Ayub Khan, en mars

1969, avait duré cinq mois avec des hauts et des bas. « Oui, le compte à rebours a commencé » pour le général Zia, insistait donc notre premier interlocuteur. « Franchement, je ne vois pas comment il pourrait, à terme, survivre à cette crise ».

Ainsi, pour certains, serait d'ores et déjà ouvert l'« après-Zia ». Il est vrai que le président pakistanais se trouve dans une impasse. Seules élections pourraient lui donner la légitimité qui lui manque, mais tout recours aux urnes signifierait sa perte.

La rédemption électorale lui étant interdite, il ne lui reste plus qu'à essayer de sanctifier son péché, c'est-à-dire à institutionnaliser le statu quo et à faire reconnaître à l'armée un rôle dominant dans la vie politique du pays. Une stratégie dans laquelle s'inscrit le plan du 12 août. Mais ses efforts n'ont guère été couronnés de succès, et la crise actuelle représente pour lui un nouveau caillou.

Pour ceux qui estiment, à la lumière de la crise actuelle, que l'homme du dialogue a sonné, le général Zia ne peut être aujourd'hui l'homme de la situation. Et de chercher d'ores et déjà, dans les casernes, au gouvernement ou dans l'administration, le « général du dialogue », ou celui qui, à tout le moins, calmera la tempête.

Une telle analyse ne convainc pas ceux qui estiment que, dans une armée où les généraux à poigne (ceux qui rêvent de mater vraiment l'opposition) l'emportent de loin sur les « politiques », le général Zia représente, en fait, le meilleur interlocuteur possible pour l'opposition.

Ceux-là, paradoxalement, ne sont pas loin de penser que la crise actuelle, loin de l'affaiblir, peut au contraire le servir. D'une part, en faisant prendre conscience à l'armée de la nécessité de lâcher du lest avant que le couvercle de la marmite n'explode. D'autre part, en incitant l'opposition laïque modérée à engager, enfin, le dialogue avec le régime militaire avant d'être débordée par une opposition plus radicale, n'hésitant pas, ainsi qu'on l'a vu dans le Sind, à recourir à la violence.

Une démocratie

« canalisée » ?

Nombreux sont aujourd'hui, au Pakistan, ceux qui s'accrocheraient à reconnaître que, dans un Etat qui a passé près de deux tiers de sa brève existence sous des régimes d'exception, la seule solution réaliste passe, dans un premier temps du moins, par un partage du pouvoir entre l'armée et les civils, c'est-à-dire par une démocratie « canalisée ».

Reste le grain de sable qui, dans cette hypothèse, bloquerait la machine : le P.P.P. Car chacun en conviendrait, le P.P.P. ne peut accepter Zia et réciproquement. A une nuance près. Ce qui fait problème pour le président pakistanais, ce n'est pas tellement la formation de l'ancien premier ministre qui sa famille, c'est-à-dire ceux qui, demain, réclameraient vengeance. Mais le parti est loin d'être mytilologique, et il est en son sein des responsables plus portés que d'autres vers le compromis.

Jusqu'à présent, le général Zia a surtout cherché à gagner du temps. Sans parvenir toutefois à trouver la solution qui permettrait de sortir de l'impasse. Dans un pays baïllonné, une opposition privée de la plupart de ses dirigeants n'a pas hésité à le déifier. Psychologiquement, c'est un tournant important. Désormais le temps lui est mesuré.

En ce sens le compte à rebours est effectivement commencé. Mais le général reste encore le maître du jeu. L'armée le soutient toujours. Les partis religieux, parfois hésitants, ne l'ont pas vraiment trahi. Et en attribuant l'agitation actuelle à « racaille », il a fort habilement mené les politiciens « responsables ».

Je suis, aurait-il confié récemment, le seul véritable homme politique de ce pays. Pensait-il, en disant cela, que pour l'instant, son seul parti c'est l'armée ?

PATRICK FRANCES.

AMÉRIQUES

Mexique

« Nous devons payer nos dettes mais renégocier les délais de remboursement » nous déclare le président de La Madrid

De notre envoyé spécial

tous ensemble de la crise économique. Je pense personnellement que cette crise est d'une telle ampleur que sa solution ne peut être que pluriannuelle.

Croyez-vous que la banque éventuelle de certains pays très endettés pourrait provoquer une débâcle mondiale ?

Je ne crois pas à une débâcle totale et absolue. Je sais que les pays créanciers disposent encore d'une marge de manœuvre pour protéger leur système financier. Mais je crois à une crise financière internationale très grave si l'on n'accorde pas de facilités à ceux qui en ont besoin. Et les plus affectés seront les pays en voie de développement, bien entendu.

La renégociation de votre dette réduit-elle votre marge de manœuvre diplomatique ? C'est en Colombie et au Costa-Rica que les insurgés salvadoriens ont rencontré les envoyés de M. Reagan et du gouvernement salvadorien. Est-ce que cela implique une attitude plus timide du Mexique ?

Absolument pas. Nous avons également participé à la préparation de ces contacts, à ce début de dialogue. Et ce qui nous intéresse, ce sont les résultats. L'accord est large et réel entre les quatre pays du groupe de Contadora (1). Peu importe où se déroulent les négociations. Le Mexique reste étroitement lié à la recherche d'une solution négociée en Amérique centrale et à l'approfondissement de la détente actuelle. Nous avons contribué au rapprochement entre les différents groupes salvadoriens et nous sommes satisfaits de constater que l'ambassadeur Stone (2) participe aux contacts, car les États-Unis sont une partie déterminante pour une solution de conflit. Il y a une pause, c'est vrai. Mais les risques demeurent. C'est pour cela que nous maintenons nos conversations avec tous les pays intéressés, avec les États-Unis comme avec Cuba.

Le climat s'améliore

Cette pause n'est-elle pas due en partie aux pressions militaires des États-Unis ?

Je ne le pense pas. Je considère plutôt que les actions de type militaire, comme les incursions des groupes armés au Nicaragua ou comme les grandes manœuvres américaines dans la région portent préjudice au climat de la négociation.

Que pourrait faire Cuba pour accélérer cette détente ?

Cuba a déjà réagi positivement et rapidement à l'appel lancé par le groupe de Contadora. Fidel Castro a montré qu'il était dans les meilleures dispositions pour collaborer à cet effort de pacification négociée dans la région. Concrètement, en proposant de retirer ses conseillers militaires si le Nicaragua en était d'accord.

Et que pourrait faire, selon vous, l'Union soviétique ?

Le mieux que les Soviétiques puissent faire est de ne pas interve-

nir. Qu'ils affirment clairement qu'ils n'entendent pas intervenir.

Quel est, après votre dernier et récent entretien avec M. Reagan, votre interprétation de la politique de Washington en Amérique centrale ?

Il me semble que la pensée fondamentale de M. Reagan est sa crainte d'une intervention de l'Union soviétique et de Cuba dans les conflits d'Amérique centrale. Et il m'a dit qu'il avait le sentiment que la volonté de négociation ne s'était pas encore manifestée dans la pratique avec suffisamment de netteté et d'ampleur. Il m'apparaît, personnellement, que l'on observe une attitude objective et de bonne foi en faveur de la négociation de la part du Nicaragua. Managua l'a prouvé tout récemment dans son conflit avec le Costa-Rica. Ce qu'il faut, c'est accroître la crédibilité réciproque de toutes les parties en cause. Et pour moi, il est très important qu'il y ait un dialogue franc, ouvert et direct entre les États-Unis et le Nicaragua.

Mais les États-Unis ne sont pas très disposés à ce dialogue... Le climat s'améliore de ce point de vue. Les derniers entretiens de M. Stone avec les dirigeants de Managua ont été positifs. Il faut poursuivre dans cette direction.

Est-ce que vous signeriez aujourd'hui une nouvelle déclaration franco-mexicaine sur le Salvador, comme celle d'août 1981 ?

L'évolution de la situation en Amérique centrale nous conduit à penser qu'il faut s'efforcer de réduire les tensions par des mécanismes latino-américains. Je reconnais le comportement de bonne foi de la France et d'autres pays européens, en particulier l'Espagne, pour rechercher une solution négociée. La déclaration franco-mexicaine a eu son rôle et son opportunité. Les faits ont donné raison aux arguments qui justifiaient cette déclaration, puisque les parties adverses ont commencé à dialoguer. L'attitude de la France, de l'Espagne et de la Communauté européenne a eu une puissante influence morale dans les conflits d'Amérique centrale. Les causes profondes de ces conflits sont économiques et sociales. C'est le sous-développement qui est à la base de tout. Si l'Europe, les États-Unis, le Japon et les Latino-Américains sont disposés à collaborer à des plans de développement des pays centraux-américains, en accord avec les objectifs des gouvernements de ces pays, nous irons dans la bonne direction.

Propos recueillis par

MARCEL NIEDERGANG.

(1) Outre le Mexique, le groupe dit « de Contadora », qui travaille à substituer le dialogue à l'affrontement en Amérique centrale, compte avec la participation de la Colombie, du Venezuela et du Panama. La France appuie ses objectifs.

(2) M. Richard Stone, émissaire permanent de M. Reagan en Amérique centrale, participe, ces jours-ci, à une série de rencontres au Costa-Rica et en Colombie, avec des leaders révolutionnaires salvadoriens.

États-Unis

UN TÉMOIN CONTESTE LE RAPPORT DU DÉPARTEMENT DE LA JUSTICE SUR KLAUS BARBIE

Los Angeles (A.F.P.). — Les services de renseignement américains en Europe connaissent les activités passées de Klaus Barbie dès 1945, donc deux ans avant de l'engager, a affirmé, mercredi 31 août, un ancien membre des services de contre-espionnage américains. M. Michel Thomas, un résistant français qui fut arrêté et interrogé par le chef de la gestapo de Lyon, a indiqué à Los Angeles (Californie), dans une conférence de presse au centre Simon-Wiesenthal, qu'il avait travaillé pour ces services à Munich après la guerre et qu'une partie de sa tâche avait consisté à réunir une documentation sur le « boucher de Lyon » et d'autres dirigeants nazis.

M. Thomas, qui est devenu homme d'affaires à New-York, s'est déclaré outré par le contenu du rapport récemment publié par le département américain de la justice et selon lequel l'armée américaine aurait engagé Barbie en ignorant tout de son passé (Le Monde du 18 août). M. Thomas s'est étonné que des officiers américains aient pu négliger les dossiers dont ils disposaient à Munich et qui faisaient état de meurtres et de tortures commis sous l'autorité de Klaus Barbie.

Nicaragua

LES ÉVÊQUES S'OPPOSENT AU SERVICE MILITAIRE OBLIGATOIRE

Managua (A.F.P.). — La Conférence épiscopale nicaraguayenne s'est prononcée, le mercredi 31 août, contre une loi instituant le service militaire obligatoire, adoptée le même jour, à l'unanimité par le Conseil d'Etat sandiniste.

Dans un communiqué, dont la censure gouvernementale a interdit la publication dans le quotidien d'opposition la Prensa, les évêques nicaraguayens estiment que « personne ne peut être obligé à prendre les armes pour défendre une idéologie déterminée avec laquelle il n'est pas d'accord, ni de faire un service militaire au profit d'un parti politique ». La Conférence épiscopale considère que la loi contond les « concepts de patrie, Etat, révolution et sandinisme ». « Ces lois, ajoute le communiqué, ont un contenu spécifique distinct et des valeurs juridiques-philosophiques très diverses ».

Pour l'Eglise nicaraguayenne, ce projet vise à convertir le service militaire en un « centre d'endoctrinement politique en faveur du parti sandiniste ». Cette loi, dans ses points fondamentaux, a un caractère partisan obéissant aux principes généraux de toutes les législations de type totalitaire », souligne enfin le communiqué.



ARTIREC MOQUETTES

44,50 F/m²

Moquette en laine et acrylique mélangés, largeur 4 m.

77,50 F/m²

Moquette 100 % pure laine.

169 F/m²

'Blanche laine', une fabuleuse moquette griffée Woolmark 100 % pure laine.

38,50 F/m²

Moquette imprimée, corne, boudée serrée, polyamide.

29,50 F/m²

Revêtement plastique, largeur 4 m.

ARTIREC TISSUS

49,50 F/ml

Tissu pur lin, largeur 2,90 m.

8,50 F/m²

Tissu contrecollé sur papier.

14,50 F/m²

Paille japonaise véritable.

ARTIREC, c'est 500.000 m² de stock d'articles soigneusement sélectionnés et démarqués.

C'est le choix grandeur nature.

ARTIREC, c'est le circuit sans intermédiaire qui vous assure le meilleur rapport qualité/prix.

Pose et livraison assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

Conditions spéciales aux professionnels.

Poses et livraisons assurées.

سكز من الاصل

Le Monde

politique

A L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DES JEUNES DÉMOCRATES-SOCIAUX

M. Barre : la gauche est tombée de toute sa prétendue hauteur

Une carte à jouer

En recavant M. Raymond Barre, mercredi 31 août, les jeunes démocrates-sociaux ont accueilli leur futur candidat à l'élection présidentielle. Ils n'ont pas cherché à cacher leur fierté d'avoir été « les premiers » à se placer aux côtés de l'ancien premier ministre : un homme qui n'a jamais raconté d'histoires au pays (M. Méhaignerie), qui n'a jamais défendu une « morale de la facilité » (M. Stasi).

Bien sûr, un choix n'est jamais définitif, et les centristes insistent sur leur volonté de ne s'inscrire à personne. Ils ont souffert d'une certaine déception à M. Giscard d'Estaing, et certains pensent avoir perdu un peu de leur âme. Après avoir été qualifiés de « giscardiens », les centristes veulent ne pas être reconnus comme « barrestes ». Mais ils pensent qu'avec M. Barre ils ont enfin une carte à jouer, un avenir à construire en restant au courant de la vie politique, en substituant, comme l'explique M. Bernard Stasi, aux valeurs « déclinantes » de la gauche leurs propres valeurs qui « tendent à correspondre à nouveau aux aspirations des Français ». Ceux des centristes qui pensent qu'au temps du M.R.P., une pensée démocratique-chrétienne ne pouvait se résumer qu'à l'ombre du général de Gaulle peuvent considérer aujourd'hui qu'une pensée d'inspiration humaniste pourrait s'épanouir à l'ombre de M. Raymond Barre, dans la mesure, notamment, où celle-ci a le mérite de se substituer à celle, plus envahissante, de M. Giscard d'Estaing.

Si les centristes ont, avec l'ancien premier ministre, une carte à jouer, M. Raymond Barre

a, lui aussi, en cette rentrée politique, des choix à faire. En deux ans d'opposition, il est parvenu à s'élever de l'étroit créneau du « mailleur économiste de France », mais il n'a pas encore réussi à élargir l'éventail sociologique et politique de ceux qui pourraient se rallier à lui. Il n'est pas encore parvenu à convaincre les deux autres chefs de file de l'opposition. Il ne doit pas non plus se faire ligoter par un électoral potentiel que le futur élu rencontrerait plus à droite qu'il ne souhaiterait l'être.

M. Raymond Barre a sans doute aussi à cœur de ne pas être l'homme d'une seule situation, de ne pas correspondre à un seul cas de figure, celui selon lequel seule une aggravation de la crise économique inciterait les Français à rechercher en lui un nouveau Pinay. L'ancien premier ministre peut chercher à devenir un rassembleur. Le moment venu, il s'appuierait notamment sur les centristes qui se sentent proches des « modalités » de l'actuelle majorité. Cette ouverture-là n'est certes pas la carte que joue actuellement M. Barre. Mais ce pourrait être un jour, au-delà des sympathies qu'il suscite au P.R., de l'attachement que lui voue le C.D.S., et de l'intérêt qu'il rencontre chez quelques militants du R.P.R., une stratégie possible.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Pour la quatrième année consécutive, les trois cents jeunes démocrates-sociaux, réunis en université d'été à Forcalquier (Alpes-de-Haute-Provence), ont accueilli mercredi 31 août M. Raymond Barre. Leur président, M. Jean-Pierre Abelin, a souligné : « Nous ne sommes pas des barrestes de la onzième heure. »

Forcalquier. - Les réflexions de M. Barre portent davantage sur la « déroute intellectuelle de la gauche » et sur les objectifs que doit se fixer l'opposition que sur la politique économique du gouvernement. L'ancien premier ministre souligne toutefois : « Notre pays offre aujourd'hui à tout observateur un morne paysage », et il dénonce notamment le caractère « artificiel » d'une politique économique qui « engage inéluctablement le pays sur la voie du déclin comme ce fut le cas pour l'Angleterre au temps du gouvernement travailliste ». M. Raymond Barre ne parle pas de politique extérieure, si ce n'est pour souligner que cette politique l'inquiète « par ses contradictions et ses flottements ». Il ajoute qu'il « approuve la décision du président de la République d'avoir envoyé un détachement militaire au Tchad » (lire page 3).

Ce qui « frappe le plus », M. Barre souligne, « est la faiblesse intellectuelle qui se manifeste dans les rangs de l'actuel pouvoir et de l'actuelle majorité (...). La gauche, s'exclame-t-il, est tombée de toute sa prétendue hauteur ! Ses chefs tiennent devenus des troupeaux désorientés en langage en tous points contraire à celui des campagnes électorales. Appreniez donc à parler, à tenir, à défendre, à défendre, à défendre... » (lire page 3).

Le secrétaire général de l'U.D.F., reconnaît qu'il existe au sein de la formation « des tentations, des ferments d'éclolement ». « Tous les six mois ou presque, souligne-t-il, la presse annonce que tel ou tel parti va rompre avec l'U.D.F., puis la même semaine, l'U.D.F. est toujours là. » Il ajoute : « En mai 1981, nous étions au niveau zéro. Jean Lecanuet et moi avons refait l'U.D.F., et, tant que nous avons été là, l'U.D.F. a tenu debout, unie. »

S'adressant à M. Barre, il a ajouté, sous les applaudissements « enthousiastes » des jeunes démocrates-sociaux et de leurs aînés, responsables du C.D.S., MM. Pierre Méhaignerie, Jacques Barrot et Bernard Stasi : « Nous n'avons pas attendu votre montée en puissance dans les sondages pour vous reconnaître des qualités d'homme d'Etat. »

Il ajoute : « Il faut, pour l'avenir, garder l'esprit libre et les mains libres. » A ce propos, il évoque Paul Valéry, qui écrivait : « Un homme sérieux a peu d'idées. Un homme à idées n'est jamais sérieux. » M. Raymond Barre se défend de plaider pour un « cynisme opportuniste ». « Il faut tout au contraire, explique-t-il, affirmer nos convictions en évitant tout sectarisme et développer avec tous les Français de bonne foi et de bonne volonté un dialogue loyal sur les grandes orientations de la politique qu'il conviendrait de mener pour permettre à la France de faire face au défi de l'avenir. » Selon l'ancien premier ministre, « tout l'effort d'explication et de conviction doit porter sur deux grands thèmes : redressement et rénovation ». « Il est inutile, pense M. Barre, de se noyer dans les détails d'une action qui ne pourront être arrêtés que le moment venu, en fonction des circonstances. »

Il fixe les principes de cette action : « Restaurer l'autorité de l'Etat, redonner à nos entreprises la prospérité et la compétitivité indispensables pour investir, assainir nos finances publiques et sociales, rembourser aussi vite que possible nos dettes à l'égard de l'étranger, rénover notre système d'éducation et nos universités, rénover notre système administratif et notre système de relations sociales, enfin rénover notre système de protection sociale en instituant une combinaison plus efficace de la solidarité nationale et de la participation individuelle pour la couverture des risques. » Il insiste aussi sur la nécessité de « maintenir l'indépendance et la crédibilité de notre défense », et il se prononce pour « une organisation confédérale des pays d'Europe occidentale capable de faire respecter leurs intérêts et de faire entendre leur voix dans les décisions de la politique étrangère de la politique de défense et de l'économie ». C. F.-M.

L'esprit et les mains libres

L'ancien premier ministre estime que l'opposition a une « tâche principale » qui est d'« aider les Français - tous les Français - à surmonter leurs inquiétudes et leurs incertitudes, à garder confiance ou à reprendre confiance en l'avenir et à en percevoir les exigences. » « Nous avons surtout, affirme-t-il, à aider les Français à comprendre que la société libérale moderne à laquelle nous sommes attachés peut concilier l'efficacité économique et la progrès social et contribuer à l'instauration d'une plus grande justice entre les hommes. » Il conseille la patience : « Laissons au microcosme l'agitation, la précipitation (...). Laissons les temps s'accomplir dans le respect scrupuleux de la Constitution et des lois de la République. »

M. Barre dit sa méfiance envers « les grands projets et les vastes programmes qui n'ont rien de voir avec une grande ambition nationale ».

DÉCÈS DE M. JEAN-MARIE TUSQUES, CONSEILLER MUNICIPAL DE NANTES

Nous apprenons le décès, survenu à Nantes, le lundi 29 août, de M. Jean-Marie Tusques, conseiller municipal (Mouvement gaulliste populaire) de Nantes. M. Tusques était âgé de soixante-quatre ans.

[Né à Marseille le 11 mai 1909, Jean-Marie Tusques s'engagea dès 1941 dans la Résistance et organisa, notamment, le service de santé F.F.I. des Bouches-du-Rhône. Participant activement aux combats pour la libération d'Aix-en-Provence en 1944, son engagement lui valut la croix de guerre 39-45 et la médaille de la Résistance.

Après avoir obtenu en 1943 un doctorat en sciences naturelles, il fut, de 1946 à 1948, doyen de la faculté de Kaboul (Afghanistan), puis maître de conférences agrégé à la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon. Diplômé de l'Institut de criminologie de Paris, agrégé des facultés de médecine en histologie et en embryologie, il fut nommé professeur titulaire de chaire à la faculté de médecine de Nantes en 1958. Il y enseigna la psychologie, la psychiatrie et la séologie. Il participa à plusieurs missions internationales sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé.

Jean-Marie Tusques, gaulliste de gauche (Mouvement gaulliste populaire), avait été élu conseiller municipal de Nantes en 1977 comme membre de l'équipe d'union de la gauche conduite par Alain Chénard, député P.S. Il avait été réélu en mars 1983. M. Tusques était officier de la Légion d'honneur. - Corresp.

M. Michel Vauzelle, porte-parole de la présidence de la République, a annoncé, le 31 août, que le chef de l'Etat souhaitait s'entretenir « dans le courant de la semaine prochaine » avec les trois principaux dirigeants syndicaux, MM. André Bergeron (F.O.), Henri Krasnicki (C.G.T.) et Edmond Maire (C.F.D.T.).

L'Institut Marcel-Cachin, qui se propose d'appliquer le raisonnement à l'étude des problèmes bretons, a tenu son assemblée constitutive, le 13 août dernier, dans la maison qu'avait habitée Cachin (l'un des fondateurs du P.C.F., mort en 1958), à Plourivo (Côtes-du-Nord), en présence, notamment, de MM. André Le Pors, secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique, François Leizour, ancien député (P.C.F.) et ancien maire de Guingamp, et Jean Le Lagadeuc, chef du service politique de l'Humanité.

Dr Jean-Yves Follecoz, 35, rue de la Madeleine, 22200 Guingamp.

M. PINTON : nous avons refait l'U.D.F.

« Je ne crois pas aux idéologies mais aux projets concrets. Et je suis pour les tendances contre l'individualisme », déclare M. Michel Pinton dans l'hebdomadaire *Paris-Match*. Le secrétaire général de l'U.D.F., répond ainsi à M. François Léotard, secrétaire général du P.R., qui souhaite « dépasser le carrel électoral pour aller plus loin dans

l'homogénéité idéologique ». Pour M. Pinton, l'U.D.F. est un « mouvement qui rassemble surtout des individualistes » et sa richesse, « le joindre dans la diversité », doit être préservée.

Le secrétaire général de l'U.D.F., reconnaît qu'il existe au sein de la formation « des tentations, des ferments d'éclolement ». « Tous les six mois ou presque, souligne-t-il, la presse annonce que tel ou tel parti va rompre avec l'U.D.F., puis la même semaine, l'U.D.F. est toujours là. » Il ajoute : « En mai 1981, nous étions au niveau zéro. Jean Lecanuet et moi avons refait l'U.D.F., et, tant que nous avons été là, l'U.D.F. a tenu debout, unie. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 31 août, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue des délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

LA DEUXIÈME TRANCHE OU FOND SPÉCIAL DES GRANDS TRAVAUX

La création du Fonds spécial des grands travaux par la loi du 3 août 1982 a été déjà permise d'entreprendre, dans des délais rapides, une première tranche de 10 milliards de francs couvrant de travaux supplémentaires financés à concurrence de 4 milliards de francs par le Fonds. Ces investissements dans le domaine des infrastructures de transport et des économies d'énergie ont entraîné des commandes importantes pour le secteur du bâtiment et des travaux publics et ont contribué au soutien de l'emploi.

La poursuite de cette action revêt un caractère prioritaire pour le dernier trimestre de 1983 et pour 1984. Dans ce but, le premier ministre a présenté un projet de loi ayant pour objet de majorer de 2 centimes par litre, en août 1984, la taxe spécifique sur les carburants, qui alimente le Fonds spécial des grands travaux. Cette disposition permettra d'apporter, à hauteur de 4 milliards de francs, les financements nécessaires à la réalisation d'une deuxième tranche de grands travaux d'un montant total de plus de 10 milliards de francs dans les mêmes secteurs d'activité, auxquels s'ajoutera celui des économies d'énergie dans l'industrie.

Les engagements correspondants pourront être pris à partir du dernier trimestre de 1983, dès le vote de la loi.

Le principe d'une troisième tranche, pour prendre la suite de ce dispositif, a été retenu et donnera lieu à un texte qui sera soumis au Parlement au printemps 1984.

(Lire page 21.)

QUOTE-PART DE LA FRANCE AU FOND MONÉTAIRE INTERNATIONAL

Le ministre de l'économie et des finances a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif à l'augmentation de la quote-part de

la France au Fonds monétaire international et à l'accroissement de sa participation aux accords généraux d'emprunt.

L'accroissement des ressources du Fonds monétaire international avait été prévu par la France dès septembre 1981, afin de relever le défi de la récession, de redonner l'espoir aux pays les plus pauvres et de conforter le système financier international.

En premier lieu, le relèvement du taux de quote-part du F.M.I. permettra de porter ces dernières de 61 à 90 milliards de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), ce qui représente une augmentation de 47,5 %. A cette occasion, la part de la France, quatrième pays contributeur, a été relevée à 4,98 % du montant total des quote-parts (contre 4,71 % actuellement).

En second lieu, les ressources que les onze principaux pays industrialisés se sont engagés à mettre à la disposition du F.M.I. en titre des accords généraux d'emprunt, seront globalement accrues de 6 à 17 milliards de D.T.S. Ces ressources, qui seront complétées par une contribution particulière de l'Arabie Saoudite, pourront désormais être utilisées au profit de l'ensemble des pays membres.

Au total, les ressources mises à la disposition du F.M.I. représentent une croissance d'environ 75 % par rapport à la situation actuelle. Elles permettront au F.M.I. de mieux aider les nombreux pays en voie de développement à rééquilibrer leurs paiements extérieurs et à redresser leur économie.

OBLIGATIONS DE SERVICE O.A.N.S L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale, le conseil des ministres a adopté un décret relatif aux obligations de service d'enseignement des professeurs d'université, des maîtres assistants, des chefs de travaux et des assistants.

(Lire page 10.)

ORGANISATION ET DURÉE DU TRAVAIL A BORD DES NAVIRES

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre des transports, chargé de la

mer a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif à l'organisation et à la durée du travail à bord des navires.

Ce texte est pris en application de l'ordonnance du 25 mars 1982, dont le but est d'étendre et d'adapter aux besoins de la marine marchande les dispositions de l'ordonnance relative à la durée du travail, aux congés payés et à la limitation du recours aux contrats à durée déterminée.

Le décret adopté fixe les règles d'organisation du travail à bord des navires de pêche et de commerce. Il précise en particulier les possibilités d'aménagement et de répartition des horaires de travail dans la semaine ou dans une période autre que la semaine, ainsi que les conditions et les limites dans lesquelles des dépassements de la durée quotidienne maximale ou des heures supplémentaires hebdomadaires peuvent être effectués.

CATASTROPHE NATURELLE DANS LE PAYS BASQUE

Le ministre de l'intérieur et de la décentralisation a présenté au conseil des ministres une communication sur la catastrophe qui a dévasté le Pays basque ainsi que quelques communes des Landes. Les moyens de secours ont été déployés avec célérité et efficacité. Des mesures ont été prises pour éviter toute pollution par les fûts de déchets toxiques vus du territoire espagnol.

Selon une première évaluation, les dégâts aux biens privés dépasseront 20 millions de francs et les dommages à la voirie locale 25 millions de francs.

Ous ces conditions, il a été décidé d'appliquer la loi du 13 juillet 1982 qui permet l'indemnisation par les assurances des victimes de catastrophe naturelle. L'arrêté concrétisant cette décision paraîtra au *Journal officiel* du 1er septembre. (Lire page 9.)

RENTÉE SCOLAIRE

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur la rentrée scolaire et sur les perspectives d'évolution du système éducatif.

L - La rentrée scolaire 1983. En 1983-1984, les lycées, les collèges et les lycées d'enseignement

professionnel accueilleront une population scolaire dont l'augmentation peut être évaluée à 2,5 % (soit environ 80 000 élèves). Cette augmentation qui s'accompagne de la croissance des effectifs du primaire (environ 55 000 élèves de plus) compensera très largement la réduction des effectifs du primaire (107 000 élèves de moins).

Cette évolution est le résultat positif de la politique menée depuis des ans pour ouvrir plus largement le système d'éducation à tous les jeunes et pour lutter contre les échecs scolaires.

Les moyens mis en place, et notamment les emplois créés à l'éducation nationale en 1981, 1982 et 1983, doivent permettre de faire face à cette augmentation de la population scolaire, qui entraînera néanmoins une légère augmentation, en moyenne nationale, du nombre d'élèves par classe.

La rentrée a été activement préparée par les recteurs dès le printemps, en concertation avec l'ensemble de la communauté éducative. Un système d'information des familles est mis en place auprès de chaque recteur et de chaque inspecteur d'académie.

La préparation de la rentrée et la volonté de la réussir ont mobilisé l'ensemble des personnels de l'éducation nationale. Le gouvernement souligne les efforts qui leur ont été demandés, et qui se prolongeront tout au long de l'année scolaire.

II - Les perspectives d'évolution du système éducatif.

Par-delà la rentrée 1983, le gouvernement poursuivra en cours des prochaines années les efforts entrepris depuis deux ans pour rendre plus démocratique et plus efficace notre système éducatif.

La priorité sera donnée :

- A la formation initiale et continue des enseignants ;
- A la rénovation des collèges ;
- A la réforme du premier cycle de l'enseignement supérieur ;
- Au développement de l'enseignement technique, en particulier par le doublement en quatre ans du nombre des instituts universitaires de technologie ;
- A la diffusion des technologies nouvelles (informatique, bureautique, électronique, machines à commande numérique, audio-visuel) dans l'ensemble du système scolaire et universitaire.

RADIO PRIVÉE LOCALES

Le secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication a présenté au conseil des ministres une communication sur l'application des dispositions de la loi du 29 juillet 1982 relatives aux radios locales privées.

Cette loi a marqué la conquête d'un nouvel espace de liberté. Une expression originale et diversifiée de la vie et des cultures locales a été rendue possible. A cette expression nouvelle, laissée à l'initiative des associations, ont été affectés tous les moyens disponibles sur la modulation de fréquence, qui était jusqu'alors exclusivement réservée aux pouvoirs publics dans le cadre du monopole de l'Etat.

Lorsque la Haute Autorité de la communication audiovisuelle aura achevé l'examen des dossiers qui lui ont été soumis, huit cents radios environ, dont quatre-vingts à Paris et en région parisienne, seront autorisées à émettre.

La publication au *Journal officiel* des autorisations d'émettre met fin à la période transitoire qui, en dépit du « code de bonne conduite » conclu avec les principales organisations de radios, avait été inévitablement marquée, essentiellement à Paris et dans quelques zones particulières, par un certain désordre entraînant des perturbations graves, non seulement pour les autres stations publiques ou privées autorisées, mais également pour des services publics essentiels (hôpitaux, sécurité publique, armées, sécurité du trafic aérien...).

Toutes les dispositions ont été prises pour assurer le respect des dispositions légales. Dans la plupart des cas, les stations non autorisées ont cessé leurs émissions sur simple injonction, et les stations autorisées se sont conformées aux conditions prescrites.

Il a été cependant nécessaire, ainsi que le prévoit l'article 97 de la loi, d'engager des procédures judiciaires vis-à-vis de quelques stations qui ne respectaient pas la réglementation. Ces mesures n'ont d'autre but que de garantir l'exercice des libertés accordées par le législateur, d'assurer aux services publics les moyens d'exercer leurs missions et de faire respecter tous les droits des usagers.

POLYNÉSIE FRANÇAISE ET NOUVELLE-CALÉDONIE

Le secrétaire d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer a présenté une communication sur les projets de réforme concernant la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie.

Les nouveaux statuts de ces territoires d'outre-mer prendront en compte, avec les adaptations nécessaires, les principes posés par la loi de décentralisation du 2 mars 1982, notamment en confiant à un élu la présidence du gouvernement local, et en supprimant le contrôle *a priori* sur les actes des autorités territoriales.

Les nouveaux statuts prendront également en compte les spécificités de chacun de ces territoires, dont les compétences seront élargies et qui bénéficieront ainsi d'une véritable autonomie interne au sein de la République française.

Le statut de la Polynésie est d'ores et déjà soumis à l'examen de l'Assemblée territoriale. Il sera examiné par le Parlement au cours de la prochaine session.

Le statut de la Nouvelle-Calédonie, qui a fait l'objet, en juillet dernier et pour la première fois, à Nouméa, d'une large concertation entre toutes les parties concernées marquera une étape dans l'évolution du territoire. En faisant une place particulière à la coutume mélanésienne dans les institutions locales, il abolira définitivement le « fait colonial », favorisera l'indispensable dialogue entre les communautés, permettra la promotion du peuple kanak et assurera la relance de l'activité économique, objectif indissociable de la mise en place du nouveau statut d'autonomie interne.

Le projet de loi relatif au nouveau statut de la Nouvelle-Calédonie sera déposé devant le Parlement avant la fin de la session d'automne.

LUTTE CONTRE L'IMMIGRATION ILLÉGALE ET INSERTION DES POPULATIONS IMMIGRÉES

M - Le secrétaire d'Etat chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés a présenté les principaux points d'un ensemble de mesures interministérielles, qui exprime la volonté du gouvernement

35 ministres

argots sur un planche

RÉUSSIR

(Suite de la première page.)
Le lancement des grandes réformes - décentralisation, nationalisation, mesures sociales - devait au contraire être effectué sans tarder, ne serait-ce que pour trouver leur plein effet d'ici à 1988. Il était également important de bénéficier de

l'« état de grâce ». Imagine-t-on ce que serait, aujourd'hui, le débat sur l'extension du secteur public si, par hypothèse, il était encore devant nous ?
La première année du gouvernement de la gauche a donc consisté à tenir la parole donnée.

Le pari de la rigueur

Le deuxième critère d'appréciation est le respect des réalités françaises. Qu'il s'agisse de nos grands équilibres économiques, sociaux, mais aussi de la cohésion de la communauté nationale, la gauche ne peut se référer uniquement à ses engagements, elle doit assumer les responsabilités du pouvoir et donc assurer une gestion, assurée la continuité de notre vie nationale dans toutes ses dimensions.

Ce qui signifie notamment que la gauche doit assumer non seulement les mesures positives, les progrès qu'elle favorise, mais aussi les décisions plus difficiles, plus contraignantes.
La deuxième année du gouvernement a ainsi été placée sous le signe d'un plan de rigueur inauguré par le blocage des prix et des revenus. Cette décision, certes, brutale, a permis, par ses répercussions psychologiques, de tenir le pari de la rigueur et d'obtenir de premiers résultats.

Bien sûr, notre volonté d'éviter les dérapages, notre souci de rétablir nos équilibres économiques dans un contexte de crise, prennent, d'une certaine manière, la gauche à

contre-pied. Par tradition historique, par logique politique et aussi par tempérament, elle est plus portée à réparer les humiliations, à privilégier la justice, qu'à gérer une société et une économie dont elle conteste les structures et l'organisation.
Cette réelle difficulté d'adaptation se trouve aggravée par le fait que la gestion elle-même est contrainte par la crise économique. Mais qui peut penser que la gauche arrive au pouvoir en période de prospérité, quand les temps sont faciles ?
Si la gauche est devenue majoritaire, c'est d'abord parce que la droite a échoué. C'est parce qu'en dix ans elle n'a pas su trouver de réponses à la crise. C'est parce que la situation de la France s'était profondément dégradée, et que les dirigeants habituels se trouvaient sans réponse, que les citoyens ont choisi une autre politique.

La situation économique difficile créée par la crise d'un système qui n'est parvenu à faire passer nos contraintes jusqu'à nos partenaires, mais cette difficulté est incontournable car c'est aussi la gravité même de cette situation qui a été l'un des facteurs essentiels de la victoire de la gauche.

La fidélité à la justice

Le troisième critère que je réitère, après la fidélité aux engagements et le respect des réalités françaises, c'est la fidélité à l'essence même du message de la gauche : la justice.

Oni, il nous faut prendre en compte la crise. Oni, il nous faut assumer la gestion, y compris les contradictions qu'elle comporte toujours, mais dans le respect de nos principes. Ce qui signifie, par exemple, que les sacrifices indispensables ne doivent pas être demandés aux plus démunis, que l'effort doit être justement réparti sur les autres. Sur tous les autres. Et pas seulement de manière proportionnelle mais aussi progressive.

C'est ce que nous avons fait et que nous continuerons de faire.

ser de nouvelles menaces. Nous nous efforçons néanmoins de préserver cet acquis.
C'est vrai de la fiscalité. Je disais que la croissance zéro entraîne des contraintes inconnues. C'est ainsi qu'à pression fiscale égale les rentrées dont bénéficie l'Etat et les régimes sociaux diminuent, alors même que certaines charges augmentent automatiquement, comme, par exemple, l'indemnisation du chômage. Le poids des prélèvements est réparti ainsi justement que possible.

Un tiers des foyers fiscaux est, par exemple, totalement épargné par le prélèvement de 1 % destiné à compléter le financement de la Sécurité sociale, et deux tiers des foyers fiscaux n'ont pas été soumis à l'impôt obligatoire.
C'est vrai de la sécurité des Français et de la lutte contre la délinquance. Pourquoi la gauche devrait-elle abandonner son message ? Qui ne voit que, dans l'ensemble des pays industrialisés, l'évolution de la délinquance est bien davantage liée à l'urbanisation qu'à la couleur politique des gouvernements ?

L'action exemplaire conduite par la garde des sceaux restera comme l'un des aspects les plus riches et les plus positifs de la politique du gouvernement. Face à la campagne indigne dont il est la cible, le symbole que la gauche se mobilise davantage. Ce qui est en cause, c'est l'honneur même de notre pays. Les arguments utilisés par certains dirigeants de l'opposition prouvent que la droite française est en pleine régression intellectuelle. Elle avait plus de dignité lorsque Georges Pompidou manifestait sa compréhension pour Gabrielle Rissler, ou même quand Valéry Giscard d'Estaing serrait la main d'un délinquant à Lyon !

L'enjeu décisif de la paix et de la guerre

Le quatrième et dernier critère pour juger d'une politique de gauche concerne le problème crucial, l'enjeu décisif, de la paix et de la guerre. Il appartient au chef de l'Etat et au gouvernement d'assurer la sécurité du pays, la sauvegarde de ses intérêts, en travaillant toujours à la paix, en favorisant le dialogue et la compréhension entre les peuples. Telle est bien la ligne constante de notre diplomatie depuis mai 1981.

Et nos troupes sont présentes dans des pays étrangers, qu'il s'agisse du Liban ou qu'il s'agisse du Tchad, c'est pour que cessent les affrontements, pour éviter que le sang ne coule et permettre que se nouent les négociations indispensables.

Les Français ont vu et apprécié la lucidité et la maîtrise dont témoigne le président de la République. Les décisions qu'il a arrêtées, en étroite collaboration avec le gouvernement, sont conformes aussi bien aux devoirs et aux engagements de la France qu'à la volonté constante des forces de progrès à travers le monde d'assurer la primauté du droit sur la force. Là encore, la gauche est fidèle à elle-même, tout en assumant l'ensemble des responsabilités qui lui ont été confiées par le pays.

Voici donc, me semble-t-il, les critères qui permettent de juger de la réussite d'une politique de gauche.

Avec 1983 va s'achever le plan de rigueur décidé en juin 1982. Déjà, on commence à percevoir les premiers fruits de l'action menée. Cela ne doit pas conduire à abandonner la rigueur. Il est bien évident que nous ne pouvons relâcher notre effort. La rigueur demeure notre règle tant que nous n'aurons pas atteint les objectifs que nous nous sommes fixés. C'est vrai notamment pour le com-

merce extérieur, mais aussi pour la lutte contre l'inflation et tout ce qui concourt au rétablissement de nos grands équilibres économiques.

En revanche, dès lors que la tendance au redressement se dégage et s'affirme, il est souhaitable que cesse la polarisation excessive sur des indices économiques mensuels auxquels on cherche à faire dire beaucoup trop. Ce qui compte, ce sont les tendances profondes, les évolutions longues et saines. Elles s'accomplissent et les aïeux des indices ne peuvent plus masquer cette réalité.

Cultiver la marotte relève d'un choix politique. C'est une forme de démobilité des citoyens. Il ne s'agit pas de farder les réalités, mais il ne s'agit pas non plus de sombrer dans le fatalisme et l'abandon.

Nous traversons une crise d'adaptation. Ce n'est pas la première que nos sociétés ont eu à connaître. De la machine à vapeur à l'électricité et maintenant à l'informatique, que de mutations n'avons-nous pas eu à accomplir ? Notre optimisme lucide doit être fondé sur la conviction que cette crise d'adaptation, comme les précédentes, peut et doit être domptée. A une condition toutefois : que nous fassions l'économie de l'exploitation humaine qui a caractérisé les précédentes mutations. Quel serait le sens de la présence de la gauche au pouvoir si elle réalisait cette mutation sans tout faire pour garantir la protection sociale des travailleurs ?

Au terme du processus, ce qui compte pour nous, c'est d'améliorer les chances de la France. Tel est d'ailleurs l'enjeu du IX^e Plan. Il définit les axes de la politique gouvernementale pour les prochaines années, pour la période 1984-1988.

Voici venir le temps des réalisations

Après le lancement des principales réformes, après le plan de rigueur, voici venir le temps des réalisations : modernisation industrielle, rénovation des filières de formation, développement de la recherche, il est d'ailleurs significatif que le principal effort en matière de dotations budgétaires, bénéficie à ces trois secteurs. Les choix faits en faveur des nouvelles technologies, comme le fonds des grands travaux ou les projets d'urbanisme à Paris, préfigurent notre avenir et témoignent de notre confiance au-delà de la grisaille économique quotidienne.

Les deux grands réformes retenues par le IX^e plan ont déjà servi de référence pour les arbitrages budgétaires de ces dernières semaines. Comme il est naturel, en effet, le budget doit traduire les priorités du Plan, qu'il s'agisse de gagner des marchés pour notre agriculture, de conduire une politique familiale plus active, de garantir la sécurité des Français ou de préparer la communauté, et donc la culture de demain. La rigueur ne consiste pas à simplement accompagner la crise au point de nous affaiblir irrémédiablement. Nous devons au contraire prendre soin de sauvegarder notre dynamisme afin de conserver la capacité d'accompagner une reprise dès qu'elle se manifestera. Cet effort est la condition d'un retour à une croissance plus rapide que celle de nos partenaires durant le IX^e Plan.

Le cadre est tracé, les moyens de l'Etat mobilisés, il nous appartient d'assurer désormais l'action qui permettra notre réussite collective. Cette adhésion est effectivement, à l'heure actuelle, insuffisante. Et je ne suis pas de ceux qui se résignent à une telle situation. L'adhésion populaire est nécessaire à tout gouvernement. Et elle ne doit pas être passagère. Il ne s'agit pas de s'adapter

aux sondages mais d'obtenir une compréhension en profondeur de l'action engagée.

Pour y parvenir, la majorité a, bien évidemment, un rôle décisif à jouer. Depuis deux ans, l'œuvre réalisée l'a été dans le rassemblement des diverses composantes de cette majorité.

Ce rassemblement est notre force. Nous devons veiller à le préserver. S'il est notable que la majorité se préoccupe d'étendre son influence, cela ne peut signifier qu'elle soit prête, dans le même temps, à s'empêtrer.

Le démarrage de chacun doit être clair et dépourvu d'ambiguïté. Si j'ai toujours dit que le débat au sein de la majorité est souhaitable et nécessaire, il doit être mené de manière à mieux faire apparaître les contraintes et à dégager les solutions possibles, et non comme une simple façade d'abandonner tout esprit inventif. Bien au contraire. Le problème majeur qui se pose au gouvernement et à la majorité, c'est bien sûr l'absence actuelle de croissance. Il est dès lors particulièrement difficile de envisager l'action politique qu'en termes de répartition.

Il y a encore beaucoup à faire, dans bien d'autres domaines, pour changer la vie !
De la décentralisation aux nouveaux droits des travailleurs dans l'entreprise, pour que les avancées inscrites dans la loi deviennent des réalités sur le terrain, encore faut-il que le changement soit concrètement pris en charge. Et qui mieux que les membres de la majorité peut le faire ?

Faire montre d'esprit de responsabilité et d'une volonté de rassemblement, dans l'unité réelle de la majorité, telle doit être notre règle de conduite.

lides chargées de famille : l'extension de la déduction pour frais de garde aux ménages où les deux conjoints travaillent ; l'exonération de la taxe d'habitation pour les personnes âgées non imposables ; le relèvement de 175 000 à 250 000 F de l'abattement à la base permettant d'exonérer les petites successions.

Encore convient-il de ne pas cultiver de fausses illusions. Il n'est pas vrai que l'impôt sur les grandes fortunes peut, à lui seul, dégager les sommes nécessaires au budget du pays. Il serait erroné de faire croire que nous les salariés pouvons être dispensés d'une contribution supplémentaire. Les Français comprennent que ceux qui bénéficient de revenus élevés doivent participer davantage aux sacrifices que la crise exige dans tous les pays, industrialisés ou non, se réclamant d'une idéologie libérale ou d'une économie centralisée.

C'est sur cette base que le gouvernement arrête les mesures fiscales pour 1984.

Refuser l'effort fiscal - et je le dis à l'intention de ceux qui sont concernés - c'est tourner le dos à la solidarité nationale et à ceux de nos concitoyens qui sont touchés par le chômage. C'est, au-delà des muts, accepter la paupérisation de millions de Français.

Je sais bien que la mode, dans une partie des classes dirigeantes, est actuellement de célébrer la « révolution conservatrice » américaine. Mais qui rappelle son prix ? Qui souligne que le dynamisme et l'enthousiasme des uns sont fondés, d'une part, sur l'échec et la margina-

lisation d'un cinquième de la population et, d'autre part, sur l'exploitation de couches toujours renouvelées d'immigrants plus ou moins clandestins ? Aujourd'hui, il s'agit de plus de dix millions d'immigrants hispanophones : Portoricains, Cubains et Mexicains.

C'est là une logique que nous refuserons toujours.

Nous nous efforçons au contraire d'aborder avec un esprit de justice et avec lucidité les difficultés que nous rencontrons.

J'évoquais à l'instant la délicate question de l'immigration. Des mesures ont été arrêtées par le gouvernement. Elles correspondent à la politique d'un pays ouvert et fraternel. Les réfugiés amenés à fuir toutes les formes de répression doivent continuer de pouvoir trouver asile parmi nous dès lors qu'ils s'abstiennent de recourir au terrorisme et qu'ils respectent les règles des démocraties.

De même, il ne peut être question de renvoyer tous les travailleurs immigrés installés depuis des années en France avec leur famille et qui ont contribué à notre prospérité commune. Il faut, au contraire, les aider à réaliser l'insertion qu'ils souhaitent.

Chacun comprend en revanche que la France ne peut fournir du travail à tous ceux qui en cherchent de par le monde. Elle doit donc assurer un strict contrôle à ses frontières. Il faut que les étrangers qui sont autorisés à séjourner sur notre territoire soient en situation de droit. Ceux qui se trouvent en situation irrégulière seront donc, sous contrôle judiciaire, reconduits aux frontières.

Licenciements et lutte contre le chômage

Ces mesures sont d'autant plus nécessaires que de nouvelles menaces s'accumulent sur le front de l'emploi. Trop nombreux sont les chefs d'entreprise qui semblent croire que le retour à la prospérité ne dépend que du nombre des licenciements qu'il conviendrait d'effectuer. Cette logique, qui s'abrite derrière un apparent souci des équilibres économiques, ignore la nécessité, tout aussi contraignante, de maintenir les équilibres sociaux, le renouvellement des générations et la régénération de notre appareil de production.

A l'inverse, il n'est pas vrai que le refus, par principe, de tout licenciement favorise la politique gouvernementale de lutte contre le chômage. Certes, il convient d'être vigilant dans ce domaine, mais figer le marché du travail reviendrait à interdire les restructurations industrielles indispensables à la modernisation de notre appareil de production.

Tout est question d'équilibre. Nous ne laisserons pas augmenter le chômage dans des proportions qui finiraient par pervertir notre société. La mémoire collective des Français conserve vivace le souvenir des risques que court la démocratie lorsque trop de citoyens se voient fermer les portes de l'emploi. Personne n'ignore plus que le chômage a fortement contribué à la montée du fascisme. Nous ne laisserons pas pervertir notre société.

Nous refusons, quoi qu'il arrive, de sacrifier une génération de Français. Les jeunes doivent trouver du travail, un emploi. C'est un impératif.

La reconquête de l'opinion

Voici tracées quelques perspectives de la politique économique et sociale du gouvernement. Chacune des composantes de la majorité doit, à présent, se mobiliser pour la reconquête de l'opinion.

Car ce n'est que par le rassemblement de toute la gauche et l'appel à la volonté de redressement des Français que nous réussirons.

Réussir, ce n'est pas retrouver les réalités d'hier, celles des années folles. Un tel retour n'est au pouvoir d'aucun gouvernement de la planète.

Réussir, c'est assurer le rang de la France, et donc son avenir, dans le nouvel ordre industriel qui se crée.

Réussir, c'est empêcher cette mutation en préservant nos acquis, et notamment le niveau de notre protection sociale. Cela, nous l'avons réalisé mieux que dans les autres pays industrialisés.

Réussir, c'est favoriser la justice. La crise accentue encore les inégalités, et le plus grand reproche que l'on peut adresser à la droite, c'est de ne pas avoir profité de la période de croissance pour atténuer les inégalités de la société française. Cette tâche, que nous avons engagée, est bien évidemment plus délicate lorsque la croissance fait défaut.

Réussir, c'est faire en sorte que la gauche s'identifie avec l'avenir de notre société et permette à la France d'être prête à relever les défis d'un nouveau monde qui s'avance.

PIERRE MAUROY.
* Les interviews sont de la rédaction du Monde.

Le Monde de
L'EDUCATION
SEPTEMBRE 1983
LES SUJETS DU BAC EN FRANÇAIS ET EN PHILO
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 10,50 F

(Publicité)
28^e jour : J. M. F. MITTERRAND.
29^e jour du jeune Mitterrand, à Paris, de M^{me} Solange Fernex de Turckheim, mère de famille à Biederthal (Haut-Rhin), - contre le surarmement atomique, - français, européen, mondial (L.E.R.S.S. & U.S.A.).
Ces 13 jours vous permettent de faire un geste... contre la folie nucléaire : pour le « get » de l'école. Et en France, enfin, un débat national sur l'apocalypse que nous nous préparons !
M^{me} le Président, aidez-nous : ALLEZ-VOUS ! - M^{me} !
Ne laissez pas Solange mourir : attention ! (signé) un grand nombre d'Alsaciens.
ASSOCIATION ECOLOGIE ET SURVIE 17, rue Brey - 75017 PARIS

(Publicité)
escargots pour un dimanche
Votre repas du dimanche aura un air de fête avec nos fameux bourgognes, les meilleurs de Paris. Cuits aux aromates et remplis de beurre d'ail, d'herbes et d'épices, ils peuvent se garder plusieurs mois au congélateur. Venez au détail le dimanche jusqu'à 13 heures et tous les jours, sauf le lundi.
LA MAISON DE L'ESCARGOT, 78, rue Foch, 92^e, 92^e E. 204. Bus 80. Tél. : 575.31.09.

هكذا من الالهي

سكنا من الاصل

POLITIQUE

POINT DE VUE

La désinformation

II. — La plus juste des causes

par ALAIN PEYREFITTE (*)

La gauche n'a pas tenu sa promesse d'assurer l'indépendance de l'information comme le prouve la façon dont les médias passent sous silence de nombreux faits, qui dépassent au pouvoir (le Monde du 1^{er} septembre). Cette « désinformation » apparaît aussi dans la manière dont les résultats des diverses élections ont été présentés depuis 1981.

On a réussi à faire croire aux Français que si le premier tour des municipales de mars 1983 avait été favorable à l'opposition, le second avait marqué la « victoire de la gauche ». Deux manœuvres qui s'équilibrent. « Un matelot nu ». La majorité garde sa prépondérance. Et même : « La droite refuse en désordre ».

Les intellectuels ont, depuis lors, interrogé les politiciens, ou lu leurs études, notamment dans ces colonnes. Ils n'ont pas trouvé un seul qui confirmât cette analyse. Ils ont constaté qu'elle ne résiste pas à l'examen. Dès le premier tour, l'opposition avait regagné la plupart des villes, qu'elle détenait précédemment, et avait même gagné celles qui étaient le plus à sa portée. Ces deux tours n'avaient donc rien de comparable, à la différence de ce qui se passe pour les élections présidentielles, voire législatives, où la plupart des électeurs votent aux deux tours. Le 6 mars, tous les électeurs ont été appelés à voter. Le 13 mars, le tiers d'entre eux seulement, et à peu près uniquement dans les secteurs que la « gauche » tenait solidement. Cet échec n'était nullement représentatif de l'ensemble du pays, mais de la partie du pays fortement dominée par la « gauche ».

Au premier tour, dans les 221 villes de plus de 30 000 habitants, la « gauche » a reculé, entre 1977 et 1983, de 50,8 % de suffrages exprimés à 44,3 % (- 6,5 %). La « droite » a avancé de 46,3 % à 53,6 % (+ 7,3 %) cependant que les « divers » reculaient de 2,9 % à 2,1 % (1). Dans les villes de plus de 100 000 habitants, où le scrutin revêtait le plus une signification politique, la « gauche » recule de 11,7 points par rapport au 10 mai 1981, référence de notre vie politique pour sept ans. Elle s'effondre dans les villes détenues par l'opposition, tombant de 48 % à 33 %. Les pertes sont moindres dans les communes détenues par la « gauche », où son réseau d'élus locaux lui a permis de se cramponner. Mais rien ne lui permet d'espérer que, dans une élection présidentielle, voire législative, cette prime au sortant, classique dans les municipales, jouerait encore (2).

Le second tour, il est vrai, a permis à la « gauche » de se maintenir dans certains secteurs où elle paraissait si menacée que des pronostiqueurs imprudents de l'opposition avaient escompté son échec. On a présenté ce scrutin comme un correctif du premier tour. Or, dans les soixante et onze métropoles (villes de plus de 30 000 habitants et secteurs des trois métropoles Paris, Lyon, Marseille) les voix de « gauche » sont passées de 46,9 % au premier tour à 48,5 % au second (+ 1,6 %) ; les voix de « droite » de

49,7 % à 51,3 % (+ 1,6 %) ; cependant que les « divers » tombaient de 3,4 % à 0,2 % (- 3,2 %). Les « divers » (essentiellement les voix écologistes) du premier tour se sont répartis exactement de la même manière, au second tour, entre « gauche » et « droite » (3) (contrairement à leur habitude, qui était de se tourner aux deux tiers vers la « gauche », au tiers vers la « droite »). La « gauche » et la « droite » ont, dans l'ensemble du pays, progressé exactement du même pas, malgré la diversité des situations locales. Ce qui a permis la « gauche » de l'emporter — de justesse — dans les secteurs où elle était le mieux implantée. M. Mauroy gagnait à Lille, mais surtout grâce à la fusion, à laquelle il avait opportunément procédé, avec la commune « rouge » d'Hellennes ; M. Defferre gagnait à Marseille, mais avec 3 400 voix de moins que la liste adverse.

Dans un sondage IFOP-R.T.L. portant sur 9 000 électeurs interrogés à la sortie des urnes lors du premier tour, 14 % des électeurs ayant voté pour l'opposition nationale aux municipales disent avoir voté pour François Mitterrand au second tour de l'élection présidentielle.

Tous les chiffres concordent. Premier et second tours confondus, quelque 7 % des Français ont retourné leur vote en vingt-deux mois. Un tel renversement en si peu de temps, c'est une amplitude inédite dans l'histoire politique française ; quand on sait que des déplacements de l'ordre de deux points ont suffi, en 1936 comme en 1981, à faire basculer le sort des urnes en faveur de la « gauche » ; quand on sait que la précédente majorité a attendu dix-neuf ans pour essuyer sa lourde défaite de 1977, au plus haut période de l'« Union de la gauche ».

Lionel Jospin avait couragement annoncé avant le scrutin que « dix ou quinze villes perdues ne seraient pas un désastre ». Un tel pessimisme soulevait tant de remous à gauche, que Pierre Mauroy s'empressa de dire que « la gauche ne devait pas perdre une seule ville, un seul village ». Elle perdit trente et une grandes villes, pour n'en gagner qu'une ; tous ses secteurs à Paris et à Lyon, et plusieurs à Marseille ; des centaines de villes ; des milliers de bourgades.

Et pourtant, la France retentira, dans les semaines qui suivront, des cris de triomphe de la « gauche ». L'interprétation qui prévaudra, c'est que la « gauche » a reculé au premier tour, faute d'avoir mobilisé son électoral, mais a gagné au second parce qu'elle y avait réussi. Le second tour, élargissant M. Mauroy, a révélé qu'il y avait un solide fonds de confiance dans la politique du gouvernement. « La confiance l'a emporté en fin de compte sur le doute », proclamera le président de la République. Le premier ministre, en plein Hémicycle, lancera à l'opposition qui jouait en faveur de l'opposition : elle rédui-rait les accusations sur les fraudes électorales. Un scrutin accompli dans des conditions qui ne sont plus discutables donne un résultat favorable à la « majorité ». Justice est faite à l'encontre des « aboyeurs de droite », qui avaient osé attaquer M. Fiterman et Ralite pour avoir récusé les verdicts des tribunaux administratifs.

Quid, dans le grand public, a su que, par rapport aux municipales de 1977, l'Union de la gauche a perdu à Trappes 21 % des suffrages exprimés ? Que, par rapport au 10 mai 1981, elle en a perdu 18,5 % ? Que, par rapport aux législatives de juin 1981, elle en a perdu 27 % ? Que la date avait été choisie de manière à favoriser l'absentéisme des électeurs et surtout des électeurs d'opposition (la plupart des usines où travaillent les ouvriers de Trappes, en revanche, ne fermaient qu'en août) ? Et que, cependant, le scrutin du 10 juillet a confirmé le vote du 13 mars (malgré une formidable mobilisa-

tion comme le P.C., soit en réalisant dans les cas graves) ; vote qui avait été désastreux pour la « gauche » de Trappes en chiffres d'électeurs, sinon, à quelques dizaines de voix près, en nombre d'élus ?

En tout cas, la leçon que les politiciens et maints intellectuels tirent de ce scrutin n'est pas celle qu'on a assénée au grand public : dans cette ville détenue par les communistes depuis un demi-siècle, la « gauche » a connu, en deux ans, un effondrement historique.

Cette habile désinformation a opportunément jeté le masque de Noël sur l'affaire des fraudes électorales. S'il est un comportement qu'un intellectuel (particulièrement un universitaire, qui a passé et fait passer des examens et concours) ne peut admettre, c'est qu'on truque des documents ; par exemple, qu'on efface au correcteur sur les bordereaux les vraies totalisations, pour y substituer des chiffres fantaisistes qui ne correspondent plus à la somme des chiffres des différents bureaux de vote, mais qui inversent les résultats. Deux ministres en exercice ont insulter publiquement les tribunaux administratifs pour avoir établi la matérialité de ces tricheries : « ces juges sont de droite » ; « ils ont cédé aux pressions fascistes ». Le délit d'outrage à la justice (timide transposition du terrible « contempt of court », avec lequel on ne plaisante pas dans les pays anglo-saxons) est évidemment constitué. Or, selon la Constitution, un membre du gouvernement qui commet un délit est passible, soit, comme tout le monde, du tribunal correctionnel s'il n'a pas agi dans l'exercice de ses fonctions ; soit de la Haute Cour dans le cas contraire.

Le délit que la « gauche » prétendait reprocher à M. Poniatowski était loin d'être aussi évident ; pourtant, une commission de l'Assemblée, dans la précédente législature, examina longuement son éventuelle traduction en Haute Cour. Or, le pouvoir s'est arrangé pour que ne soient saisis ni le tribunal correctionnel par le parquet ni la Haute Cour par une commission de l'Assemblée. Les ministres de la « gauche » bénéficièrent-ils d'une impunité que la loi ne reconnaît à aucun Français, fut-il président de la République ?

L'élection de Trappes a pourtant fait tomber cette affaire, qui, en d'autres temps, aurait soulevé des tempêtes, dans... une trappe.

Un mécanisme simple

On pourrait multiplier les exemples. Refus d'admettre et de laisser connaître la signification de toutes les élections à partir de septembre 1981 (électorales de l'Euro) ; innombrables élections locales et professionnelles, législatives partielles de janvier 1982, cantonales de mars 1983 ; la majorité des Français n'ont pas vu le 10 mai pour changer de régime ni de société, mais de président. Silence sur la délinquance et la criminalité, et même refus par les ministères de la justice et de l'intérieur de publier des statistiques sérieuses, devenues secrets d'Etat. Silence sur la pénétration du P.S. et du P.C. dans l'appareil d'Etat. Etc.

Mais comment, se demandent des intellectuels, les promesses de liberté et de vérité auraient-elles pu être trahies à ce point ?

La loi sur l'audiovisuel ne donne-t-elle pas toutes garanties ?

Ils n'avaient pas compris que le nouveau statut, sous de bien habiles déguisements, assure au gouvernement un pouvoir absolu. Pouvoir occulte, par les innombrables militants dont on a bourré depuis le 10 mai tous les foyers des radios et télévisions, et pour la nomination desquels la Haute Autorité, installée quinze mois plus tard, était mise devant le fait accompli. Pouvoir indirect mais total sur la désignation des nouveaux responsables, à travers les membres de la Haute Autorité.

En effet, si le président du Sénat, considérant que sa mission est de réfléchir la composition du Sénat tout entier, a été assez scrupuleux pour glisser, parmi les trois membres qu'il a nommés, un syndicaliste qui s'est présenté lui-même comme « de gauche », le président de la République et le président de l'Assemblée nationale n'ont pas eu de ces coquetteries. Les six membres qu'ils ont désignés sont connus pour être « de gauche » ; deux sont même militants du P.C. ou de la C.G.T. Sept sur neuf des membres de la Haute Autorité, donc, sont bien ancrés « à gauche ». Le pouvoir n'a rien à craindre.

Dans les « 110 propositions », sous la rubrique « la liberté » et la (*) De l'Académie française.

sous-rubrique « une information libre et pluraliste », la proposition n° 94 s'énonçait ainsi : « La télévision et la radio seront pluralistes. Seroit créé un Conseil national de l'audiovisuel, où les représentants de l'Etat seraient minoritaires. Jusqu'au 10 mai, les représentants de l'Etat (eux-mêmes souvent « de gauche ») formaient, en effet, la moitié des conseils d'administration des sociétés de programme. Les représentants de la « gauche » formaient désormais les sept neuvièmes de la Haute Autorité. Le progrès dans le libéralisme est évident. Le pouvoir social-communiste avait une chance à saisir — en honorant ses engagements. Il a préféré se saisir d'un instrument — et trahir ses engagements.

Mais, dira-t-on, ce n'est pas pire qu'avant ! D'abord, c'est oublier que, si les hauts dirigeants de la radio-télévision étaient déjà, en fait, nommés par le gouvernement, ils avaient affaire à forte partie. A leurs décisions, des limites étaient constamment imposées par le personnel — depuis les réalisateurs jusqu'aux techniciens — très majoritairement « à gauche » et solidement encadré par des syndicats marxistes. Le contre-pouvoir équilibrait le pouvoir, quand il ne le surpassait pas. On l'a vu bien des fois. Par exemple, au moment de l'attentat de la rue Copernic, où les télévisions ont contribué à l'étonnante intoxication qui consistait à attribuer à « un commando d'extrême droite », voire à la « droite », la paternité du massacre alors qu'il aurait pu, en toute rigueur, être imputé à un « commando d'extrême gauche ». Aujourd'hui, ce contre-pouvoir, naguère si puissant, a pris le pouvoir, et il n'existe pratiquement plus de contre-pouvoir.

Le mécanisme de la désinformation est simple. Dans un comité de rédaction, il suffit que des militants du P.S. ou du P.C., ou d'un syndicat à tendance marxiste, soient en position de force, pour qu'on élimine les nouvelles qui gêneraient une des composantes de la coalition. A tout le moins, on les présente comme des « brèves » sans portée, qui n'apparaissent pas dans les titres. Au contraire, on élargit tout ce qui peut-être favorable au régime. Une simple différence d'accent permet d'éliminer une information du champ de conscience de neuf Français sur dix.

Ensuite, on a tendance à oublier que l'impact de la presse écrite n'a cessé de diminuer au profit de l'audiovisuel. Quand le général de Gaulle lutait contre le putsch, on appelait les Français à adopter le principe de l'élection populaire du président, on comptait dix fois moins de téléviseurs, et deux fois plus de lecteurs de journaux d'opposition. Aujourd'hui, sur cent citoyens, quatre-vingt-cinq possèdent la télévision ; vingt seulement achètent un grand quotidien ; deux, un journal d'opposition.

Enfin, la presse écrite en de plus en plus menacée : augmentation du prix du papier, des tarifs postaux et des salaires ; diminution de la publicité, de plus en plus happée par les radios périphériques et surtout la télé-

vision. La presse parisienne a de plus en plus de mal à vivre. La presse régionale ou locale préfère en général à l'engagement une prudente neutralité. Imaginerait-on aujourd'hui un grand journal de province mener contre le pouvoir une guerre semblable à celle qu'a menée sans désespérer la Dépêche du Midi contre le général de Gaulle ?

Entrer dans l'opposition, pour des journaux, ce serait risquer, comme c'est déjà le cas pour tel d'entre eux, de se voir couper le crédit, aujourd'hui nationalisé, et la publicité des entreprises nationales (S.N.C.F., Air France, etc.), sans parler de diverses tracasseries. Jamais, jusqu'en 1981, de pareilles pratiques n'avaient pu être observées. Elles auraient soulevé l'indignation générale : les Parisiens avaient dressé des barricades, en juillet 1980, pour des brimades équitables contre la presse d'opposition. Aujourd'hui, tout cela passe inaperçu.

Il ne faut pas s'étonner que le monde si divers de l'information, depuis deux ans, n'ait nullement réussi à jouer le rôle de contre-pouvoir qu'il avait si bien rempli dans la période précédente. Naguère, le rapport des forces (ni à l'intérieur des radios et télévisions, ni entre la presse écrite et l'audiovisuel, ni entre les journaux d'opposition et les journaux favorables à la majorité) n'aurait pas permis une conjuration du silence à la permut de nos jours. L'équilibre est rompu. Le déséquilibre s'aggrave.

Parmi les images de la télévision polonaise sur le voyage du pape dans sa patrie, vous ne pouvez remarquer aucune bannière en faveur de Solidarnosc. Mais le commentateur de la télévision française vous prévenait qu'on en voyait à foison, hors du champ de la caméra. Quand il s'agit des actualités françaises, qui se chargera de vous mettre en garde ? Quel, sinon les intellectuels (notamment « de gauche ») ? Présentils donc rompre leur silence ! Le combat contre la désinformation devient, pour eux tous, la plus juste des causes.

FIN

[En dépit des éloges que lui décerne M. Alain Peyrefitte, le Monde ne se considère pas comme étranger au système des médias, que l'ancien ministre met globalement en cause. Le Monde tient à rappeler qu'il n'a fait le silence sur aucun des événements évoqués par M. Peyrefitte dans ses deux articles et leur a donné la place qui leur saurait correspondre à leur importance réelle. — T.F.]

(1) Chiffres établis, d'après les statistiques du ministère de l'intérieur, par Gérard Grunberg et Béatrice Roy, dans *The Tocqueville Review*, Summer 1983.
(2) Analyse de Jérôme Jaffré dans *le Monde* du 17 mars 1983.
(3) Grunberg et Roy, *ibid.*

● RECTIFICATIF. — Dans le premier article de M. Alain Peyrefitte (*le Monde* du 1^{er} septembre), il fallait évidemment lire, à propos de l'affaire Jean Moulin, « l'hymne du 18 juin », et non pas « l'hymne », comme une coquille aurait pu le faire croire dans certaines de nos éditions.

magazine littéraire

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur ou à un mouvement d'idées

SEPTEMBRE

RAYMOND ARON
Penser le monde moderne

Un demi-siècle d'analyses à travers une biographie, un grand entretien et une série d'articles.

Aron face aux historiens et aux marxistes.

Ses rapports avec Sartre. Par Jean-Jacques Brochier, Dominique

A. Grisoni, François George, Jean-Louis Missika, Dominique Wofon, Jean Plumyère et Eric Vigne.

Livres : la rentrée romanesque et la centenaire de Kafka. Portrait : les pays d'André Dhôtel

Dans tous les kiosques : 15 F.

OFFRE SPECIALE

6 numéros : 54 F

Cocher, sur la liste ci-après, les numéros que vous choisissez

- ☐ Georges Simenon.
- ☐ Graham Greene.
- ☐ Borges.
- ☐ Cette science humaine : la guerre.
- ☐ Burroughs, Ginsberg, Kerouac.
- ☐ La Beat Generation.
- ☐ Marguerite Duras.
- ☐ Georges Duby.
- ☐ Où en est l'histoire.
- ☐ Mishima.
- ☐ Jean Genet par lui-même.
- ☐ Gabriel Garcia Marquez.
- ☐ Le Réveil de l'Islam.
- ☐ L'Intellectuel et le Pouvoir.
- ☐ Robert Muesil.
- ☐ Les maladies mortelles de la littérature.
- ☐ Les écrivains brésiliens.
- ☐ Baffin, capitale des années 20 et 80.
- ☐ Stendhal.
- ☐ 100 ans de critique littéraire.
- ☐ Georges Perec.

Nom :

Adresse :

Réglement par chèque bancaire ou postal.

magazine littéraire

40, rue des Saints-Pères
75007 Paris (France)

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

GENÈVE
INTERNATIONAL OPEN UNIVERSITY - GENEVA

AVIS DE JOURNÉES D'INFORMATION
ET DE SÉLECTION EN FRANCE

pour admission en octobre 83

I.M.B.A. programs

Le programme de l'International Master of Business Administration

est proposé après admission par voie de concours aux :

— Étudiants ayant déjà accompli de deux à quatre ans d'études supérieures (classes préparatoires aux Grandes Ecoles, Universités, etc...)

REGULAR IMBA program (3 ans).

— Titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (ingénieur, maître, docteur, etc...).

INTENSIVE IMBA program (2 ans).

Cadres et responsables d'entreprises pouvant disposer de plusieurs périodes sabbatiques de 3 ou 4 mois. PART-TIME INTENSIVE IMBA program (de 1 à 3 ans).

— Jeunes bacheliers qui, après avoir suivi un programme spécial du niveau « Bachelor degree » obtiennent un Undergraduate certificate of International Management Studies (UCIMS) leur donnant accès au « IMBA program ».

UCIMS program — REGULAR IMBA program (3 ans).

Ces programmes « intégrés » à ceux qui se destinent à une carrière à vocation internationale, se déroulent dans différents campus :

EUROPE — Institut Supérieur de Gestion — PARIS

U.S.A. — European University of America — SAN FRANCISCO

ASIE — International Management University of Asia — TOKYO

Des journées d'information et de sélection auront lieu pour la France dans la semaine du 5 au 10 septembre 83

Pour obtenir les lieux et horaires de ces « journées », contacter : « Centre d'Information et d'Admission en FRANCE », 22 RUE MONTPEISIER, 32 Galerie Montpensier, Jardin du Palais Royal 75001 PARIS — Tél. (1) 296.30.89

UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE

General admission office
36 Rue de CANDOLLE - 1205 - GENÈVE (SUISSE)
Tél. (22) 20.65.11

* IMBA = International Master of Business Administration
ou Diplôme International de Gestion et Management (DIGM)

L'élection de Trappes

L'élection partielle de Trappes, les 3 et 10 juillet dernier, a donné lieu à la même désinformation, en miniature, que les municipales de mars à grande échelle. On a fait passer un message simple : la « gauche » a gagné ; cette victoire renverse la tendance qui jouait en faveur de l'opposition ; elle rédui-rait les accusations sur les fraudes électorales. Un scrutin accompli dans des conditions qui ne sont plus discutables donne un résultat favorable à la « majorité ». Justice est faite à l'encontre des « aboyeurs de droite », qui avaient osé attaquer M. Fiterman et Ralite pour avoir récusé les verdicts des tribunaux administratifs.

Quid, dans le grand public, a su que, par rapport aux municipales de 1977, l'Union de la gauche a perdu à Trappes 21 % des suffrages exprimés ? Que, par rapport au 10 mai 1981, elle en a perdu 18,5 % ? Que, par rapport aux législatives de juin 1981, elle en a perdu 27 % ? Que la date avait été choisie de manière à favoriser l'absentéisme des électeurs et surtout des électeurs d'opposition (la plupart des usines où travaillent les ouvriers de Trappes, en revanche, ne fermaient qu'en août) ? Et que, cependant, le scrutin du 10 juillet a confirmé le vote du 13 mars (malgré une formidable mobilisa-

Seuls des praticiens peuvent réellement former de futurs managers.

Dirigeants, cadres ou conseils d'entreprises, « ils » sont tous d'abord des femmes et des hommes d'expérience. Des gens de métier. Des professionnels compétents et reconnus comme tels. Et non pas de simples enseignants cultivant les théories de gestion, bien à l'abri dans leurs écoles ! Eux, « ils » connaissent la vie de l'entreprise, parce qu'« ils » la vivent chaque jour...

« Ils », ce sont les quelque cinquante chargés de cours de notre programme de formation polyvalente en gestion

Administration de l'Entreprise.

Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle.

Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière.

Il serait vraiment dommage qu'après avoir passé à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADE

Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1205 Levensin (Suisse), 021 12 15 11

Le Monde

société

LE BEL ÉTÉ...

Juillet, le mois le plus chaud depuis cent ans

Depuis plus de deux mois, la France a connu, et ce n'est pas qu'une impression, comme les relevés de la Météorologie nationale le confirment : l'été 1983, c'est-à-dire juillet-août, a été exceptionnellement chaud, le mois de juillet le plus chaud depuis une centaine d'années.

Partout, les moyennes ont été supérieures en juillet de 4 à 5°C aux normales. A Paris, par exemple, le maximum moyen a été de 28,7°C et le minimum moyen de 18,3°C alors que les normales sont respectivement de 23,6°C et de 14,9°C. Les records précédents de 1959 (27,8°C et 16°C) et de 1976 (26,9°C et 17,5°C) sont donc largement battus.

Un peu partout, les thermomètres ont grimpé à des hauteurs jamais vues (toujours depuis une centaine d'années) : le 10 juillet, 31,5°C à Brest ; le 11 juillet, 34,5°C à Romorantin ; le 12 juillet, 36,5°C à Quimper ; le 21 juillet, 36,2°C au Puy, 38,4°C à Gournay, 40,6°C à Luc, 41,4°C à Calvi ; le 22 juillet, 34,9°C à Embrun, 35°C à Auxerre, 39,2°C à Marignane, 39,8°C à Lyon, 40°C à Ambérieu, 40,6°C à Carpentras ; le 26 juillet, 35,5°C à Chamonix, 37,7°C à Bourg-Saint-Maurice, 38,4°C à Grenoble, 39,5°C à Lorient ; le 30 juillet, 40,1°C à Toulouse ; le 31 juillet, 38,4°C à Bourg-Saint-Maurice, 38,9°C à Luxeuil, 40,7°C à Clermont-Ferrand, 40,8°C à Saint-Etienne, 41,2°C à Vichy.

En juin, les températures moyennes ont été proches des normales ; en août, elles ont été supérieures d'environ 2°C aux normales. Si bien que le trimestre juillet-août-septembre (l'été des météorologistes) a été l'un des plus chauds depuis le début des relevés systématiques et fiables. A Paris, il s'est agi, avec une moyenne trimestrielle de 20,8°C, du « troisième » été depuis 1873. Seuls le surpassent l'été de 1976 (21,5°C) et celui de 1947 (21°C). A Besançon, l'été a été le plus chaud depuis 1885.

Pour les précipitations, la situation a varié selon les régions. On a particulièrement sèches pendant ces trois mois les côtes de Bretagne, de Normandie et de Picardie ; Brest n'a eu que 30 % de ses pluies habituelles, Brestat 40 % et le littoral de la Manche, de Caen à Boulogne, 60 à 70 %.

A Millau, il n'est pas tombé une goutte d'eau du 29 juin au 8 août (quarante et un jours), ce qui ne s'était pas vu depuis 1940. Le quart Nord-Est a connu lui aussi un gros déficit des pluies pendant les trois mois : à Strasbourg, il n'est tombé que 100 mm (normale 234 mm), à Lyon 112 mm (normale 230 mm), à Chamonix 10 mm (normale 129 mm), à Grenoble 6 mm (normale 250 mm).

Paradoxalement, cet été très sec est venu après un printemps qui avait été le plus pluvieux dans le quart Nord-Est depuis 1855 : en février, mars et avril, on a relevé à Strasbourg 369 mm de pluie (normale 129 mm), record précédent 309 mm en 1856 et à Lyon 540 mm (normale 178 mm), record précédent 459 mm en 1856).

A Paris-Le Bourget, au contraire, l'été 1983 a été plus arrosé : 215 mm (normale 165 mm). Le printemps avait été plus pluvieux : 312 mm pour une normale de 150 mm. De même, le Sud-Est et aussi parfois le Sud-Ouest ont eu, pendant le trimestre, des surplus de pluies dus le plus souvent aux orages : Marseille, 178 mm (normale 69 mm) ; Bastia 157 mm (normale 61 mm) ; Ajaccio 175 mm (normale 49 mm). Toulouse a reçu 40 % de plus d'eau qu'en année moyenne, mais Gournay n'a eu que 80 % de sa ration habituelle.

Les orages ont été beaucoup plus nombreux, surtout en juillet : Paris a eu quatorze jours d'orages (normale trois), Bordeaux quinze (normale cinq), Rennes neuf (normale trois). Ces orages ont parfois été accompagnés de chutes de grêle extraordinaires : grêlons de 5 cm à Issary et à Saint-Palais (Pyrénées-Atlantiques) les 17-18 juillet, à Nantes le 18 juillet, et de 6 cm à Biarritz le 23 juillet.

Les pluies ont été, en certains endroits, diluviennes : 62 mm dont 50 mm en trente-cinq minutes à Lyon le 23 août, 138 mm en trois heures au Luc dans la nuit du 23 au 24 août, 91 mm en vingt-quatre heures à Biarritz les 25 et 26 août et 100 mm en trois heures et vingt minutes le 26 août à Espelette, dans le Pays basque.

YVONNE REBEYROL.

Le soleil a brillé « français »

Le grand beau temps de juillet et d'août a-t-il été le gouvernement dans sa campagne pour « bronzer français » ? Contrairement aux prévisions alarmistes avancées par certains professionnels du tourisme après le renforcement du contrôle des changes, décidé à la fin mars, les Français ne se sont ni précipités ni agglomérés dans les régions traditionnelles estivales.

Le nord de la France a connu une saison touristique « tout à fait exceptionnelle », selon les comités régionaux du tourisme du Nord-Pas-de-Calais et de Picardie. Les Ardennes et le Nord ont été aussi satisfaites. Pendant les trois dernières semaines de juillet, Quiberon (Morbihan) a connu un taux d'occupation de 120 %. Le mouvement qui, lorsqu'il fait beau temps, entraîne les vacanciers à préférer la côte Atlantique à celle de la Méditerranée a été vérifié cette année en juillet.

Le grand beau temps a aussi précipité l'évolution des modes d'hébergement au détriment de la petite hôtellerie. Les touristes ont opté en masse pour la toile de tente, les villages de vacances et les gîtes ruraux. En Alsace, par exemple, où l'on ne déclare « satisfait », le parc des gîtes ruraux a affiché presque complet.

L'Agence nationale d'information touristique (ANIT) confirme que le « beau temps général » a favorisé une meilleure répartition géographique des vacanciers et une nouvelle conception des loisirs. On a fréquenté les édifices et l'on a réduit les dépenses annexes, comme les frais de restauration. Vanant à point nommé, le soleil a offert de bonnes vacances aux Français moins à l'aise que l'an passé et privés d'horizons lointains.

JEAN PERRIN.

...ET SES CATASTROPHES

AU PAYS BASQUE

- Cinquante communes sont déclarées sinistrées.
- Incidents sur les plages entre hôteliers, écologistes, C.R.S. et baigneurs

Ecologie et commerce font rarement bon ménage. Les inondations du Pays basque en apportent une nouvelle preuve. A Biarritz (Pyrénées-Atlantiques), nous indique notre correspondant Philippe Elcheverry, un commando d'une dizaine d'hôteliers, conduits par la maire de la ville, M. Bernard Marie (R.P.R.), a expulsé l'autobus de Greenpeace, association qui mène depuis le début de l'été une campagne d'information sur la protection du littoral atlantique. Les écologistes avaient entrepris d'informer riverains et touristes des dangers de la « marée de fétis » de produits toxiques. Ils jugent « scandaleux » que les plages aient été réouvertes dans les Pyrénées-Atlantiques « au mépris de la sécurité publique ».

De son côté, le préfet des Landes a confirmé, mercredi soir, l'interdiction à la baignade de toutes les plages du département, comme nous le rapporte notre correspondant Francis Moreau. Une disposition difficile à faire respecter : des incidents ont opposé baigneurs et C.R.S. à Mimizan.

Selon une première évaluation, citée mercredi en conseil des ministres, les dégâts causés par les inondations dépasseraient 20 millions de francs pour les biens privés et 25 millions pour la voirie locale. Le ministère de l'Intérieur a publié la liste de cinquante communes des bassins de la Nivelle, de la Nive et de l'Adour, ainsi que du département des Landes, déclarées sinistrées.

En Espagne

M. Guy Lengagne, secrétaire d'Etat à la mer, a annoncé que trente et un fûts de cyanure en provenance de Bilbao ont déjà été collectés sur le littoral des Pyrénées-Atlantiques et des Landes. Selon certaines informations venues d'Espagne, un millier de fûts contenant du cyanure de sodium et de potassium auraient été emportés par les flots. Plusieurs d'entre eux auraient été repérés en mer, mercredi en fin de nuit.

d'après-midi, et pourraient donc s'échouer sur le rivage basco-lendais dans les jours prochains. Quatre bidons volumineux ont été récupérés en début de soirée sur une plage du cap Ferret (Gironde).

De son côté, le gouvernement espagnol a déclaré zone sinistrée la région nord-ouest du pays qui comprend la majeure partie du Pays basque ainsi qu'une frange des provinces de Navarre, de Burgos et de Santander. Notre correspondant à Madrid, Thierry Malinik, nous signale que les inondations, les plus graves qu'ait connues le Pays basque depuis le début du siècle, devraient

contraindre le gouvernement espagnol à réviser ses prévisions budgétaires pour l'année en cours. Ce qui pourrait compromettre la lutte contre le déficit public, objectif numéro un à Madrid. Les dernières estimations des dégâts avancées par le ministère de l'Intérieur espagnol atteignent 31 millions de francs.

Après la fermeture d'un camp scout à la Rochelle

Une « bavure » à épouger en famille

La Rochelle. — Mireuil n'est pas Les Minguettes. Dans ce grand ensemble de 25 000 habitants que les Rochelais du centre-ville préfèrent nommer « la ZUP », les barres de béton et les maisons peintes de couleurs vives n'ont pas vaine allure. Alignés autour de l'immense centre commercial, les blocs massifs découpent leurs silhouettes éclatantes de blancheur dans la douceur du ciel chartrais, percés à des paquets de repeints de frais.

L'écoulement, il est vrai, n'est qu'à quelques encablures. Mais les vacanciers qui filent vers l'île de Ré ou flânent sur le vieux port ignorent Mireuil, banlieue sans autre attrait que ses alentours marins. Dans cette immense cité peu propice à la convivialité, les Scouts de France et plusieurs associations laïques s'efforcent de proposer des loisirs aux jeunes.

Les responsables du mouvement catholique, qui se réclament de la « loi scout » de Baden Powell, souhaitent former des adultes responsables et respectueux de leurs semblables. Depuis les loutvettes (8-11 ans) jusqu'aux compagnons (17-18 ans), le bénévolat et la confiance mutuelle entre les chefs, les jeunes et leurs parents doivent cimenter chaque groupe local. Mais à Mireuil deux chefs viennent de malmenier l'édifice et de trahir cette confiance en interprétant à leur manière l'exigence de discipline inscrite, elle aussi, dans la tradition du scoutisme.

De notre envoyé spécial

d'une crise d'hypoglycémie. Les adolescents ont dû eux-mêmes appeler du secours.

Les séquences médicales de cette navante soirée ayant été nulles, les choses en seraient probablement restées là si la fermeture du camp par la police n'avait suscité l'intérêt de la presse, puis la condamnation de ces agissements par les instances nationales des scouts de France.

A La Rochelle, où plus de deux cents jeunes participent aux activités du mouvement, qui comprend une branche de scouts marins très active, on se serait bien passé d'une telle publicité. Même M. Fernand Guy, père de l'informateur et chef du groupe scout de Mireuil, aurait préféré régler l'affaire au sein de « la grande famille que sont les Scouts de France ». Cette fille d'ouvriers déployait depuis un an toute son énergie pour faire revivre dans la ZUP une structure scout moribonde.

Quelques jours après cet « événement inattendu », elle est prête à tourner la page et à continuer, parce que, dit-elle, « je suis catholique » et que « trop d'enfants courent les rues ». Sylvio lui-même continue d'aimer le scoutisme et, gonflant sa mésestimation, se rappelle que quelques jours plus tôt les chefs avaient déjà ordonné à la troupe de faire vingt fois le tour de la chapelle en slip. « On avait fait le bazar », reconnaît-il.

« Nous refusons d'être une école de dressage »

Les autres parents, « éberlués » par l'attitude des responsables du camp — deux anciens scouts titulaires du brevet d'animateur — soulignent néanmoins le grand dévouement de ceux-ci. Mais l'hommage scout comme un adieu à Guy, menaçant un chantage dont la mère, intendante improvisée à soixante-deux ans, accompagnait les scouts en Bretagne, et à Pascal, élève de terminale, qui consacraient beau-

coup de leur temps aux sorties scouts depuis plusieurs années. Car désormais, avant même que ne tombe la sanction officielle, chacun sait qu'il faudra compter sans eux. Pour tous les parents, les deux chefs ont failli et ne sont plus dignes du nom de scout.

« Nous refusons d'être une école de dressage »

« Nous refusons d'être une école de dressage », c'est le slogan de M. Roger Guillou, commissaire de l'association en Charente-Maritime. Jamais les Scouts de France n'ont employé de telles méthodes. M. Douaut, officier de port à La Pallice, n'enverra plus son fils Olivier aux scouts, tant qu'un mouvement sérieux ne sera pas reconstitué.

Les scouts de Mireuil n'ont certes pas agi en enfants de chœur, et l'un d'eux reconnaît qu'il n'a jamais été « privé de diner », comme plusieurs l'avaient prétendu, mais qu'ils avaient refusé de faire la cuisine un soir.

Chacun reconnaît que le camp de cet été, mal préparé, offrait des activités insuffisantes et a vite dégénéré en un bras-armé entre adolescents et chefs. Personne ne s'explique pourtant comment ces derniers ont fini par imaginer un châtiment digne d'un bataillon disciplinaire. Un père accuse une récente émission télévisée, mais aucun des parents n'évoque les méthodes militaires héritées aux Scouts d'Europe, ces cousins maudits des Scouts de France, qu'avait épisodiquement fréquentés l'un des chefs.

Effondré, mis à l'index, Pascal lui-même ne parvient pas à commenter son geste. Il n'accuse personne et tente à présent de « se remettre en cause ». Ses anciens amis ou lui demandent plus de comptes. Les adolescents, dont plusieurs voulaient sur le moment « déchirer leur uniforme », semblent pardonner. Les parents, pour affirmer « leur foi dans le scoutisme », refusent de porter plainte et s'emploient à « maintenir le mouvement sur la ZUP ». Mais, à Mireuil, les remous suscités par la « bavure » du camp 1983 s'encroûteront pas les vocations de chef.

PHILIPPE BERNARD.

SPORTS

AUX INTERNATIONAUX DE TENNIS DES ETATS-UNIS

Quatre victoires françaises... et deux défaites

De notre envoyé spécial

Journée française, mercredi, aux Internationaux des Etats-Unis. Vanier et Moretton se sont qualifiés sans peine, Noah plus difficilement. Tulasne et Forget ont été éliminés et Catherine Suire a obtenu une belle victoire à la force... du poignet.

New-York. — Ciel plombé, vent aléatoire, ce n'est pas un temps à mettre un tenniste... ni un reporter sur un court. Pourtant, mercredi matin, tous les envoyés spéciaux de la presse française sont sur le pied de guerre à la première heure. Grosse journée pour le tennis français à Flushing-Meadow : Forget, Noah, Tulasne, Moretton, Corinne et Jérôme Vanier, Catherine Suire, sont au programme.

Un peu avant 11 heures, Noah finit de s'échauffer sur un court annexé avec son entraîneur Hagelauer lorsque Forget pénètre sur le petit court central pour affronter le Sudois Wilander. L'officiel champion du monde juniors contre le junior-phénomène, champion de Roland-Garros à dix-sept ans. Comme s'il était encore ébloui par l'émouvantement de sa dernière victoire sur McEnroe, à Cincinnati, Wilander ne voit pas arriver les services-canons du Français, qui tire en outre son grand pédiat de coup droit comme pour un 14 juillet.

Aux deux extrémités de la tribune officielle, on se rengorge, il se met à pleuvoir. Le feu d'artifice du jeune Français ne supporte pas l'eau. Le Suédois ouvre bientôt le parapluie de son jeu lifté. Il laisse passer l'orage sans plus se mouiller. On lui demande ce qu'il pense des chances de Noah : « C'est très difficile de jouer quand on n'a pas disputé de tournoi depuis longtemps », répond Wilander. Il a dit « difficile » ? C'est peu dire.

Le fauve rugissant qui a gagné les Internationaux de France, début juin, à l'air de marcher sur des œufs au cours de la deuxième manche contre l'Américain Davis, un obscur, sans-grade.

La race des « sous-chiens »

Mais il n'y a pas plus dangereux que cette race de joueurs américains surnommés ici « underdogs » (sous-chiens). Quand ils mordent, il n'y a pas moyen de leur faire desservir les machines. Or, Noah, qui est parti à fond de train dans la première manche, s'est, peu à peu, laissé ratura-

per dans la seconde. Et il n'arrive plus à se débiter de son adversaire. C'est un tennis en friche. Au onzième jeu du troisième set, Noah sert : 0-15, 0-30, on le sent prêt à renoncer, deux services gagnants le remettent miraculeusement dans le match et il arrache le jeu décisif en puissance. Davis a tout juste le temps de gagner le premier jeu de la quatrième manche, et la pluie, à nouveau, interromp la partie. Il faut attendre plus d'une heure avant qu'elle ne reprenne.

C'est alors un Noah animé d'une détermination toute neuve qui ressort des vestiaires et qui met fin aux rêves de Davis. Tout le clan de Français écoute. Dans la salle d'interview, Noah « frime »... On l'a vu grimacer, mettre un anesthésique sur son genou douloureux, boitiller, mais il affirme ne pas avoir souffert. Noah disputera le second tour contre son compatriote Jérôme Vanier. Gaucher au tempérament fantasque, Vanier a suivi des études commerciales à l'université de Dallas, dont il a défendu les couleurs pendant quatre ans. Sorti des qualifications, il a éliminé, en trois sets, l'Américain Van't Hof, classé vingt-sixième joueur mondial. Simultanément, Moretton a fait de même face à l'Américain Bate, dont le classement mondial est, il est vrai, plus modeste.

L'acharnement de Catherine Suire

C'est donc en pavoisant que le carré des supporters de Noah s'installe dans les tribunes pour soutenir Tulasne à la nuit tombante. L'ancien champion du monde junior se livre à un beau bras de fer avec le gaucher australien Drevett, qui monte au fillet comme un yoyo. Le Français, qui a perdu le premier set après avoir mené 4-1, a bien rétabli la situation. Mais il cède le premier dans l'ultime manche.

Catherine Suire ne semble pas connaître ce genre de problème. A vingt-quatre ans, elle n'a qu'un an d'expérience sur le circuit professionnel, mais elle sait déjà se battre avec acharnement : menée 4-1 au troisième set par l'Américain Latham, elle gagne néanmoins le match. Un exemple que n'ont pas suivi Corinne Vanier et Marie-Christine Calleja, éliminées respectivement par l'Américain Casals et l'Allemand de l'Ouest Khodze-Kilsch.

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

PREMIER TOUR

Simple messieurs

Purcell (E.-U., 30) b. Druz (E.-U., 492), 6-3, 6-2, 6-1.

Scanlon (E.-U., 17) b. Sundström (Suède, 121), 4-6, 7-5, 6-2, 6-2.

Tar (Af. du Sud, 104), b. Depalmer (E.-U., 59), 6-4, 6-4, 4-6, 6-1.

S. Simmonsoo (Suède, 541) b. M. Dickson (E.-U., 96), 6-2, 6-2, 6-4.

Higuera (Esp., 10) b. Anger (E.-U., 259), 6-4, 6-4, 6-2.

Cash (Auss., 45) b. Witus (E.-U., 108), 6-1, 6-2, 6-2.

Michibata (Can., 156) b. Fitzgerald (Auss., 34), 6-4, 5-7, 6-7, 6-1, 6-4.

C. Lewis (N.-Z., 25) b. A. Andrews (E.-U., 147), 3-6, 7-5, 6-1, 6-4.

Telischer (E.-U., 14) b. McCurdy (E.-U., 93), 6-0, 6-4, 6-4.

Vilas (Arg., 6) b. E. Edwards (Af. du Sud, 154), 6-2, 6-2, 6-2, 6-3.

SPORT ET POLICE

M. Edwige Avic, ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports, et M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, ont signé, le 30 août, un protocole d'accord sur l'insertion de sportifs de haut niveau dans la police nationale.

Cet accord — le douzième signé avec des administrations — concerne soixante sportifs, dont quarante-cinq sont déjà en poste. Conclu pour une durée de deux années, il a pour objectif de favoriser, d'une part, l'entraînement et la participation à la compétition de ces athlètes et, d'autre part, leur insertion dans la police en fonction de leur valeur professionnelle et de leur qualification sportive.

ATHLÉTISME. — L'Américain Edwin Moses a battu, mercredi 31 août, à Coblenze (R.F.A.), le record du monde du 400 mètres haies en 47 sec. 2. Le précédent record, qu'il détenait en 47 sec. 13, avait été établi en 1980 à Milan (Italie).

J. Vanier (Fr., 281) b. Van't Hof (E.-U., 261), 6-3, 6-1, 6-1.

Noah (Fr., 41) b. Davis (E.-U.), 6-1, 3-6, 7-6 (7), 6-4.

Moretton (Fr., 229) b. Paie (E.-U., 229), 7-7, 6-4, 7-6.

Wilander (Suède, 51) b. Forget (Fr., 127), 3-6, 6-1, 6-2, 6-2.

Fleming (E.-U., 1151) b. Nastase (Roum., 121), 7-6, 6-4, 6-3, 7-6.

Denton (E.-U., 14) b. Gandolfo (E.-U., 252), 7-6, 6-4, 6-4.

SIMPLE DAMES

G. Kim (E.-U., 203) b. T. Mochizuki (E.-U., 111), 6-3, 6-1.

P. Hy (Hongkong, 90) b. P. Fendick (Auss., 118), 6-4, 6-4.

V. W. (G.-B., 38) b. C. Jolissaint (Suisse, 46), 6-3, 6-1.

S. Hanika (R.F.A., 71) b. L. Savchenko (U.R.S.S., N.C.), 6-2, 5-7, 6-4.

L. Araya (Pérou, 54) b. A. Minter (Auss., 98), 6-3, 6-2.

P. Vasquez (Pérou, 112) b. B. Jordan (E.-U., 110), 6-1, 6-7, 7-6.

B. Herr (E.-U., 34) b. L. Drescher (E.-U., 95), 6-3, 6-4.

FOOTBALL

AUXERRE CONTINUE

DE DOMINER LE CHAMPIONNAT

Auxerre, dont le gardien de but Bats s'est montré le meilleur joueur, a confirmé sa position d'équipe numéro un du championnat en battant Metz sur son terrain.

Première division (Septième journée)

Auxerre b. Metz 2-1

Monaco b. Toulon 3-1

Strasbourg b. Bordeaux 2-2

Brest b. Paris-S.G. 2-2

Rouen b. Nancy 7-1

Rennes b. Lens 1-0

Nantes b. Nîmes 4-0

Laval b. Lille 3-1

Toulouse b. Sochaux 0-0

Bastia b. Saint-Etienne 2-0

Classement

1. Auxerre, 12 pts ; 2. Monaco, 11 pts ; 3. Bordeaux, 10 pts ; 4. Rouen, Nantes, Laval, 9 pts ; 7. Paris-S.G., 8 pts ; 8. Sochaux, Lens, Strasbourg, Bastia, 7 pts ; 12. Toulouse, Lille, Brest, 6 pts ; 15. Rennes, Nîmes, 5 pts ; 17. Nancy, Saint-Etienne, Metz et Toulon, 4 pts.

سكوتس الاصل

ÉDUCATION

L'APPEL DE PÉKIN A L'UNESCO

Un Chinois sur quatre est illettré

Pékin. — Soucieuse de rattraper son retard dans les domaines de l'enseignement, des sciences sociales, des sciences naturelles, de la culture et de la communication, la Chine veut participer plus directement aux activités de l'UNESCO. Un aide-mémoire d'une quinzaine de pages vient d'être signé à cet effet, à Pékin, par le directeur général de cette organisation internationale, M. Amadou Mahtar Mbow, et la ministre chinoise de l'éducation nationale, M. He Dongchang. Parallèlement, M. Mbow a annoncé qu'un bureau technique et scientifique de l'UNESCO s'ouvrirait très prochainement dans la capitale chinoise.

Il y a déjà dix ans que la République populaire a établi des contacts avec l'organisation internationale. Mais les échanges avec cette dernière ont été longtemps sporadiques et informels. L'aide-mémoire qui vient d'être signé, s'il ne constitue pas un programme de coopération précise, a du moins l'avantage de consacrer un rôle à la Chine dans les domaines qu'elle a vus, jusque là, placés au second rang de ses préoccupations. Ce document montre aussi que la Chine admet qu'elle ne peut plus se passer de concours extérieurs, même dans des secteurs qu'elle gardait jadis pour elle-même, à l'abri de toute influence occidentale.

La Chine compte actuellement plus de 235 millions d'habitants ou de semi-illétrés parmi les citoyens âgés de plus de douze ans, soit un peu plus de 23 % de sa population. Si on y ajoute le nombre d'analphabètes ou de semi-analphabètes âgés de six à douze ans (environ 48 millions), le taux s'élève à un peu plus de 28 %. Ces données, révélées

De notre correspondante par les premiers résultats du troisième recensement national réalisé en juillet 1982, montrent qu'à la même époque on dénombrait à peine 0,4 % de diplômés d'université.

Les femmes et les ruraux

Les femmes semblent particulièrement touchées par le manque d'instruction, comme la montre une enquête menée en septembre dernier dans vingt-huit municipalités et régions autonomes (à l'exception du Tibet) auprès d'un million de Chinois, et dont les conclusions ont été publiées en août par le mensuel *la Chine en construction*. 37,2 % des femmes âgées de quarante-neuf ans et plus, en effet, illettrées ou semi-illettrées. Seules 30,4 % ont reçu une instruction primaire, 22,3 % une instruction secondaire du premier cycle, 9,6 % un enseignement du deuxième cycle et 0,45 % une instruction supérieure.

C'est incontestablement dans les zones rurales, où vivent 80 % des citoyens chinois, que les problèmes d'éducation se posent avec la plus d'acuité. Les dirigeants du pays se gardent bien de manifester un triomphe, mais, aujourd'hui, ne trompent personne. Et même s'ils ont la satisfaction d'annoncer qu'actuellement 93 % des enfants d'âge scolaire ont pu entrer dans une école primaire, ils reconnaissent qu'en bien des régions de Chine cet enseignement n'est souvent dispensé qu'à mi-temps, quart de temps, voire encore moins, faute d'instituteurs ou d'équipements.

Si la situation est meilleure dans les grands centres urbains,

elle n'en reste pas moins un sujet de préoccupation pour les dirigeants du pays. C'est ainsi que les délégués à la sixième assemblée populaire, réunie en juin dernier, ont reconnu, sans pour autant donner de chiffre précis, que la Chine se situait « parmi les derniers pays du monde pour ce qui concerne les dépenses moyennes par habitant consacrées à l'éducation ». Ces mêmes délégués ont relevé qu'il y a encore moins de deux ans, 30 % des trois millions d'ouvriers et employés de la ville de Pékin avaient un niveau d'instruction inférieur au premier cycle du secondaire.

Conscient de la gravité du phénomène, le ministre de l'éducation M. He Dongchang n'a pas mâché ses mots lors de la conférence nationale sur la situation de l'enseignement primaire et secondaire qui s'est tenue à la mi-juillet, soulignant, en particulier, que l'enseignement général secondaire n'est dispensé que dans un quart des districts et régions de Chine. Selon M. He, l'attitude de beaucoup de responsables locaux qui « refusent de reconnaître l'importance de l'éducation et n'accroissent pas les fonds nécessaires à sa réalisation » constitue un « obstacle majeur » auquel se heurte actuellement le pays. Le manque d'enseignants qualifiés, les salaires et les conditions de vie insuffisantes qui leur sont proposés et le fait que plus des trois quarts des établissements secondaires « manquent d'un équipement adéquat » sont autant de problèmes supplémentaires qui doivent être combattus énergiquement.

ANITA RIND.

Les obligations annuelles de service des enseignants du supérieur sont fixées par décret

Après l'avis du Conseil d'Etat, le conseil des ministres du 31 août a adopté un décret relatif aux obligations annuelles de service des enseignants du supérieur. Ce projet, présenté à la fin juin, avait provoqué le mécontentement de nombreux enseignants attachés à leurs prérogatives (le *Monde* du 13 juillet). Ces derniers acceptaient mal que le directeur général des enseignements supérieurs détermine seul la durée de l'année universitaire et le nombre d'heures exigées d'eux.

Le directeur général, M. Jean-Jacques Payan, explique qu'il fallait « donner un fondement juridique solide aux normes de service d'enseignement en vigueur à partir de la rentrée ». Le décret prévoit de fixer à trente-deux semaines (au lieu de vingt-cinq en moyenne) la durée maximale de l'année universitaire. Il porte les obligations d'enseignement à cent vingt-huit heures de cours ou cent quatre-vingt-deux heures de travaux dirigés ou de deux cent quatre-vingt heures de travaux pratiques. Ces mesures, qui ne concernent que cette année universitaire, devraient permettre d'économiser, selon M. Payan, soixante millions de francs d'heures complémentaires habituellement versés à des enseignants en heures supplémentaires ou à des vacataires.

Le 11 juillet dernier, ce texte — ainsi qu'un projet de statut des enseignants du supérieur — n'aurait pu être examiné en comité technique paritaire (C.T.P.), les deux syndicats représentés dans cette instance ayant décidé de ne pas siéger. Lors d'une deuxième réunion, toujours en l'absence des syndicats, seul le texte sur les obligations de service avait été adopté. L'administration prétend retirer l'autre texte de l'ordre du jour.

La remise en cause des horaires des enseignants du supérieur (professeurs, maîtres-assistants et assistants) pendant les vacances universitaires risque de provoquer la colère de certains universitaires. Ils n'apprécient guère la publication de textes au mois d'août, considérant cela comme « des mauvais coups de l'été », pour reprendre une expression de M. Louis Mexandeau, responsable en 1979 du secteur éducation du parti socialiste. Dès le mois de juillet des universitaires de Lille avaient manifesté leur intention de « refuser d'appliquer les nouveaux services proposés par le décret ». De nouvelles protestations risquent de se manifester lorsque les enseignants regagneront leurs établissements.

S. B.

L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE EN ACCUSATION

Le coup de sang de M. Mitterrand

(Suite de la première page.)

A l'intérieur même de l'éducation nationale, l'alarme a été donnée depuis pas mal de temps, par l'Association des professeurs d'histoire et de géographie qui date de 1965 la montée du péril. Depuis quelques jours, M. Alain Severy dispose d'un rapport qui lui a remis, comme prévu, M. René Girault, professeur d'histoire à l'université Paris-X-Nanterre, chargé, il y a un an, d'analyser une « mission pour l'histoire ». Selon M. Girault, un instituteur sur trois n'enseigne jamais d'histoire à l'école primaire. Dans les collèges, beaucoup de professeurs chargés de cet enseignement n'ont reçu aucune formation spécifique.

Le ministère de l'éducation nationale organise, d'ici à deux ou trois mois, un colloque national sur l'histoire. Puis une réforme de l'enseigne-

ment sera préparée. Elle verra probablement le rétablissement d'un « fil continu » dans l'apprentissage des connaissances historiques à l'école et à l'université, qui jetteront quelque trouble à la veille de la rentrée.

Cette colère a peut-être été provoquée par la conviction qu'un pays en crise dans un monde en crise a, plus que jamais, besoin de ressentir ses solidarités à l'intérieur de lui-même et au-delà. Il reste à espérer qu'elle ne retombera pas avant que soit mis en place, sans précipitation mais fermement, un enseignement de l'histoire cohérent et passionnant. La télévision a déjà réussi à intéresser petits et grands. Cela devrait faciliter le travail indispensable des maîtres auprès des apprentis citoyens.

CHARLES VIAL.

UNIT. PEDAGOG. ACT. SARI
Enseignement privé Lado 2° - 1° Term. 720-36-80
Prép. intensive, 5 sept.-18 sept. - Rentrée 1° octobre
Places disponibles 2° - 1° S-TA-TC (18 élèves/groupe)

Unités de Pédagogie Active

COURS DE VACANCES : 3 à 6 semaines au choix du 6 juillet au 30 septembre pour entrées en 2°, 1°, Terminales, Universités.
COURS PARTICULIERS : 6° à Terminale, Math. sup., Lettres sup., Bio.
COURS ANNUELS : 2° à Terminales, Math. sup., Lettres sup., Bio.

Du lundi au vendredi de 9 h à 12 h, 14 à 17 h.
1° octobre 1983 - 30 juin 1984.
ANGL./ALLEM./ESP./AR./HES./LAT./GR.
M. SARI, 68, avenue d'Iéna, 75016 Paris. Tél. 720-36-80

Naissances

— François CHAILLEY-POMPEI et Michèle, née MORANI, ne laissent à nul autre le plaisir d'annoncer la naissance de

Pierre-Paul.

40, boulevard Paoli, Bastia (Haute-Corse).
Le 22 août 1983.

Décès

— Ambert.
M. Jean BANIERE, avocat honoraire, Ses enfants et ses petits-enfants, Les familles Baslez, Balme, Nierat, Pellet et Arnould, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean BANIERE, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

appelé à Dieu le 31 août 1983 dans sa quatre-vingt-troisième année.

Les obsèques auront lieu le samedi 3 septembre, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean d'Ambert.

Selon la volonté du défunt, ni fleurs ni discours.

— M. Nouvelot.
M. Coix et ses fils, Les familles Goix, Legleye, Tournier, Hurteaux, Manière, Et leurs amis, ont la douleur de faire part du décès de

docteur Paul GOIX, chirurgien,

survenu dans sa cinquante-sixième année, à Fontenay-sous-Bois, le 21 août 1983.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

— L'association Noël pour la Pologne a la grande tristesse d'annoncer la mort de

Nina IWANSKA, ancienne déportée de la Résistance polonaise,

le 21 août 1983 à Nîmes.

[Arrivée par la Gestapo en Pologne en 1941, Nina Iwanska a été déportée au camp de concentration de Ravensbrück, où, avec soixante-cinq de ses jeunes camarades polonaises, elle fut prise de force pour servir de cobaye humain dans la série d'expériences pseudo-médicales d'un SS de haut rang, le professeur Gohlhardt, titulaire de la chaire d'orthologie de l'université de Berlin.

Rélibérée en France après la guerre, elle eut la chance de rejoindre son pays natal, la Pologne, où elle put réintégrer son travail de la « opération » qu'elle avait suivie.

En décembre 1980, elle rassembla ses dernières forces pour l'envoi en Pologne le premier envoi massif de vivres et de médicaments, en réunissant des personnes comme la déportée Andrzej Dlugosz, l'abbé Pierre et Geneviève de Gaulle-Anthonoz, elle-même ancienne déportée de la Résistance.]

— Pertuis-Lourmarin.

M. Jeanne Coulin, Parents et amis, font part du décès de

M. René MOUREAU, né Marthe Coulin,

Les obsèques ont eu lieu à Lourmarin le 25 août 1983.

— Aimez-vous les uns les autres comme je vous ai aimés.

Ev. Jean, chap. 15, v. 12.

Naissances

— M. Mario-Thérèse Oswald, à Fribourg.

Les familles Oswald, Germain et Zraggen, en Suisse, Ainsé que les familles alliées et les amis, ont le profond plaisir de faire part du décès de

Jean OSWALD, écrivain,

leur cher beau-fils, neveu, cousin et ami, que Dieu a rappelé à lui le 26 août 1983, à l'âge de quarante-sept ans.

Les obsèques seront célébrées à Paris le lundi 5 septembre 1983, à 16 heures, en l'église Saint-Séverin, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu le même jour au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

55, rue Saint-Jacques, 75005 Paris. Belle-Croix 9, 1752 Villars-sur-Glâne, Suisse.

— Les familles Straram et Marrast ont la douleur de faire part du décès de

M. Emrich STRARAM, ancien président-directeur général du Théâtre des Champs-Élysées, ancien directeur de la bibliothèque musicale de la Maison de la radio,

survenu le 28 août 1983 à l'âge de quatre-vingts ans.

On se réunira à 16 heures le vendredi 2 septembre 1983 au cimetière de Passy (Paris-16°).

3, rue Théodore-de-Banville, 75017 Paris.

— M. Hugues Valetas, son épouse, Franck et Eric Valetas, ses fils, M. Jean Debiesse, sa mère, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la disparition brutale, le 10 août 1983, de

M. Amick VALETAS, né Debiesse,

à l'âge de quarante-deux ans.

— M. et M. Alain WORMSER, Julien et Olivier, ont la douleur de faire part du décès de

Benjamin,

endormi dans la paix de Dieu, le 30 août 1983, à l'âge de six mois.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans la plus stricte intimité.

2, rue du Bois-de-Boulogne, 92210 Saint-Cloud.

Anniversaires

— Le 31 août 1976, notre fils Vincent CAZES trouvait la mort.

— Je reçois un coup qui retentit encore dans ma vie, car à chaque heure il trouve un écho.

Balzac.

— Il y a deux ans, le 1^{er} septembre 1981,

René de BISSY

était enlevé à l'affection de ses siens. Une pensée est demandée à tous ceux qui gardent son souvenir en union avec les masses célébrées à Bissy-Chambéry, Cavallière et Paris.

— Nina.
Le 29 août 1981 nous quittait

François FAURE, agrégé de l'Université.

Que tous ceux qui l'ont connu et estimé aient une pensée pour lui.

Messes anniversaires

— En souvenir du deuxième anniversaire de la mort de

Nicolas RUDELLE

périé en mer à l'âge de quinze ans, une messe sera célébrée mercredi 7 septembre, à 18 heures, en l'église de Lion-sur-Mer (Calvados).

Communications diverses

— Le Consistoire israélite de Paris annonce que la cérémonie des déportés sera célébrée le dimanche 4 septembre 1983, à 11 heures, en la grande synagogue, 44, rue de la Victoire, Paris-9, en présence des plus hautes autorités civiles et militaires, sous la présidence de

M. René SIRAT, grand rabbin de France.

Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

UNE SÉLECTION

HEBDOMADAIRE

spécialement destinée à ses lecteurs résidant à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

NOMINATIONS

M. MICHEL MELOT REMPLACE M. RENÉ FILLET A LA BIBLIOTHÈQUE DU CENTRE GEORGES-POMPIDOU

M. Michel Melot a été nommé directeur de la bibliothèque publique d'information du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (B.P.I.), en remplacement de M. René Fillet, qui occupait ces fonctions depuis 1977.

[M. Michel Melot, trente-neuf ans, est archiviste paléographique et conservateur de première classe de bibliothèque. Dès sa sortie de l'École des chartes, il est entré au département des estampes et de la photographie de la Bibliothèque nationale et a été nommé directeur de ce département en 1981.

Il a successivement dirigé l'atelier de restauration, puis le service de conservation de documents, où il a mis en place un atelier de microfilmage et constitué une banque de données.

En 1982, il a été chargé par M. Jack Lang d'un rapport sur la conservation et l'exploitation du patrimoine photographique de la France.]

Des bouquins par milliers ! LES CLASSER, LES RANGER ?

RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES

Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODIQUE

avec le spécialiste LEROY FABRICANT

qui a fait ses preuves « le Monde » du 29-3-1978

266, avenue de Maine, 75014 Paris. Tél. : 540-57-40 (métro Aline).

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir assistant-réalisateur script-girl monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)

Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris

Tél. 874.65.94

Documentation M sur demande

billet

Prière d'admirer

La rentrée littéraire est l'occasion de lancer sur le marché de la lecture une brassée de récits nouveaux, parmi lesquels les amateurs guetteront avec avidité ceux qui, peut-être, sont marqués au coin du génie (ou plus modestement du talent). Pêche miraculeuse, où il s'agit de dénicher les merveilles cachées au creux des pages. Cette tâche de développement montre bien que, selon une croyance répandue, la valeur littéraire est une qualité propre du récit, un attribut de l'œuvre qui demande à être reconnu.

Toutefois, cette façon de voir ne correspond peut-être pas tout à fait à la réalité, comme l'explique le sociologue Claude Leforge, disciple de Pierre Bourdieu, dans un essai sur la Valeur littéraire. Selon lui, le récit existe d'abord par la façon dont il est mis en circulation et par l'usage qu'en fait le type déterminé de lecteurs auquel il est destiné. Le nom de l'écrivain, la collection, la présentation même du livre orientent celui-ci vers telle ou telle catégorie de consommateurs, de critiques, de médiateurs. Sa carrière dépend de sa position dans la hiérarchie des genres littéraires, qui va des plus « élites » et des plus élitistes (poésie et littérature d'avant-garde) aux plus populaires (policier, espionnage ou roman sentimental).

Selon le genre auquel appartient l'ouvrage, l'attente du public est tout à fait différente : alors que le lecteur populaire recherche dans un livre un plaisir et une détente, lui demandant d'être le plus fidèle possible à son étiquette (un SAS ou un Harlequin doivent d'abord ressembler à un SAS ou à un Harlequin), le lecteur intellectuel recherche, au prix d'une certaine lecture, l'ennui, pouvant être le compagnon du plaisir — la petite dévotion qui marque l'originalité, la rupture, la nouveauté radicale de l'écriture. Il s'indignera moins à l'histoire qu'à son ton et à l'écriture. En même temps, par cette lecture savante qui saura situer le livre dans le champ de la littérature, il le sauvera de l'obscurité, il le fera exister.

Si tout le monde écrivait...

Ainsi, ce qu'on appelle la « valeur littéraire » ne serait rien d'autre que le discours qui accompagne cette rencontre conjonctuelle entre un récit et un lecteur de la deuxième catégorie, évoquée plus haut. Discours autoritaire qui classe l'œuvre, lui fournit des références et une généalogie la fait entrer dans l'olympus des dieux — ou des demi-dieux — entreprend de la célébrer, et désigne ses lecteurs possibles. La critique savante, résume Claude Leforge, est une mise en demeure d'admirer.

Si nous allons jusqu'au bout de ce raisonnement, la valeur littéraire n'est pas dans l'œuvre. Elle ne réside ni au temps ni à l'espace. Nous pouvons, sous l'influence de telle mode littéraire, nous intéresser à une œuvre exotique ou ancienne, mais c'est au prix d'un détournement qui ne laisse plus subsister grand-chose de sa fonction originelle. « Le plaisir ou l'ennui causé à un lecteur de 1912 par un livre écrit en 1612 est presque un pur hasard », écrit Valéry dans tel quel.

La valeur littéraire est un code, qui permet aux gens avertis de se reconnaître de tendre de se brouiller et surtout de se distinguer des non-initiés. Claude Leforge fait observer que la fuite en avant vers l'avant-gardisme et l'herméisme n'a jamais été aussi grande que depuis que les progrès de l'instruction ont permis à un plus grand nombre d'avoir accès à la lecture : c'est qu'il faut maintenant battre le fossé entre les happy few et les autres. Comme disait encore Valéry : « Si tout le monde écrivait, qu'en serait-il des valeurs littéraires ? »

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

* LA VALEUR LITTÉRAIRE, FIGURATION LITTÉRAIRE ET USAGES SOCIAUX DES FICIONS, de Claude Leforge. Fayard, 354 pages, 29 francs.

Voyage à travers les romans

Avec ses mœurs, son climat intérieur, l'économie de ses passions, la géographie de ses rêves, la politique de ses pensées, chaque roman peut être considéré comme un pays. De même, chaque roman peut se visiter comme une des provinces de l'imagination.

Joeyane Savigneau a commencé, et continuera de se promener parmi les romanciers de la rentrée et parmi leurs livres. Voici son premier carnet de voyage. Il associe Alphonse Boudard, Jean Echenoz et Suzanne Jacob.

Alphonse au « café du pauvre »

À l'ON idée d'envoyer une femme voir ce vieux macho d'Alphonse ? Pour commencer une promenade par un opéra avec lui, il faut savoir que, face à Boudard, « les gonzesses » n'ont qu'à bien se tenir. Et pour peu qu'on ait lu son dernier livre, le Café du pauvre, l'histoire de ses amours de l'immédiat après-guerre, c'est carrément de la perversion. A moins qu'il ne s'agisse de la perversion des hommes, ceux qui jurent par la libération des femmes et les mépris radicalement — on s'est attrapé la nostalgie de la vieille école, du solide, du « macho » (prononcé à la manière Boudard).

Dans le livre, pour ce qui est du « mec » authentique, vous allez être servis. « Belles lectures attentionnelles », comme vous noterez Alphonse. Car le « café du pauvre » ne désigne ni le lieu ni l'endroit de la vie que vous imaginez, mais, selon le Petit Simolin illustré par l'exemple, « des ébats amoureux suivis immédiatement du déjeuner : dans sa carrière sous les toits, cette brave même avait fait à Milo une tarte de première. Correct, Cécile offrait à son tour le café du pauvre ».

A son retour de guerre, le jeune Alphonse n'avait pas le sou, rien à manger, mais du désir à en exploser. Ce qui le « travaillait », c'était les femmes. Tout simplement le sexe au départ. La belle vitale, le rut, le fringole. Veuillez m'excuser d'être comme ça brutal, chères lectrices, je ne veux pas vous raconter de l'énervé pour le seul plaisir, n'est-ce pas ?

De fait, il ne maquille pas ses besoins sexuels en problèmes existentiels. Odette, sa marraine de guerre, catholique plutôt coincée, se montrant visiblement trop timide, il trompe

Evidemment, on peut raisonnablement penser que si on s'engageait dans un débat sur le féminisme on mattrait à jour quelques divergences. Après l'avoir écouté expliquer, avec sincérité, que dans son enfance « c'étaient les femmes qui avaient le pouvoir, puisque, à la campagne comme chez les prolétaires, elles tenaient les cordons de la bourse » et que « maintenant elles ont parfois troqué le vrai pouvoir contre des apparences », on le surprend à admettre que chez lui, il est « le patron ». — « mais c'est parce que je suis un mec autoritaire ».

Les silences d'Echenoz

Au moins d'est-il pas de ces hommes qui ont « compris » les femmes, et assinent un discours exempt d'un réel intérêt pour elles. Il reconnaît simplement « ne pas avoir beaucoup de contacts avec les filles des jeunes générations », « ne pas bien savoir ce qu'il en est », « car vous savez, les femmes d'avant la pilule et celles d'après, on n'a rien à voir. Tout a changé et l'on est tous prisonniers de ses héritages. Moi je suis un homme d'avant ». Il s'avoue tranquillement « gourmand de femmes ». « Je crois qu'on voit toujours sa vie dans les yeux des femmes. J'aime bien ce que disait Albert Simanin : tu verras quand tu ne rencontreras plus le regard d'une femme, là tu seras vieux ». Il n'aimait sans doute pas s'entendre dire qu'il est... attendrissant. Et pourtant...

Décidément, ils choisissent tous l'anonymat des cafés pour se « faire passer sur le gril », comme dit Alphonse. Jean Echenoz aurait même, a priori, préféré ne pas venir du tout. On l'imagine mal dans le rôle

indiens, mais le morceau de must-que, « un thème que tous les musiciens de jazz ont dans la tête, thème difficile, sorte d'éliminatoire ».

Du jazz, qu'il a fallu imposer aux parents — « J'avais douze ans et j'ai été, ma dernière heure arrivée — nous sommes passés au cinéaste Wim Wenders, et à Paris — Il est très important que ce livre se passe à Paris ; j'aime cette ville, je l'ai traversée à pied, plusieurs fois ». Jean Echenoz a plus vraiment de plaisir à la conversation.

Il confie même, sans affectation, que son premier roman le Méridien de Greenwich (Minauit, 1979), a été un total désastre commercial : « J'étais ennuagé pour l'éditeur, mais moi je n'étais pas vraiment blessé. J'étais content d'avoir fini ça. J'avais porté mon manuscrit dans beaucoup de maisons, j'étais content que plusieurs aient répondu favorablement, content d'être publié. Tout cela ne m'a pas empêché de me remettre au travail. Mais je n'ai pas donné ce que j'ai écrit entre le Méridien et Cherokee. Je n'en suis pas satisfait ».

Disons-le, le Méridien de Greenwich s'est vendu à peine à mille exemplaires. Si le même sort devait être réservé à Cherokee, les médias et les lecteurs n'auraient pas de quoi être fiers.

A la recherche de Laura

Sur les traces des personnages-enquêteurs d'Echenoz, on se prend aisément au jeu de la recherche de Laura Laur, étrange femme qui a donné son nom à un livre plaisant. Serait-elle, cette petite brune qui prétend s'appeler Suzanne Jacob, être l'histoire de son roman, être née, comme Laura, à Amos, au nord-ouest du Québec ? Sans doute que non.

Laura, personne ne peut la découvrir. Son signalement même est imprécis. Sur le point d'être reconnue, elle disparaît au elle meurt. Peut-être même n'existerait-elle pas, sauf comme signe d'un moment de crise dans la vie de chacun des protagonistes du récit, comme obsession, comme question.

Suzanne Jacob ne fait pas tant de mystères. Sauf sur son âge, « pas par coquetterie de femme, mais parce que par l'âge on est classé dans une catégorie à laquelle on n'appartient pas forcément ». Drôle, coriace, se riant d'elle-même, elle aime à se raconter, avec son joli rictus d'accent québécois : ses parents et leurs sept enfants, son grand-père originaire de l'Aveyron, des études qui l'ennuyaient, une année passée à Montpellier — « on était venu de chez nous en cargo », — la naissance de son fils (il a dix-sept ans) ; le théâtre, le « nomadisme », le retour au Canada, le départ vers l'Ouest — les Rocheuses, — le chômage, la petite maison d'édition menée au Québec et, par-dessus le marché, un premier roman, Flore Cocco, publié en 1978 à Montréal. Tache à-tout ? Instable ? Débordante d'énergie ? Suzanne Jacob ne choisit pas.

Il y a longtemps qu'elle s'amuse à s'inventer des histoires et à les offrir aux autres. Elle en faisait des petits livres qu'elle coustait ou reliait elle-même, avant de les envoyer comme cadeau à ses amis. Même Flore Cocco d'abord été un cadeau de Noël pour quelqu'un. « Mais avec Laura », il s'est passé quelque chose de différent. Pour la première fois quelqu'un, Jean-Marie Borgeix, du Seuil, a eu un type de lecture qui a tant changé. Grâce à lui j'ai accompli un véritable travail sur mon texte, j'ai accédé à un autre stade d'écriture ».

Heureuse de ce premier livre publié en France, elle oscille entre l'euphorie et l'inquiétude, passant d'un « j'aime plutôt lire » un peu trop jovial à un furtif « j'aimerais que Laura » soit... réchauffée par beaucoup de lecteurs ». Elle attend que cette histoire, racontée sans chercher l'effet, sans se « pousser du col », soit aimée, simplement, comme elle a été écrite.

JOSEYANE SAVIGNEAU

* LE CAFÉ DU PAUVRE, d'Alphonse Boudard, La Table ronde, 277 p., 87 F.

* CHEROKEE, de Jean Echenoz, Les Éditions de Minuit, 247 p., 59 F.

* LAURA LAUR, de Suzanne Jacob, Le Seuil, 181 p., 65 F.

le feuilleton

A LA LOTERIE D'AUTOMNE

« Cherokee » ou les fenêtres sur cour de Jean Echenoz

VOICI donc ouverte la loterie annuelle qui, en France comme nulle part, rythme la vie littéraire et prétend trier ses recrues.

Le système ne perturbe pas seulement le commerce du roman, il en vicié l'inspiration. Il existe désormais un style de fiction écrite pour plaire aux quatre ou cinq jurys qui décident des révélations de l'automne. L'attente du public et la nécessité profonde du texte comptent moins que les goûts présumés des jurés.

Outre sa date de perdition, l'ouvrage « primeable » se reconnaît à ses premières pages. Par des références à la mode, une certaine connotation de bon aloi ou des incipit abrupts, on repère le débutant décidé à ce que les arbitres du milieu parient à son sujet d'un bon nouveau, d'une voix, bref, comme dit une couverture sur trois, d'un « écrivain » en train de naître.

DES dizaines de premiers ou de deuxièmes romans dégringolés sur nos tables, j'ai retenu Cherokee, parce que l'auteur, Jean Echenoz, ne fuyait pas en vue des lauriers d'automne. Il suit son petit bonhomme de chemin, et nous y entraîne, sans éblouir ni chiquer, parfois même en prenant le risque de décontenancer, d'horripiler, le lecteur.

par BERTRAND POIROT-DELPECH

D'Echenoz, on a pu lire, en 1979, le Méridien de Greenwich. Est-ce une impression due à la couverture, les Éditions de Minuit ayant abrégé l'essentiel du nouveau roman des années 80 ? Ce coup d'essai m'a laissé le souvenir d'un exotisme d'esprit expérimental contraire à la spontanéité, donc aux séductions naturelles.

Cherokee échappe à l'empois intimidé des premiers livres. L'humanité intaropie qui peuplent déjà le Méridien de Greenwich, Echenoz revient sans complexe et en fait son signe distinctif : détectives mixtes et mythiques, gagne-petit jaunés par l'électricité de leurs bureaux sur cour, engraisés par leurs circuits de banlieusards lunatiques. Si les rapprochements ne coïncident pas aux jeunes dont on les gratifie, je dirais que les personnages d'Echenoz rappellent à la fois ceux de Marcel Aymé et de Patrick Modiano.

Comme le Vaunon ou Boulevard de ceinture, Cherokee se situe de l'autre côté des beaux quartiers et des loggias à poutres apparentes façon art nouveau se déroulent la majorité des romans français contemporains. Sans populisme facile, nous nous retrouvons dans les arrière-cours qui ont fait le gloire du cinéma français des années 30-40, entre le Cirque d'hiver et l'Élysée-Grande, là où les cris et les odeurs s'échangent d'un étage à l'autre, où les doigts collent à la rampe.

VOUS dire ce qu'il advient au juste à Georges Chave et à Fred, aux enquêteurs ringards de la société Benedetti, l'en serait bien incapable. L'intrigue de Cherokee emprunte aux « polars » américains leur complication négligeable et vite effacée de la mémoire. Impossible, en revanche, d'oublier tel récit d'immeuble ou d'hospice, telle volière à perroquets, les cubes gris où les villes modernes du monde entier pétrissent des millions de destins à l'identique. Echenoz est un fameux paysagiste, au point. Qu'il prenne le métro aérien, qu'il fasse halte dans un restaurant, ou qu'il suive un grand entrebâtement dans le planque des Basses-Alpes, il a l'art de pénétrer le décor, d'en inventer les armatures cachées, les équilibres et les chaos secrets. Ça faisant, Echenoz remet à sa place d'honneur l'environnement, comme on dit maintenant, le réseau de matières et de formes qui nous entourent l'âme, ce cadre qui a eu tant d'importance à la haute époque du roman et sur lequel les auteurs français font l'imposée depuis quelques générations, sinon pour répéter platement que « c'est l'enfer ».

Les historiens de bientôt pourront consulter Cherokee pour savoir l'effet que faisait aux hommes de 1983 la fouille de courtoises et de jardins puants où le progrès les a parqués. Aucun roman récent ne m'a suggéré, comme celui-ci, l'absurdité motta d'un bouchon sur un périphérique...

L'INTÉRÊT de cette poursuite cocasse aux marges de la ville et de sa population est mieux que documentaire. Le réalisme d'Echenoz ne va pas sans poésie. L'amour et le jazz y jouent leur partie subtile. Comme dans Fantôme d'une puce, de Braudaud, fâcheusement oublié l'en dernier par les sélections officielles, la recherche éperdue d'une femme absente tient lieu de lumière sur fond de crapulerie maladroite et de ténèbres. Devant la misère matérielle et physique, on dirait qu'une pitié à la russe sauve ces déchets abouliques et goguenards. Mais on n'est pas là, dans un roman, pour se demander ce qui rachète les gens, ni les requiem.

On lira Cherokee pour un dernier motif qui se fait rare : on y rit. Libérés du terrorisme universitaire, les auteurs de fictions restent tributaires d'un préjugé tout français selon lequel le comique ne fait pas aussi riche et bien dans le tableau que le haut tragique, ne serait-ce que parce qu'il se prête moins à l'exégèse. Du moins, quand ça rit, c'est en coin, dans le clin d'œil hyper-culturel pour érudits. Avec Marcel Aymé, déjà cité, Echenoz partage la verve comique des zinzins. Ses vagabonds ont le grabuge fraternel et mariol. Au plus sombre de leurs errances, ils gardent l'instinct du saugrenu, la fantaisie moqueuse des bons vivants. Leurs dialogues en monosyllabes témoignent du peu qu'ils ont à se dire, mais qui se dit encore, et vertement.

Nous voilà enfin hors des alcôves intellectuelles où le roman savant s'étend. Echenoz nous offre cet exotisme : une visite-éclair dans le « bon genre » telle qu'elle a gagné les trains-savantes des périphéries en temps de crises économiques et morales ; une faune enlignée dans la manière, quadrillée, mais douée d'une fantaisie repousse, inédite.

* CHEROKEE, de Jean Echenoz, Éditions de Minuit, 247 p., 59 F.

« Il serait temps que Donleavy devienne best-seller en France ».

MATHIEU LINDON

LE NOUVEL OBSERVATEUR

j.p. donleavy

le destin de darcy dancer gentleman

roman/denoël

portrait

Lewis Mumford et les villes

● L'autobiographie d'un « homme de la Renaissance »

Né en 1895 à Flushing, près de New-York, Lewis Mumford est un cas dans le domaine scientifique et littéraire du vingtième siècle. En effet, sans grandes universités, il a reçu par la suite les plus hautes distinctions internationales, a été professeur et conférencier dans les plus importantes universités, avant de devenir membre honoraire des principaux instituts d'architecture et de planification urbaine.

A l'ère de la spécialisation, il reste essentiellement, sur le plan de la connaissance, un esprit encyclopédique, un « homme de la Renaissance ».

A quatre-vingt-huit ans, il vient de publier le premier volume de son livre autobiographique, *Sketches from Life* (1).

D'ORIGINE anglaise et allemande, Lewis Mumford a connu une époque fort mouvementée par des découvertes artistiques et scientifiques, qui ont complètement changé notre conception de l'Univers et notre sensibilité : théorie de la relativité, radiation atomique, cubisme, freudisme et toutes les formes de littérature issues de Joyce. Alors qu'on identifiait, progressivement, avec l'effacement et le changement avec refus du passé, Mumford échappa aussi bien à l'optimisme des technocrates d'après guerre qu'à l'effacement intellectuel provoqué par le souvenir de l'holocauste.

Un biologiste et sociologue écossais, Patrick Geddes, exerça une influence décisive sur sa formation. La lecture des ouvrages de ce dernier poussa Mumford à s'intéresser de plus près aux études régionales et urbaines. Patrick Geddes forme, avec les humanistes victoriens, une famille de pensée à partir de laquelle Mumford bâtit son œuvre : vingt-sept livres et plus de mille articles, qui auront, à leur tour, une influence considérable sur des générations d'architectes et d'urbanistes.

Il est difficile de faire un choix parmi tant d'ouvrages importants. Citons ceux qui lui tiennent le plus à cœur : *Arts and Techniques* (2), dont il dit : « Ce livre a été écrit lorsque mon esprit était le plus riche. » Il définit dans cet ouvrage les relations entre l'homme et la machine, entre ses impulsions et la poussée technique. Un autre ouvrage, particulièrement éloquent, *Green Memories* (3) retrace la vie de son fils Geddes, mort au combat en 1944 à l'âge de dix-neuf ans. Dans *City through History* (4) — pour lequel il a reçu en mars 1962 le National Book Award — Mumford déplore « le déracinement et la solitude spirituelle de la cité envahissante », et il conclut : « La mission finale de la cité est de façonner la participation consciente de l'homme dans le processus historique et cosmique. »

Un biographe et sociologue écossais, Patrick Geddes, exerça une influence décisive sur sa formation. La lecture des ouvrages de ce dernier poussa Mumford à s'intéresser de plus près aux études régionales et urbaines. Patrick Geddes forme, avec les humanistes victoriens, une famille de pensée à partir de laquelle Mumford bâtit son œuvre : vingt-sept livres et plus de mille articles, qui auront, à leur tour, une influence considérable sur des générations d'architectes et d'urbanistes.

Un réfractaire

Les architectes et les urbanistes d'aujourd'hui devraient se pencher avec attention sur l'œuvre de Mumford, car la netteté de ses vues de synthèse ouvre le chemin de l'avenir. On a oublié que, durant la seconde guerre mondiale, alors que ses livres se lisaient sous le manteau, des urbanistes ont cherché dans ceux-ci de nouvelles structures pour la cité. Sa perception des forces qui motivent les événements humains, son importance comme critique d'architecture, pourraient à elles seules justifier sa notoriété, mais il n'est pas seulement, aime-t-il à répéter, « un historien qui identifierait les styles sans en expliquer la signification » : son analyse tient toujours compte du contexte social. L'attitude de Mumford se rapproche d'une certaine morale rusiniennne car, selon ce citoyen du monde, « l'art et l'architecture sont là pour nous apprendre, non pas des théories abstraites, mais des vérités sur nous-mêmes et notre condition d'homme ». Comme le dit si justement Martin Filler (5) : « Le regard d'ensemble que Lewis Mumford porte sur des disciplines diverses... en les enrichissant les unes par rapport aux autres, lui réserve une place unique dans le domaine de la littérature. »

Lewis Mumford est réfractaire dans le sens où Kropotkine l'entendait, réfractaire aux influences extérieures, réfractaire à ses propres instincts. C'est l'histoire de cette bataille gagnée qu'il nous livre dans *Sketches from Life*, clé de voûte parfaite d'une grande carrière.

GHISLAINE P. LEBURGUE.

- (1) *Sketches from Life, The Early Years*, avec seize croquis de l'auteur. Dreyfus, New York, 1982.
- (2) Harcourt 1961.
- (3) Harcourt 1947, réédité par Greenwood Press 1973.
- (4) *La Cité à travers l'histoire* (traduction publiée aux Éditions de Seuil, 1964).
- (5) Dans *Architectural Record*.

LE FOU PARLE

N° 25 - 24 F



(Couverture : MICHEL PARRE)

EN VENTE PARTOUT
à 33, rue Saint-André des Arts 75006 Paris

AVEC :
Artaud, Mark Brusse, Cardon, Sylvio Caster, Jacques Collard, Jean-Claude Chéris, Norman Clevett, Jean Demétry, Jean-Pierre Énard, Michel Gracile, Émile Hanika, Jean-Luc Henric, Roland Jaccard, Kertou, Guy Kerproux, Gilbert Lenoir, J.M.S. La Cluse, Marcel Maréchal, Jacques Maurier, Sylvio Miron, Marcel Morand, Olivier O. Olivier, Robert Pinget, Jean-Claude Pons, Michel Polak, Poussin, Manuel Rancourt, André Rueland, Morgan Sportes, John Taylor, Tancu, Jacques Thévoz, Roland Topor, Hélène Tran, Christian Zaimet, etc.

LE FOU PARLE s'inscrit dans l'œuvre de BALLAND.

Je désire recevoir une documentation sur LE FOU PARLE.

NOM : _____

ADRESSE : _____

A retourner aux Éditions BALLAND, 33, rue Saint-André des Arts, 75006 Paris.

la vie littéraire

Amours tarifées

Personne ne conteste la nécessité d'une information honnête du consommateur. Pourquoi, s'est dit Alain Picaud, ne s'étendrait-elle pas à ces consommateurs honteux et souvent déçus que sont les clients du trottoir ?

Né jeune pas les pères la poudr : tout homme a été, est ou sera un jour un client. Un jour de solitude, de curiosité, d'ennui ou d'épanouissement, si l'on veut se chercher de mauvaises excuses. Dès lors, mieux vaut s'épargner du temps et de l'argent en suivant le... *Guide (Picaud) des filles de Paris* (Garnier éditeur, 170 p., 65 F.).

Il y a d'autant moins à faire le dépit que ce guide Picaud réunit d'être la pour le seul plaisir de la lecture. C'est même son agrément essentiel. On n'est guère intéressé lorsqu'on apprend que « des filles noires, non testées » (par le guide), se tiennent boulevard Ney devant les établissements Calabrese ; ou que de « jeunes Françaises, style populaire », attendent en voiture devant la caserne du boulevard Beaubien les troufions en retard d'affection.

Mais notre luron connaît admirablement son sujet et ses adresses. Il le proclame, et professe avec beaucoup d'humour son goût pour ces amours franchement vénales. Vingt-deux ans d'expérience avouée, ce n'est pas rien. Tirer de cette fréquentation assidue un livre qui joint, selon la formule, l'utile à l'agréable, c'est mieux encore.

JACQUES CELLARD.

Zola à Damas

La francophonie, en Syrie, n'est pas une a séquelle du Mandat français, entre les deux guerres mondiales. Elle fut dans ce pays le vecteur de la modernité au dix-neuvième siècle et

— paradoxalement — l'un des outils de la renaissance littéraire arabe. Il en est resté, chez les intellectuels syriens, un goût prononcé pour le roman français du siècle passé. Jamel Chehayed, né dans le djebel Druze en 1942, illustre parfaitement cet héritage. Enseignant au département de français de l'Université de Damas depuis 1974, il vient de publier deux essais en arabe remarqués au Proche-Orient : le *Structuralisme génétique et Roman et épopée* de publier dans notre langue une solide étude comparative sur la conscience de l'histoire chez Émile Zola et le célèbre romancier égyptien contemporain, Naguib Mahfouz. Ce dernier, dont on a la en français *Passage des mirages* (Bibliothèque arabe, 1973) est d'ailleurs surmonté le Zola du Nil.

Issu d'une thèse de troisième cycle à Paris-II et d'une centaine d'articles de littérature comparée, l'ouvrage de Jamel Chehayed est précédé avec verve par Émile qui écrit notamment : « Au moment où de soi-disant « nouveaux philosophes » ne font que rebâtir un apollinisme hypocrite, il me paraît salutaire, salutaire, qu'un citoyen syrien, courageux et intelligent, rappelle à ces petits messieurs, à ces trop habiles et plus encore versatiles Solers, que l'on ne saurait étudier à fond quelques œuvres littéraires que ce soit en occultant les conditions socio-économiques et l'idéologie dominante — traversées politiques y comprises, la cas échéant — dans lesquelles son auteur baignait quand il la produisit. »

J.-P. P.H.

* Jamel Chehayed, *La Conscience historique dans le Roman-Macabre d'Émile Zola et Naguib Mahfouz*. Librairie des lettres et des arts, Damas, B.P. 4849, Maisonnave et Larose, 15, rue Victor-Costa, Paris.

Jules Renard et Jean Jaurès

En date du 15 mai 1899, Jules Renard note dans son *Journal* : « Je suis le mortier qui s toujours, hâte ! le petit mot pour rire. » Ce *Journal*, il a commencé à le tenir en 1887, à l'âge de vingt-trois ans. Il en a fait un exercice de lucidité, de laconisme et d'humour. Il a poursuivi sans répit le mot juste. « Le mot juste ! Le mot juste ! Quelle économie de papier le jour où une loi oblige les écrivains à ne se servir que du mot juste ! » (22 novembre 1894.)

La peur de l'émotion, la peur d'être dupe, la peur de ne pas paraître suffisamment intelligent, voilà qui explique, selon Henry Bouillier, cet usage constant du periphrase, même à l'égard des hommes que Jules Renard respecte le plus, comme Jaurès (1), dépeint dans le *Journal* sous l'aspect d'un « professeur de quatrième qui ne serait pas égrégé, ou du gros commerçant qui mange bien... » « A une de ses plaisanteries, il rit trop, d'un rire qui descend des marches et ne s'arrête qu'à terre. »

La très fine étude d'Henry Bouillier : *Jules Renard, l'homme qui prit peur*, est publiée dans la *Revue d'histoire littéraire de la France* (mai-juin 1983, édition Armand Colin).

ROLAND JACCARD.

(1) Calmann-Lévy a publié, récemment, une anthologie des œuvres de Jean Jaurès, présentée par Louis Lévy, préface de Madeleine Rébryloux (314 pages, 69 F.). Signalons aussi la réédition de *Jaurès* de Léon Blum : *Pour être socialiste* (édition Jammick, 80 pages, 62 F.).

au fil des lectures

Romans

Au voisinage de la mort

L'année dernière, un tapage intempestif avait accompagné la parution du premier roman d'Olympia Alberti. Un *Journal* ira, de sorte qu'on s'est acharné sur ce livre aux odeurs asiatiques et aux échos sensoriels. Il est à noter que la sérialité n'aurait guère guère son deuxième roman. Une mémoire de mort, qui mène une lecture patiente, une réflexion à froid, un respect éloigné de l'agitation. Les premiers pages se voient une fois de plus difficiles à franchir, car la romanesque y propose tout son éventail de fulgurantes fin de siècle. Puis, peu à peu, on découvre non seulement un domaine bien à elle, mais aussi une sorte d'éthique originale, qu'elle ne doit à personne.

Clara, la quarantaine, se sait atteinte du cancer. Au lieu de s'affaler ou de se résigner, elle décide de faire de sa fin un moment exemplaire, empreint de dignité. Il ne semble pas que cet effort lui pèse. C'est qu'elle a passé de longues années en Asie : le passage au néant lui sera doux, elle le veut, elle le sait et elle n'en dément pas. Sa première décision est de tenir les autres à distance, qu'ils appartiennent à son présent ou à son passé. Yvanick disparu, Ben et Sacha, mari, amant ou fils, rejoignent une zone de la béatitude. Ils vivent, mais dans le souvenir ou l'abstraction.

Ce principe acquis, il convient de se parler et de parler aux autres sans attendre de réponse. Clara écrit un journal et monologue devant des bandes d'enregistrement. Son existence devient un exercice verbal. Cette confiance dans le mot, elle l'a toujours gardée : elle a écrit, en prison, le poème à la fois capable de remplacer un être. A ce compte, la souffrance et l'agonie se transforment en ascèse : sans doute en ce l'aspect le plus nouveau de l'auteur.

Nourrie de Tagore et de Kipling, rappelant Marcel Schwob et le Cide des *Nourritures terrestres*, Olympia Alberti fait entendre une voix étrange. On l'a crue artificielle et outrée, on peut lui en entrevoir la vraie substance.

ALAIN BOSQUET.

* UNE MEMOIRE DE SANTAL. Olympia Alberti. Albin Michel, 204 pages, 65 F.

La tristesse d'un vieux « rocker »

« La seule chose dont je suis sûr aujourd'hui, à quatre minutes avant de mourir, c'est que le rock c'est de la culture et que, pour en faire, il est plus drôle d'être cultivé. »

Fast Freddy, manque de chance, a accepté de jouer avec Jacky Space, un petit mec agressif, et son groupe, Vaisseau fantôme. Alors ses exigences, du genre éviter le bruit pour le bruit, les fausses notes, et le look obligent (le grand méchant look),

GENEVIEVE BRISAC.

* UN ROCKER DE TROP, de Paul Fournel, Balland, « L'Instant romanesque », 101 p., 39 F.

Poésie

La révolte de Paul Nougé

Des mots à la rumeur d'une oblique pensée clôt la publication, par l'Age d'homme, des œuvres essentielles de Paul Nougé (1895-1967), qui fut, avec ses amis Camille Coenans,

Louis Scutenaire et René Magritte, une des plus vives figures d'un surréalisme belge, qu'on n'en finit plus de redécouvrir.

Ce dernier volume (1) reprend, pour l'essentiel, des opuscules introuvables et des textes parus dans des revues, comme les *Œuvres complètes* et le *Fait accompli*.

Ce poète voyait dans Lautréamont un « acrobate » qui avait réussi à dominer ses fantasmes en opposant la poésie de la culture à celle de la séduction. « L'hygiène de la volonté pure » qu'il déclinait dans les *Chants de Maldoror*, Paul Nougé s'appliquera à la mettre en pratique dans sa vie et ses écrits.

« Les parties que j'ai perdues, je suis maintenant que ce sont celles-là mêmes que j'ai pu meules gagner », avouait cet auteur, qui déjoua tous les pièges et toutes les dupes de la vie littéraire pour, simplement, rester fidèle à ce qu'il écrivait, en novembre 1926, aux surréalistes français : « Nous sommes l'esprit de révolte qui se refuse, qui démentement se refuse aux conditions qui lui sont faites. »

PIERRE DRACHLINE.

(1) Les volumes précédents s'intitulaient *L'expérience continue* et *Histoire de ne pas lire*.

* DES MOTS À LA RUMEUR D'UNE OBLIQUE PENSÉE, de Paul Nougé, collection « Lettres différentes », éd. l'Age d'homme, 116 p., 75 F.

en bref

● LA BIBLIOTHÈQUE SAINT-JOHN. JEUNESSE. D'Amberrilliers organise un concours de textes pour enfants à partir des langues suivantes : arabe, bengali, berbère, créole, espagnol, italien, portugais, serbo-croate, tatar. Pour connaître le règlement, écrire à la Bibliothèque Saint-John, Porte Jaurès, 2, rue E.-Poisson, 93300 Aubervilliers (jusqu'au 1^{er} octobre 1983).

● POUR LES PRESSES DE LA RENAISSANCE, la rentrée littéraire est marquée par le lancement d'une nouvelle collection : « Romans ». Sous la couverture, qui sera étonnamment celle de tous les ouvrages — même nuls, avec le sous-titre d'un mot et le titre en rouge — viennent de paraître les *Grands Éléments*, de Frédéric Millaud, premier roman de l'auteur de *Tartarines de la défense* (Hachette, 1980), et *Une mort très particulière*, de Nicole Adrienne.

Chaz Calmann-Lévy, Daniel Apruz, Grand Prix de l'Humour noir en 1982, publie son sixième roman, *Médées-voies des arbres*, Daniel Deleury, lui aussi son sixième avec *Éléments de la vie*, et Alain Abadie son cinquième avec *Voilà l'ennemi*, *Phonème à tête d'oiseau*. Un seul nouveau venu : Jean-Louis Chénard, avec *Les Deux Diables*.

● ERRATUM. — Contrairement à ce que nous avons écrit dans « Le Monde des Livres » du 26 août, c'est Daniel Benoit (et non Robert Housset) qui assurera la mise en scène d'*Autant en emporte le vent* à la Comédie de Saint-Etienne dans l'adaptation de Georges Soria (Gallimard).

en poche Le grand art de Tynianov

TYNIAOV est certainement l'un des meilleurs écrivains de la brillante génération russe qui, née peu avant le siècle, ne devait pas survivre à la terreur stalinienne. Critique d'avant-garde, il se réfugia dès la fin de la seconde décennie dans le roman historique et écrit son chef-d'œuvre : le *Mort du Vazir Moukhtar*. Les trois récits, maintenant réunis en édition de poche, sont de cette même période et de cette même veine.

Trois empereurs et trois époques y sont reflétés dans le miroir déformant de l'absurde : Pierre le Grand mourant et transformé en statue de cire — Une majesté en cire — cependant que sa sœur, Catherine, devient impératrice, partage le pouvoir entre ses amants et réclame le trône au Cabinet des curiosités ; Nicolas I^{er}, qui, dans l'*Adolescent-miracle*, surprend deux soldats entrant dans un estaminet et mobilise l'empire pour les retrouver, mais se heurte bientôt aux commerçants de l'alcool, lesquels exhibent sa maîtrise pour obtenir que l'empereur oublie l'affaire ; Paul I^{er}, à demi-fou, auteur volontaire de l'histoire authentique et restée célèbre du Lieutenant Kijé, né d'une faute d'orthographe d'un scribe et que la tsar eusse en Sibérie, grâce, mariée à une dame d'honneur, fait monter en grade, de telle sorte que le personnage meurt général sans avoir jamais existé.

Mais ceux qui l'entourent existent-ils davantage ? Le grand art de Tynianov réside dans sa manière de représenter une réalité singulièrement haute en couleur, riche en événements, forgée par l'histoire, et qui se dérobe pourtant sous les pieds ou le regard de ses maîtres que la pourvue a rendu à tous.

JEAN BLOT.

● LE LIÉUTENANT KIJÉ, de Iouri Tynianov, traduit du russe par Lily Dore, Gallimard, « Folio », 238 p., 26 F. De même auteur : le *Désobéissant* et le *Mort du Vazir Moukhtar* (Folio-Gallimard).

● PARMI LES RÉÉDITIONS : des nouvelles de Robert Masi : *Trois femmes*, suivi de *Notes* (Le Seuil - Points, Traduction et postface de Philippe Jacquot) ; le *Discours de la servitude volontaire* de La Botte (G.F. Charpentier, introduction, bibliographie, notes par Simone Goyard-Fabre, professeur à l'université de Caen) ; *Idées d'Alain* (Flammarion, coll. « Champs ») ; le *Nationalisme français*, 1871-1914. Textes choisis et présentés par Raoul Girardet (Le Seuil - Points).

● Signalons aussi un guide très utile dans cette période de crise : *Comprendre les théories économiques*, de J.-M. Albertini et A. Sibon. Deux volumes (Le Seuil - Points).

Vient de paraître

Religion

JOHN SAWARD : *Dieu à la folie*. — Une enquête sur les mystères chrétiens qui ont vu la religion comme un amour fou. (Le Seuil, traduit de l'anglais par Marie Tadié, 316 pages, 75 francs.)

Romans

GENEVIEVE GENNARL, *Les Portes du palais*. L'histoire d'une ascension sociale au dix-neuvième siècle, dans un climat d'irréalité et de fantastique. (Julliard, 215 p., 60 F.)

FRANÇOIS COUPRY, *La Vie ordinaire des anges*. Qui sont Je, Toi et Nabucco, qui kidnappent à Rome en 1982 une vingtaine de bébés, qu'ils emmènent avec eux, dans une fusée, vers d'autres galaxies ? Entre le conte de fées et l'opéra, la bande dessinée et la science-fiction, un roman qui cherche à répondre avec humour à la question fondamentale : comment naissent les dieux ? (Laffont, 344 p., 75 F.)

Autobiographie

ROGER VRIGNY : *Sentiments distingués*. — Un retour vers le passé, le témoignage d'un homme en quête des moments essentiels de sa vie, l'expérience intime d'une génération, celle qui eut vingt ans en 1940. (Grasset, 221 p., 62 F.)

réclits

Anne Bragance, ou la discrétion

EST-ON encore une petite fille à quatorze ans ? Vanessa, en tout cas, voudrait le rester. Non qu'elle trouve très supportable cet état d'attente où elle est, ce « piétement de la vie » tout pareil, dans ses incertitudes, à l'attente du déménagement qui, chez ses parents, la fait cohabiter depuis des mois avec certains et certaines : une espèce de mort dans la vie.

Le provisoire n'a rien de gai. Mais que sera la suite, avec ces réunions de famille, chaque année, pour l'anniversaire de la grand-mère, où les adultes étaient, sans s'en douter, leur sœur, leur mère, leur père ? Faudra-t-il, comme eux, prendre la pose béate, un jour, pour la photo de circonstance au fond de façade à glycine et de rancœurs rentrées ?

On dînait. On va dîner. On a dîné. Le temps passe de projets minuscules en assourdissement de rien. Ça n'en finit pas. Est-ce que c'est là, être adulte ? Est-ce que c'est là, le sens de l'existence ? Et s'il y a autre chose à faire, d'autres voies, qui montrera la route, qui indiquera comment choisir entre tous les possibles ? A qui demander conseil et sur qui prendre appui ? A

qui, surtout, se raconte, dire cette angoisse qui monte, ce dégoût qui étreint la gorge comme une peur ?

Un jeune ménage vient de s'installer dans la maison d'an face, pour les vacances. Tout le portrait, lui, de Hardy Krüger et, connaissance faite, le même fraternelle gentillesse qu'on imagine au héros de tant de films. Faute de courage pour parler à Vincent des peines, plait-il à l'habitante, Vanessa se met à écrire au sosie cinématographique de son voisin : une vingtaine de lettres que leur destinataire na recevra pas, mais qui auront permis à l'adolescente de passer le cap et, frôlant le danger en toute innocence, de devenir ce qu'elle se refuse à être : une femme. On songe au *Portrait d'Elaine* à quatorze ans de Věra Lábuda, mais la délicieuse pointe de vice en moins, ce vice ingénu de la détresse d'une adolescente (la réplique de Vanessa), que ses parents ne voient pas souffrir, trop occupés d'eux-mêmes ; dix pour peindre la déraison d'un destin vaué, dans l'ombre, d'un autre, glorieux, et qui a sombré. Et ce petit chef-d'œuvre : « Comme d'habitude », où le lecteur recompose,

naïve, de l'angélisme fallacieux trop souvent attachés aux romans de l'enfance. Tout est dans le style. Un cristal qui laisse entrevoir, comme par magie, la complexité marécageuse de la vie.

Dix-neuf nouvelles du même auteur jouent sur ce dernier des surprises, dix-neuf nouvelles bouclées, brodées en quelques pages, à partir de ces futilités dont est fournie la vie, ou de ses tragédies secrètes. Ecrites entre janvier 1978 et novembre 1982, ces récits ont pris le temps de se parfaire sans rien perdre de la fraîcheur qui brûle dans les œuvres durables. Deux ou trois mains réussies peut-être (« Baptême », « Terrorisme en herbe », « La reine dort sur le dos »), mais c'est affaire de goût ; d'autres les trouveront superbes.

Cinq faillites pour crier tout bas la détresse d'une adolescente (la réplique de Vanessa), que ses parents ne voient pas souffrir, trop occupés d'eux-mêmes ; dix pour peindre la déraison d'un destin vaué, dans l'ombre, d'un autre, glorieux, et qui a sombré. Et ce petit chef-d'œuvre : « Comme d'habitude », où le lecteur recompose,

après coup, le drame de deux êtres liés et déliés par la folie, l'implacable méchanceté de la vie et d'irrésistibles tendresses.

Des thèmes, repris, signalent les obsessions du moment, transfigurées : l'enfance ratée ou perdue, l'homme auquel il ne faut pas toucher parce qu'il appartient à une autre, l'ignominie des ragots, bavardages et autres calomnies, l'avenir en suspens.

En pleine maîtrise d'un art spécifique et qu'elle aime, Anne Bragance nous donne là un festival de ses manières, l'humour et la désolation en sourdine, le quiproquo ou l'insolite surgis au moment des larmes naissantes. Elle conduit ses nouvelles à la façon de Tchekhov, jouant sur l'allusion et les silences, le dénouement ouvert, presque toujours, sur quelque chose de plus déchirant ou de plus intense que ce qui avait été formulé : Anne Bragance, ou la discrétion.

GINETTE GUITARD-AUVISTE.

* L'ÉTÉ PROVISOIRE, d'Anne Bragance, 173 p., 65 F. (Mercure de France). * LE DAMEUR DE LA REINE, nouvelles, 170 p., 65 F., même éditeur.

histoire littéraire

Joubert, ou la passion de la perfection

Risquons le paradoxe. L'actualité de Joseph Joubert s'impose à proportion de la fréquence qu'il nous fait en 1983 le cadeau de textes en partie inédits, rassemblés sous le titre d'écrits 1779-1821 et présentés de façon éclatante par Remy Tesson (Nizet, 1982). L'ouvrage justifie, si besoin est, le plaisir pris à tracer le portrait d'un homme, dont tous ceux qui l'approchent ont vanté l'élévation de caractère et de style. Son ami Molé voyait en Joubert une autorité morale, un maître à penser, capable de lui adresser (en 1804) cette admirable déclaration : « Je m'intéresse encore plus à votre bonheur qu'à vos succès et plus encore à votre vie qu'à vos livres. »

et prend assez son temps pour être encore du nôtre. A telle enseigne qu'à la fois grand et méconnu il nous fait en 1983 le cadeau de textes en partie inédits, rassemblés sous le titre d'écrits 1779-1821 et présentés de façon éclatante par Remy Tesson (Nizet, 1982). L'ouvrage justifie, si besoin est, le plaisir pris à tracer le portrait d'un homme, dont tous ceux qui l'approchent ont vanté l'élévation de caractère et de style. Son ami Molé voyait en Joubert une autorité morale, un maître à penser, capable de lui adresser (en 1804) cette admirable déclaration : « Je m'intéresse encore plus à votre bonheur qu'à vos succès et plus encore à votre vie qu'à vos livres. »

fait ommen en 1809 - conseiller ordinaire - et inspecteur d'académie. Il sera mis à la retraite avec pension en 1815. La mort le prendra à Villeneuve-sur-Yonne le 4 mai 1824.

Connaître Joubert, on le peut, certes : une œuvre purement introspective, une correspondance et les témoignages de proches permettent un portrait approfondi et affiné de l'homme. Il y a comme un jeu d'échos qui se prolongent entre les pages magiques des *Mémoires d'outre-tombe* et les éléments d'autobiographie qui ouvrent les *Pensées*. Le leitmotiv de Chateaubriand : « M. Joubert manquera éternellement à ceux qui l'ont connu », « Joubert a disparu », « Joubert n'est plus », fait mesurer quelle amitié admirative lia les deux écrivains. Albert Thibaudet rend bien compte de leurs rapports quand il présente cet « *ami et guide de Chateaubriand, avec une vocation irrésistible vers le scrupule et le silence* ». Sous la plume de « René », Joubert, qui « avait une prise extraordinaire sur l'esprit et sur le cœur », accède à sa complexité vertueuse : « Sa grande préoccupation était au calme et personne n'était aussi troublé que lui : il se surveillait pour arrêter ces émotions de l'âme qu'il croyait nuisibles à sa santé, et toujours ses amis venaient déranger les précautions qu'il avait prises pour se bien porter, car il ne pouvait s'empêcher d'être ému de leur tristesse ou de leur joie : c'était un égoïste qui ne s'occupait que des autres. » Ainsi, sous l'apparence sérénique et studieuse se cache un être plein d'angoisses comme un témoin des âges de l'humanité peiné par lui-même : « Mon âme habite un lieu par où les passions ont passé : je les ai toutes connues... Quand mes amis sont borgnes, je les regarde de profil ; ou plus loin... Qui n'est jamais digne n'est pas ami. » Car, écrit Joubert, « quand on aime, c'est le cœur qui juge ».

faire leur profit : « Je voudrais m'offrir la sagesse, c'est-à-dire la sagesse en maximes, en proverbes, en sentences faciles à retenir et à transmettre. Que ne puis-je décrire et ébaucher du langage des hommes, comme une monnaie altérée, les mots dont ils abusent et qui les trompent ! Des esprits aussi différents que Ponge et Cioran ont pu négliger cette leçon. Avant bien d'autres, Joubert annonce, à la fin des siècles classiques, un bouleversement dans la hiérarchie de facultés créatrices : « L'imagination est l'œil de l'âme ».

Les œuvres de ce croyant curieux, attentif et perspicace auront longtemps et lentement cheminé vers la lumière. Mais Joubert avait su très tôt le secret de la postérité : « Excellence, et tu vivras ».

SERGE KOSTER.

* JOSEPH JOUBERT. ESSAIS 1779-1821, édition présentée par Remy Tesson, Nizet, 260 pages, 107 F.

« C'OMBIEN j'aime les esprits de second ordre (Joubert, entre tous) qui, par délicatesse, vécurent à l'ombre du génie des autres et, craignant d'en avoir, se refusèrent ou leur ! » Ainsi s'exprime Cioran dans *Syllogismes de l'amerlume*. Il met en lumière, d'un trait affecueux et fulgurant, la personnalité et la situation d'un homme estimé, méconnu, énigmatique.

A l'encontre du cliché figé de Joseph Joubert dans l'effacement valétudinaire de la vieillesse, on reconnaît aujourd'hui une existence où les événements aventureux ne manquent pas. Il est né en 1754 à Montignac-le-Camte (Périgord), dans une famille bourgeoise qui comptera treize enfants. Son enfance scolaire se déroule à Toulouse, chez les Pères de la doctrine chrétienne. Alors que sa vocation ne dépasse pas le stade du noviciat, il exerce jusqu'en 1776 le professorat dans leur collège de l'Esquille. En 1778, il quitte la province pour Paris. Là, introduit dans les milieux littéraires et philosophiques dont il partage les idées avancées, il est que quelques semaines de Diderot et de toutes des relations et des amitiés avec Fontanes, Marmontel, Laharpe, d'Alembert, Restif de La Bretonne ; on lui prête une liaison, entre 1784 et 1786, avec l'épouse de ce dernier. Ses projets et ses travaux journalistiques ne lui procurent que de maigres ressources ; perfectionniste, il les mène rarement à leur terme.

« C'était un égoïste qui ne s'occupait que des autres ».

Un an avant la mort de son père, cruellement ressentie, 1789 survient, qui paraît marquer la coupure et la rupture de sa vie, ainsi qu'il l'indique dans son journal : « La Révolution a chassé mon esprit du monde réel en me le rendant trop horrible » (25 mars 1802). Pourtant, c'est elle qui lui fournit une fonction, celle de juge de paix à Montignac, où il officie en 1791 et 1792, jusqu'à sa démission causée par des excès qu'il reproche. En 1793, il épouse Mlle Moreau de Bussy, chez qui il s'installe, près de Villeneuve-sur-Yonne. Le château de Passy devient une de ses résidences principales. Dès 1774, il accueille Pauline de Beaumont, futur grand amant tragique de Chateaubriand. Celui-ci a raconté dans *Mémoires d'outre-tombe* comment, à son retour d'émigration au printemps 1800, il fait la rencontre de l'homme qui va désormais figurer dans une très belle constellation du sentiment : « Fontanes me mena chez lui, me présenta à sa femme, et me conduisit ensuite chez son ami, M. Joubert, où je trouvai un abri provisoire (...). Ils forment, avec Mme de Beaumont, une société amicale et polie, qui cultive, de façon éclairée, les valeurs traditionnelles et retrouvées ».

La dernière carrière de Joubert est due à Fontanes, grand maître de l'Université sous l'Empire et qui le

Le génie des Pharisiens

Une exégèse des textes les plus énigmatiques du Talmud.

L'Écrit de l'exil, qui vient d'être traduit en français pour la première fois, constitue la plus extraordinaire tentative, issue du monde juif traditionnel, pour défendre et illustrer l'Aggadah du Talmud (1).

En pleine Renaissance, le Maharal de Prague (1523-1609) (2) commence une œuvre monumentale à l'âge de soixante ans, pour faire apparaître le génie de la vision pharisaïque. Et il entreprend exactement le contraire de ce qu'on fait la plupart des défenseurs du Talmud pour valoriser les récits (Aggadah) de cet océan tant de savoir tant de sagesse : au lieu de retenir les textes les plus édifiants, il prend le parti d'expliquer les passages les plus incongrus et les plus scandaleux, ceux qui ont valu aux pharisiens les injures souvent répétées des chrétiens, qui les accusaient d'être des esclaves de la lettre, de rester trop attachés à la chair et de ne pas l'être assez à l'esprit.

Le Puits de l'exil n'est pas un ouvrage de propagande, qui voudrait plaire à un public cultivé ; il fait partie de ces livres autour desquels on vit quotidiennement, dans les écoles talmudiques, le combat acharné et ininterrompu de l'étude ; il est une pièce capitale de la bibliothèque des yeshivot (collèges où le Talmud est enseigné). Ses thèmes sont nombreux, mais on peut en distinguer trois principaux : la sexualité, traitée comme dimension métaphysique essentielle de l'homme, Israël et les

civilisation

Divorce à l'israélienne

Un roman cruel d'Avraham Yehoshua

EN 1979, avec *L'Amant* (1), roman consacré aux non-personnages, à la construction audacieuse, le public français découvre un nouvel écrivain israélien, Avraham Yehoshua. Dans un recueil de nouvelles (2) publié une année plus tard, celui-ci confirme ses qualités d'analyste raffiné. Son troisième livre - qui vient d'être traduit en français - le désigne comme un des grands romanciers d'Israël.

Quel beau livre, ce *Divorce tardif*, quel livre terrifiant ! Il gèle, il irrite car l'auteur s'acharne à démontrer avec précision la mécanique secrète des amours et des haines, à peindre leur glissement progressif vers l'ultime déchirure, vers la décomposition et la mort. L'histoire commence d'une manière anodine : un grand-père et son petit-fils languent un bébé dans un appartement de Tel-Aviv. Très vite, cependant, le lecteur se trouve entraîné vers cette frontière imprécise qui sépare la « normalité » de la folie affirmée.

Qui est fou ?

Yehuda Kaminka, le grand-père en question, est un Israélien d'origine slave. Il a quitté sa femme qui souffre de troubles nerveux et qui avait tenté de l'assassiner. Emigré aux États-Unis, il s'éprend d'une autre femme, lui fait un enfant, décide de l'épouser mais doit tout d'abord rentrer au pays pour obtenir son divorce, un divorce bien tardif.

Voici donc pour Yehuda, revenu en Israël après une longue absence, un temps retrouvé : sa famille, deux fils, une fille, une bru et un gendre, des petits-enfants. Bien sûr, il y a aussi sa première femme, Noëmi,

qui déraisonne dans un asile psychiatrique à Haïfa. C'est un étrange univers, mais peu à peu le lecteur s'y installe, le comprend, s'y attache. La fille de Yehuda, Yael, a épousé un avocat brouillon et bruyant. Assa, le fils aîné du père revenant, est chargé de cours à l'Université. Il a épousé Dina, une belle jeune femme aux velléités littéraires, qui lui fait peur, qu'il ne sait pas aimer. Ils n'ont pas d'enfant. Hormis le silence, ils ne peuvent partager que des éternelles maladroites. Tavi, le fils cadet, est un homosexuel qui aime trop l'argent. Un vieux banquier père de famille, perdu, malhabile et croyant, se traîne à ses pieds sans espoir.

L'irruption parmi eux de ce père établi dans les lointaines Amériques bouleverse tous. Sa présence agit comme un catalyseur puissant. La vie de chaque membre de cette famille - comme les autres - prendra un chemin différent... Pendant qu'il se fil des journées la cérémonie du divorce s'organise, la relation difficile entre Yehuda - « sein d'esprit » et Noëmi, son épouse internée, évoluera progressivement pour aboutir à l'explosion finale et fatale, à la dernière et tragique interrogation : qui est fou ?

La construction de cette oraison pour un divorce est tout aussi hardie que celle du précédent roman de Yehoshua. Dans chacun des neuf chapitres qui composent ce travail d'orfèvre, chaque héros se raconte et réfléchit les autres, tel un miroir. Malgré de nombreux retours en arrière, malgré une brève projection dans un moment postérieur aux événements, malgré l'optique différente de chaque personnage, la ligne du récit est parfaitement maîtrisée. Dans la transparence grise d'une fin d'hiver israélienne, enveloppés des odeurs chaudes qui baignent les villes du Moyen-Orient, nous entendons parfois la petite musique de la mer au fond de la baie de Haïfa.

EDGAR REICHMANN.

* *UN DIVORCE TARDIF*, d'Avraham Yehoshua, roman traduit de l'hébreu par Guy Senechal, Calmann-Lévy, 325 pages, 89 F.

science-fiction

Bonnes nouvelles de demain

Le jeu de la littérature tient en effet une grande place. La nouvelle dite « à chute » a fait la gloire de la S.F. anglo-saxonne. Les nouvelles de Gene Wolfe, pourtant tout américain, ne tombent pas : elles s'envolent. Et les personnages, que l'on n'oublie pas, a'en vont pour laisser à l'arrière des archives éternelles une existence qui ne regarda personne, pas même les lecteurs. C'est l'envers de la mort... De beaux textes lourds et lents, d'une originalité profonde, dont la qualité littéraire, très soutenue, ne trouble pas la lecture. *Sept nuits américaines* est un bijou littéraire d'époque (Louis XV ?). Les *Cailloux d'un autre monde*, belle histoire de voyage dans l'espace, prend un air de Clarke ou d'Asimov. L'auteur étend les dernières lignes pour nous dérouter. C'est bien du Wolfe... Les éditions Denoël ont publié trois volumes d'une trilogie célèbre aux États-Unis qui nous révèlent la face sombre de Gene Wolfe : *L'ombre du bourreau*, la *Griffe du diable* et *L'épée du lecteur*. (*L'île du docteur Mort* et autres histoires, de Gene Wolfe, Robert Laffont, 420 pages, 89 F.)

Une première édition de la Grande anthologie de la science-fiction a été publiée en 1974 par le Livre de Poche. La deuxième série, réunie et présentée par Jacques Gaimard, Demetris Iokimidis et Gérard Klein, est en cours de publication. Elle compte déjà cinq volumes : *Histoires de Voyages dans l'espace*, de la *Fin des temps*, d'*Envahisseurs*, *Parapsychiques* et *Divines*. Chaque volume est introduit par une préface sur le thème. L'ensemble vise à donner un tableau complet de la science-fiction anglo-saxonne du troisième quart de siècle, véritable âge d'or du genre. Les « grands classiques » y sont légion. Citons l'inoubliable *Boulevard Alpha Rhaps*, de Cordwainer Smith (*Histoire de la fin des temps*), le *Père truqué*, qui a fait découvrir Philip K. Dick aux lecteurs français vers 1956, la *Sentinelle*, nouvelle de A.C. Clarke dont fut tiré le scénario de *2001 l'Odyssée de l'espace*... ces deux textes dans les *Histoires d'Envahisseurs*. Les récits de lecture moderne sont naturellement plus rares. A signaler *Neuf vies*, d'Ursula K. Le Guin (*Histoires Parapsychiques*) et les *Miroirs de la mer*, de Gregory Benford (*Histoires d'Envahisseurs*). Restent une vingtaine de volumes à paraître : une éternité de belles et bonnes lectures. *Grande anthologie de la science-fiction*, édition la Livre de Poche, chaque volume environ 450 pages, 22 F.)

Il faudra bien se résoudre à mourir seul ! Nous dit Jean-Pierre Andrevon en huit nouvelles et sur tous les tons. « Peut-être ne suis-je pas mort, après tout, médita le narrateur d'Alpha, un des récits les plus typiques du recueil. Peut-être suis-je un vivant qui rêve sa mort, ou alors un mort rêvant qu'il est vivant encore. Je ne sais pas. Mais si je suis vivant, mon seul espoir est de mourir enfin pour que cesse la douleur » (p. 55). Ce manifeste est un condensé d'une des œuvres les plus sombres de toute la science-fiction. Avec Andrevon, les jeux obsessionnels d'Eros ne font pas oublier longtemps les ravages de Thanatos. Superbement écrit. (Il faudra bien se résoudre à mourir seul, de J.-P. Andrevon, éditions Denoël, 224 pages, 28 F.)

Univers, après une longue carrière trimestrielle, est aujourd'hui une anthologie annuelle, animée par Joëlle Wintrebert, qui confronte à travers leurs derniers récits les auteurs anglo-saxons et les auteurs français. Impression générale : un certain classicisme est sans doute, actuellement, la meilleure façon d'être moderne en S.F. Univers 1983 est un recueil foisonnant. J'ai remarqué, entre autres, *Retour à la vie*, de Michael Bishop, la *Vallée des escenseurs*, de Sylviane Corjat et Bruno Lecigne, et *Diffère quelque temps ton bonheur céleste*, de Somtow Sucharitkul. (Univers 1983, édition J'ai lu : 416 pages, 16 F.)

MICHEL JEURY.

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre. Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle 4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat. Notre contrat habituel est défini par l'article 49 de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

des livres pour l'été...

Aujourd'hui, Pierre Belfond
vous propose son dernier livre pour l'été:

SERGE BRAMLY LA DANSE DU LOUP



"La Danse du loup, ce titre sibyllin cache le livre le plus original de la moisson d'automne et un jeune premier de nos lettres qu'on n'a pas fini de lire."

MICHEL BOUË
(L'Humanité Dimanche)

"Un orfèvre."

ANNE PONS
(Le Point)

"On imagine bien le film qui pourrait être tourné à partir de ce livre. Certaines images rappelleraient le Décaméron de Pasolini."

DOMINIQUE AUTRAND
(La Quinzaine littéraire)

"Avec La Danse du loup Serge Bramly rejoint le peloton de tête où figurent les quinze meilleurs livres de l'année."

HERVÉ BAZIN
(Le Journal du Dimanche)

"C'est un savoureux roman. La fable est belle, subtilement et insolemment détaillée."

FRANÇOIS NOURISSIER
(Le Figaro Magazine)

"Après Bradbury, Bramly s'est attaqué à ce qui constitue, peut-être, le sujet des sujets romanesques: il a écrit un livre sur les livres."

PATRICK THÉVENON
(L'Express)

"Quel spectacle! Quel tourbillon! Étonnante et prodigieuse sarabande."

BERNARD GENIÈS
(Le Monde)

"Brillant, raffiné, érudit, ce roman bouillonnant flatte l'intelligence et la curiosité. Le regard de l'écrivain mué en historien se satisfait fort bien d'une écriture très descriptive qui dresse une fresque-gigogne sur un grand écran."

GILLES PUDLOWSKI
(Paris-Match)

"Serge Bramly nous fascine parce qu'il abrite dans sa tête cette sœur ennemie de la mémoire: l'imagination."

PIERRETTE ROSSET
(Elle)

"La Danse du loup est beaucoup plus qu'une fresque de la Florence de Savonarole: c'est un récit finalement inquiétant, car le réel et le savoir laissent pointer ici leur envers fantastique, dans la tanière des faux-monnayeurs de l'histoire et autres bretteurs de l'humanité. Méfiez-vous de Bramly, ce maquignon chafoin de nos bibliothèques!"

ANDRÉ CLAVEL
(Les Nouvelles littéraires)

"Bramly possède une fraîcheur batailleuse, une technique sûre. La pureté de son style enchante."

GÉRARD HUMBERT-GOURY
(Le Nouvel Observateur)

Serge Bramly

LA DANSE
DU LOUP

roman



belfond

PRIX DES LIBRAIRES 1983

belfond

حکذا من الاصل

Le Monde

culture

TÉMOIGNAGE

La double foi de José Bergamin

Après la mort de José Bergamin (le Monde du 31 août), l'écrivain Carlos Semprun-Maura, qui l'a bien connu, évoque l'itinéraire politique et intellectuel d'un homme qu'on connaît mal parce qu'il a été peu traduit (1).

Malraux m'a nommé fantôme en ce château... aimait à dire José Bergamin, logé, lors d'un de ses exils parisiens, dans les combles d'un monument historique du Marais. Je trouvais là sa silhouette frêle, vêtue, son profil d'oiseau en cage. Je l'ai connu de tout temps - mon père était son ami - et il m'a toujours semblé que les années passaient sur lui, sans laisser de traces, comme si, de « vieux », il était par cela même, immuable. Mais voilà que la main de neige - a fini par le rejoindre.

Aimer les paradoxes à l'excès, cet écrivain catholique, admirateur de Maritain, choisira en 1936 non seulement le camp républicain, mais ce qu'il y avait de pire en son sein : les communistes. Son long « compagnonnage de route » ira très loin, jusqu'à le conduire à cautionner de sa plume et de sa signature les mensonges staliniens contre le POUM.

Il m'a fait parler pendant des heures, pour que je lui explique pourquoi j'avais quitté le P.C.E. en 1956. Je citais, en vrac, le XX^e congrès du P.C.U.S. - la révélation, pour moi, du Goulag - les insurrections hongroises et polonaises, tout ce qui nous a, bien tardivement, ouvert les yeux. Il hochait la tête : « Tu as peut-être raison. Mais il n'était nullement convaincu. Nullement.

En fait, ce n'est que dans les toutes dernières années de sa vie qu'il avait pris ses distances avec les communistes et était même devenu fort critique à leur égard. Aussi n'est-ce par pur hasard, ni par amour des côtes cantabriques, qu'il a choisi de finir sa vie au Pays basque. C'est parce qu'il était sincèrement convaincu que les « choses importantes » se passaient là-bas. Comme si, pour vivre, il avait besoin d'une double foi : outre sa foi chrétienne, une foi politique, « révolutionnaire ». Les communistes l'avaient déçu, il avait reporté sa passion politique sur l'ETA-militaire. A chacun ses lubies.

Aujourd'hui que des prêtres organisent des scissions staliniennes (eh oui !) au sein du P.C.E., aujourd'hui que les frontières semblent floues entre ce qui était traditionnellement la « gauche » et la « droite », on aura peut-être du mal à comprendre la singularité que représentait, pour un catholique espagnol des années 30, de choisir la « gauche ». Alors (heureux temps !), catholique était synonyme de réac - donc franquiste. - sauf, pratiquement, la poignée d'intellectuels réunis par Ber-

gamin autour de la revue *Cruz y Raya* (croix et trait, mais aussi plus et moins, affirmatif et négatif, toujours le goût des paradoxes et des aphorismes).

Fou de littérature

Mais ce n'est pas, je pense, la figure politique, sincère et contradictoire, de Bergamin qu'il faut garder au premier plan de nos mémoires, car ce « fou de Dieu » était aussi un fou de littérature, de culture. Ecrivain prolifique et polyvalent - poète, essayiste, auteur dramatique, - il laisse une œuvre importante, quoique inégale. Sa poésie, fortement inspirée par la poésie mystique espagnole et si limpide, curieusement, en comparaison de sa prose et de son théâtre, constitue, je crois, la part la plus essentielle de son œuvre.

S'il a été peu traduit, c'est peut-être parce que son écriture, baroque, étincelante, résiste farouchement à toute traduction. Mais sans doute a-t-il été, lui aussi, comme tant d'autres, Ramon del Valle-Inclán notamment, le plus grand de sa génération, à mon humble avis, et tout aussi difficile à traduire, victime de la figure d'homme du théâtre Garcia Lorca, trop souvent considéré, en France, comme l'unique.

Mais une chose est partie avec lui dans le néant : ses dons extraordinaires de conteur, de causeur, qui éblouissent son ami Malraux, parmi tant d'autres. J'allais souvent le voir dans son petit appartement madrilène - avant son départ pour le Pays basque, - un appartement d'étudiant, modeste, bourré de livres. Nous allions déjeuner dans une *tasca* voisine, où les garçons l'appelaient respectueusement « Doo Pepe » et je l'écoulais parler pendant des heures. De littérature, de politique, - jamais de Dieu, du moins avec moi, - même de tout, même, une autre de ses passions qu'il ne parvenait jamais à me faire partager. C'était, pour moi, comme un vieil oncle déginglité, mais toujours vif, railleur, intelligent. La toute pimpante démocratie l'avait déçu et nous nous gaussions de tous ces nouveaux démocrates de la veille au soir. Sans doute en espérait-il trop. Sans doute à tort. Il n'a pas toujours eu raison, ce cher Doo Pepe, mais au moins c'était au sens plein du mot un original.

CARLOS SEMPRUN-MAURA.

(1) Voir l'interview de Bergamin par Guy Suarès dans *Malraux, celui qui vient* (Stock, 1979).

CINÉMA

FESTIVAL DE VENISE

Revoir « Une étoile est née »

Revoir *Une étoile est née*, dans sa version intégrale de trois heures, est une expérience éprouvante au terme d'une journée chargée de projections : Judy Garland paraît vivre en direct sur l'écran sa propre tragédie.

Expérience passionnante parce que, derrière Judy Garland, c'est l'histoire d'Hollywood, de la fin d'Hollywood qui revit. Le scénario de Moss Hart, le mise en scène de George Cukor, ne trichent pas avec leur sujet : celui qui perd ne gagne jamais plus sur les rivages californiens. Ce fut le cas pour Eric von Stroheim, pour Orson Welles et, on le craint, pour Michael Cimino.

Une étoile est née fut tourné un an et demi après cette déclaration de Clark Gable, un jour à Londres, à la cantine du studio où il tournait les intérieurs de *Mogambo*, de John Ford : « L'ancien Hollywood que nous avons connu est en train de mourir ».

Venise a toujours eu l'art de mettre l'art avant le commerce, au risque parfois d'y laisser sa peau, comme après 1968. Les années écoulées, la Biennale nous a offert successivement la version reconstituée du *Ludwig* de Visconti, la version intégrale originale de *Heaven's Gate* de Michael Cimino (mais nous attendons toujours la distribution régulière de ce chef-d'œuvre), et cette année nous propose la version « restaurée » de *Une étoile est née* : hommage double, à un film important de l'histoire hollywoodienne, à George Cukor, le metteur en scène, qui avait été honoré l'an dernier d'un Lion d'or pour l'ensemble de son œuvre, à l'occasion du cinquantième anniversaire de la Biennale, Ronald Haver, directeur du département cinéma du Los Angeles County Museum, à assumer la principale responsabilité de ce travail, dont il décrit les péripéties, dans la dernière livraison de la revue *American Film* (numéro de juillet-août), l'organisme officiel de l'American Film Institute.

Lors de sa première à Hollywood, le 23 septembre 1954, dans sa version originale de trois heures, *Une étoile est née* connaît un énorme succès. Le film marque le retour à l'écran de l'enfant chérie du public américain, Judy Garland, après quatre ans de silence, une tentative de suicide en 1950, son divorce d'avec son second mari, Vincente Minnelli. Au cours des années 40, surtout pendant la guerre, Judy Garland et ses comédies musicales de la M.G.M. ont symbolisé, sinon une sorte de paradis perdu, du moins un monde en marge. Lancée véritablement avec *The Wizard of Oz* des 1933, Judy, connue en l'appelle affectueusement, incarne le dynamisme de la jeunesse dans plusieurs films au côté de Mickey Rooney (et d'abord dans *Babes in Arms*, montré

sur : on renvoie acteurs, techniciens, l'un après l'autre, les studios sont déserts.)

Le film annonce pratiquement l'avènement des « agents », ces intermédiaires qui ne connaissent en général que la réussite matérielle immédiate, la bonne combinaison financière, en ignorant la valeur humaine et créatrice des cinéastes. Le personnage joué par Jack Carson dans le film de Cukor est tout simplement féroce.

Le grand amour entre James Mason, l'étoile déclinante, et Judy Garland, l'étoile montante, donne au film sa force exceptionnelle : lui fait tout pour se rendre odieux à Judy Garland qu'il adore ; elle combat avec l'énergie du désespoir pour le sauver et sauver leur bonheur.

Les vingt-sept minutes manquantes ont été remises à leur place : vingt minutes de scènes en parfaite continuité, sept

autres étrangères, où le son normal s'inscrit sur des images fixes. Ces sept minutes se situent vers le premier tiers du film et créent la plus bizarre des distorsions. Ce n'est pas l'expérience totale du *Napoleon*, de Gance, reconstitué par les soins de Kevin Brownlow, c'est pourtant une dette dans l'histoire d'Hollywood. Warner condamne implicitement dans un carton préliminaire son propre vandalisme à l'égard du film original, il y a vingt-neuf ans.

Une seule réserve : il aurait fallu supprimer tout le long numéro musical intitulé *Born in a trunk*, entièrement tourné en l'absence de Cukor et contre sa volonté, qui déséquilibre en partie, mais en partie seulement, cette version originale. Ronald Haver, responsable de la restauration, présente à Venise, est entièrement d'accord avec ce point de vue. Car George Cukor seul ne fut jamais plus grand.

L. M.

George Cukor aurait-il approuvé ?

Juste après le *Magicien d'Oz*, et qui ressort ces jours-ci sur nos écrans. L'histoire d'amour entre Judy Garland et le public anglo-saxon atteint son apogée en 1944 avec *Meet Me in Saint Louis*, champion au box-office.

L'existence de celle qu'on aurait pu baptiser la patita fiancée du monde, du moins de l'Amérique, comme autrefois Mary Pickford, tourne à l'aigreur. Presque par le studio qui tient à exploiter jusqu'à l'os ses possibilités, Judy Garland paie son triomphe d'une extrême tension nerveuse. Elle achève son dernier film chez M.G.M., *Summer Stock* (1950), avec Gene Kelly, au prix d'une véritable torture physique et morale. Après son départ de M.G.M., elle se reconstruit une carrière dans des *radio shows*, puis sur la scène. Son apparition au London Palladium en 1951 est mémorable : le public anglais lui fait un triomphe, et elle connaît un égal succès à New-York.

Son troisième mari, Sid Luft, pense qu'il est temps pour elle de faire sa rentrée à Hollywood. Le véhicule choisi, un remake d'un succès de 1937, *Une étoile est née*, avec Janet Gaynor et Fredric March. C'est l'histoire d'une grande vedette hollywoodienne, Norma Maine (rôle tenu cette fois par James Mason, qui remplacera très vite Cary Grant, primitivement choisi) et d'une chanteuse de jazz dont il fera à son tour une star (rôle attribué à Judy Garland), alors que sa propre étoile commence à décliner.

George Cukor est chargé de diriger la nouvelle version. Il utilise le cinéscope, mis au point l'année précédente avec *La Tunique*. La tournage s'étend sur cinq mois, le budget passe de 2 à 5 millions de dol-

lars. Le film achevé, Warner Bros ajoute un numéro musical supplémentaire de vingt minutes, *Born in a Trunk*, dirigé par le chorégraphe Richard Barstow, avec lequel le metteur en scène n'aura rien à voir. Le film, un peu bâtarde, mais brillamment écrit par Moss Hart, se veut un solide mélodrame sans tout à fait abandonner les prestiges de la comédie musicale. Résultat inévitable avec une personnalité comme Judy Garland, dont toute la vitalité trouvait son expression achevée dans le chant. Quand l'ordre est donné de raccourcir le film d'une demi-heure, on passe outre à la suggestion de George Cukor de faire lui-même le travail, on taille à tort et à travers. Ce qui tombe principalement : la construction dramatique des rapports entre James Mason et Judy Garland, ainsi que deux chansons.

Lors d'une rétrospective Cukor, en 1973, Ronald Haver publie une brochure illustrée des documents prêtés par Cukor, le scénario, et une collection abondante de photos de tournage. Rudi Feir, vice-président de la Warner, fait entreprendre des recherches, en vain. Un jour, un ap-

prenti monteur de la Warner signale qu'il a retrouvé la bande sonore mixée, complète, de la version de trois heures et, quand la décennie 80 est désignée par l'American Film Institute « Décennie de la préservation », Robert Daly, chez Warner donne la feu vert à Ronald Haver qui se met à la tâche en 1982.

Au dépôt de films de la Warner, et dans les laboratoires new-yorkais où furent tirées les cent cinquante copies de la version intégrale, Ronald Haver ne trouve rien. A Hollywood, au studio Warner, il met assez vite la main sur la bande son complète de la copie originale. Il retrouve enfin vingt minutes d'images synchrones sur les trente disparues. La décision est prise, avec l'accord du studio, d'insérer des photos fixes de la collection Cukor là où ne subsiste aucune prise de vue. Liza Bechtold Blyth, spécialiste du cinéma d'animation, supervise ce délicat travail. Le tirage couleur à partir du négatif original est excellent, et le montage s'achève en suivant strictement le cahier de montage, également conservé.

La première projection de la version restaurée a eu lieu le 25 janvier 1983. La veille, George Cukor était mort.

LOUIS MARCORRELLS.

« LA JAVA DES OMBRES », de Romain Goupil

Les grands enfants perdus

Après *Mourir à trente ans*, son premier long métrage à la mémoire d'un compagnon de mai 1968, qui fut un véritable événement, Romain Goupil s'est lancé dans un récit de fiction où se retrouvent, pourtant, ses préoccupations idéologiques et cette espèce de fièvre des espoirs déçus dont il cherche, peut-être, à

guérir en filmant. *La Java des ombres* a été présenté au Festival de Locarno (le Monde du 12 août 1983). C'est l'aventure obstinée, désespérée d'un ex-citadin de mai 1968 devenu terroriste et qui, sorti de prison, va tomber dans une manipulation politico-policière, en voulant venger l'un de ses amis.

Le scénario ne se démarque guère de ceux de certains « polars » français aux intentions critiques quant aux abus de pouvoir tournés depuis une dizaine d'années (des films de Boisset au dernier Labro, par exemple). Sauf que l'action en est située, aujourd'hui, sous le gouvernement de gauche, où continuent, selon l'auteur, les rivalités des services secrets et autres, et les infiltrations fascistes.

Plus de rigueur dans la construction de l'histoire n'aurait pas nuï à cette œuvre, assez envoûtante cependant - si l'on sait s'accrocher aux images - par son atmosphère de détresse morale, d'errance qui conduit à la mort, dans des décors urbains « truqués » jour et nuit.

Chez Romain Goupil, tout est dans la manière de filmer avec fureur avec violence, un environnement social dangereux, implacable, pour les grands enfants perdus que sont Xavier (extraordinaire composition de Tchéky Karyo) et les deux femmes liées à son sort par deux formes d'amour. JACQUES SICLIER.

★ Voir les films nouveaux.

THÉÂTRE

« L'EXTRAVAGANT MISTER WILDE », de Raymond Gérôme

Le solitaire de Barneval

L'âme singulière d'Oscar Wilde est assez perceptible dans le très beau compte-rendu que nous a donné André Gide d'une visite qu'il a faite dans le petit village de Barneval, près de Dieppe, où l'écrivain anglais est allé s'isoler en 1897, quand il est sorti de prison.

Oscar Wilde parle de ses compagnons de prison, du suicide, de Dante, des enfants de Barneval. Ses paroles sont simples, transparentes. Comme aériennes. Elles expriment avant toute chose, sans le vouloir, une intolérable générosité. Cela au point que nous portageons, d'instinct, le regard, les pensées de cet homme, avec la conviction que cette alliance de bonté et d'esprit serait susceptible de dénouer, dans beaucoup de circonstances, des choses de la vie. Or, dans le même temps, dans chacun de ses points de vue, dans chacune de ses paroles, et jusque dans le timbre très particulier, comme « débrayé », de sa voix, que Gide fait bien entendre, Oscar Wilde se manifeste à nous comme absolument solitaire, comme un être qui ne peut en aucune façon s'assembler, s'articuler aux composantes de la vie de société et des idées qui courent. Exclusion mutuelle que Wilde montre du doigt lorsqu'il dit simplement à Gide, parlant de son incarcération : « Il fallait que cela finisse ainsi... cela ne pouvait plus durer ».

En janvier 1895, cinq mois avant la condamnation d'Oscar Wilde, André Gide l'avait rencontré à Alger. Wilde, dans un état de fatigue, nu d'excitation, n'énonçait que des plaisanteries, des paradoxes. « Vous avez mieux à dire que des plaisanteries », lui dit Gide. *Vous me parlez ce soir comme si j'étais le public. Vous devriez plutôt parler au public comme vous savez parler d'un ami. Pourquoi vos pièces ne sonnent-elles pas mieux ? Le meilleur de vous, vous le parlez. Pourquoi ne l'écrivez-vous pas ?*

Il semble que Raymond Gérôme ait voulu répondre à ce mouvement d'âme de Gide, quand il a imaginé la pièce qu'il joue aujourd'hui au théâtre de l'Œuvre : *L'extravagant Mister Wilde*. Raymond Gérôme se présente sur scène comme un Wilde qui a besoin d'argent, assez vite, et qui improvise une conversation publique, payante, à bâtons rompus.

C'est une soirée attachante, parce que Raymond Gérôme faufile dans le texte beaucoup de propos passionnants, inattendus, de Wilde, pris à gauche, à droite dans ses livres ou ailleurs, mais peut-être surtout parce que les spectateurs seront fascinés par la conduite de Raymond Gérôme lui-même. Son jeu est comme transcendé, et dédoublé, par la conscience active de Wilde : il y a

quelque chose qui ressemble à un effet d'optique inversé, nous ne savons plus si Raymond Gérôme joue la comédie, ou fait semblant de la jouer. Voici ce tout cas un merveilleux acteur.

Raymond Gérôme a eu raison de ne pas faire de l'homosexualité d'Oscar Wilde, rêvée ou imaginaire, l'axe essentiel de la pièce. Ce qui est personnel à Wilde, ce n'est pas l'homosexualité, c'est, là encore, cet art irrévocablement solitaire, unique, de vivre le mariage, la paternité, l'amitié, sans que cela coïncide avec des règlements admis.

André Gide dit d'ailleurs que lorsqu'une « persistante rumeur », vers 1894, prête à Wilde « d'étranges mœurs », il l'écoute « plein d'étonnement ». Il ajoute : « Rien, depuis que je fréquentais Wilde, ne m'avait jamais pu rien faire soupçonner ». Marcel Proust, parmi d'autres écrivains, a décrié avec quel instinct immédiat les homosexuels se devaient entre eux, d'un dixième de seconde de regard. La remarque d'André Gide est un témoignage supplémentaire de la libre personnalité, ne ressemblant à aucun autre, d'Oscar Wilde, et cela aussi Raymond Gérôme le manifeste avec une gentillesse subtile.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre de l'Œuvre, 20 h 30.

RENTREE

Le Théâtre de Paris est en relâche, mais en pleine effervescence. On répète et on casse.

On casse, parce que la petite salle, reste ce qu'elle était au moment où s'y jouait la *Fuite en Chine*, spectacle d'Alfredo Rodriguez Arias avec son groupe TSE - précisément Facundo Bo et Jérôme Nicolin. Elle était entièrement envahie de stuc, qui s'amoncelait à présent en gravats. Les faux arbres montrant leurs troncs évidés, sapinés, à l'intérieur, de vieilles affiches. Les fauteuils sont désarticulés, les sièges posés en oblique par terre : on doit les déshabiller des housses blanches qui s'harmonisaient avec le décor.

Ambiance de démenagement. Mais, sur scène, le nouveau décor est presque complètement planté : une toile de fond avec un paysage bleu point en trompe-l'œil. Des accessoires dorés : harpe, trône médiéval et une sorte de lit à baldaquin sans rideaux. Le spectacle se passe dans un bizarre château.

Facundo Bo en est le seigneur. Il est à la fois trois et un : Prince Charmant pendant la journée, Bête Charmante la nuit ; et, au crépuscule, que devient-il ? Le comédien, tout simplement ?

Il n'y aurait rien d'étonnant à ce qu'Alfredo Arias ajoute, avec cette féerie, un nouveau chapitre à l'histoire du théâtre qu'il écrit, spectacle après spectacle. Il y aura, en tout cas, de la magie, des trucs et les

Le TSE répète

masques de Rastislav Doboujinsky, que tous ici appellent « tonton » : c'est lui qui a créé les animaux merveilleux de *Peines de cœur* d'une chatte anglaise.

Le masque du monstre rappelle, en plus félinement pervers, le maquillage de Jean Marais dans le film de Jean Cocteau *Le Bête et la Béte*. Ses mains sont griffues, ses grosses pattes d'ours dépassent d'une splendide cape translucide, lumineuse. La question, pour Facundo Bo, est de bouger avec aisance ; il « bouge » tout ce qu'il dit. Et c'est étrange de le voir quand il répète en jeans, le dos cambré, les bras en serpentin, et d'observer la précision de ses mouvements exacerbés.

Le théâtre d'Arias démonte les mécanismes de la fascination pour la magie du théâtre et n'y succombe pas. Les « trucs » ne sont pas visibles, mais ne prétendent pas être autre chose que ce qu'ils sont, une dériva de l'imagination, qui, cette fois, conduit vers les cortès de fées, les artifices de l'enfance. Et le spectacle s'appelle *Sortilèges*.

COLETTE GODARD.

★ *Sortilèges*, à partir du 4 octobre dans la petite salle du Théâtre de Paris, pour le Festival d'automne, où la location est ouverte à partir du 1^{er} septembre.

Attention

UNE FEMME PEUT EN CACHER UNE AUTRE!

un drôle de film drôle

LE 21 SEPTEMBRE

COMMUNICATION

A VOIR

Valérie

En août 1979, à Nancy, on diagnostiqua chez une petite fille de onze ans une *adénosarcome médullaire*, maladie grave due à l'absence de production de cellules sanguines par la moelle osseuse. D'août 1979 à juillet 1981, Valérie est prise en charge dans le service du professeur Danièle Olive, à l'hôpital d'enfants de Vandœuvre (Meurthe-et-Moselle). Elle y reçoit le traitement conventionnel. Un traitement difficile à supporter parce qu'il conjuguait les effets secondaires de la corticothérapie (bouffissures généralisées) et de l'androgénotherapie (apparition de caractères corporels masculins).

Valérie le supporte mal, d'autant, dit-elle, que s'y ajoutent le caractère inhumain de l'hôpital, l'attitude impersonnelle des médecins et des infirmières. « Ils me considéraient avant tout comme un cas et rien d'autre », dit-elle. En janvier 1982, soutenue par sa mère, Valérie refuse de retourner à l'hôpital. Une polémique s'ensuit : le professeur Olive, comme elle le doit, signale le cas au juge pour enfants. Ce dernier ordonne la reprise du traitement, mais la cour d'appel de Nancy infirme sa décision, donnant donc en définitive raison à Valérie (le Monde du 9 décembre 1982).

On aurait pu en rester là. Mais les questions étaient trop graves, le cas trop exemplaire : l'affaire fit grand bruit. Dans la presse écrite tout d'abord, à la télévision ensuite. Ainsi, le 18 février dernier,

sur FR3, le magazine « Vendredi » diffusait une émission de M. Jean-Marie Perthus intitulée : « Valérie est toujours vivante ». Un courrier particulièrement volumineux fut alors adressé à FR3 ainsi qu'à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, émanant, en grande partie, de parents d'enfants atteints de maladies graves.

En avril, Mme Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité, demandait par lettre au président de FR3 d'organiser un débat sur le cas de Valérie, compte tenu « de l'émotion et des inquiétudes du public ». Tout en soulignant la qualité du document, la Haute Autorité estimait en substance que le cas de Valérie, « personnage hors du commun », méritait d'être bien précisé de manière à éviter toute confusion, toute généralisation.

Car le débat n'est pas seulement celui des rapports entre l'institution hospitalière et les enfants qu'elle soigne ou soûlège. Au sur de l'hôpital, en effet, Valérie est, par l'intermédiaire d'amis, entrée en contact avec le docteur Thadée Nawrocki, généraliste du Finistère, attaché au laboratoire de cytogénétique de l'hôpital de Brest. Ce dernier travaille en liaison avec M. Mirko Beljanski, maître de recherche au C.N.R.S., qui a mis au point depuis quelques années une substance qui pourrait avoir un effet bénéfique lors de certains traitements très agressifs, comme les

chimiothérapies ou les radiothérapies. Cette substance — qui n'est pas reconnue par les spécialistes de cancérologie ou d'hématologie — a été administrée à Valérie. Celle-ci continue, en outre, à consulter un médecin nancien et à suivre des séances de transfusion sanguine.

Compte tenu de tous ces éléments, qui fallait-il inviter à participer au débat télévisé ? En plus de Valérie, de son avocate et d'un psychologue, M. André Campana, responsable de l'émission, pense au professeur Michel Bailron (hôpital Saint-Louis, Paris), spécialiste international d'hématocancérologie, qui accepte. Il invite aussi le docteur Nawrocki, qui demande à venir avec M. Beljanski. « Pas d'accord, rétorque le professeur Bailron. Si M. Beljanski vient, je ne viens pas, car le débat ne porterait plus que sur les thérapeutiques parallèles. Ce n'est pas ce que demande la Haute Autorité. » De fait, reconnaît M. Campana, s'ils viennent tous les deux, le plateau sera déséquilibré. Il faut qu'ils choisissent. Il faut qu'ils choisissent. Il faut qu'ils choisissent.

Le débat n'est pas seulement celui des rapports entre l'institution hospitalière et les enfants qu'elle soigne ou soûlège. Au sur de l'hôpital, en effet, Valérie est, par l'intermédiaire d'amis, entrée en contact avec le docteur Thadée Nawrocki, généraliste du Finistère, attaché au laboratoire de cytogénétique de l'hôpital de Brest. Ce dernier travaille en liaison avec M. Mirko Beljanski, maître de recherche au C.N.R.S., qui a mis au point depuis quelques années une substance qui pourrait avoir un effet bénéfique lors de certains traitements très agressifs, comme les

JEAN-YVES NAU.

* FR3, vendredi 2 septembre, magazine « Vendredi » : « Le cas Valérie ».

L'AUGMENTATION DU PRIX DU « FIGARO »

Une « découverte » bien tardive...

Le Figaro a été autorisé, mardi 30 août, par l'administration à augmenter ses prix à partir du samedi 3 septembre. Le quotidien pourra être vendu 3,80 F, l'édition du samedi 12,50 F. Le Figaro avait fait l'objet d'un plan verbal en juillet pour hausses illicites des prix. L'action en justice entamée pour la période antérieure au 3 septembre n'est pas interrompue.

L'engagement de modération signé entre l'administration et la presse donnait au Figaro le droit de porter ses prix du samedi de 9,50 F à 9,90 F le 1^{er} mars 1983 et à 10,60 F le 1^{er} juillet. Le prix du Figaro du samedi a été porté de 9,50 F à 10,50 F en novembre 1982 et à 11,60 F le 12 mars 1983. Cette hausse de 21 % dépassait très largement les 11 % autorisés au premier semestre.

Un dossier justifiant ces dépassements avait été demandé le 3 février par l'administration à la direction du

Figaro. Puis une lettre recommandée avait été envoyée le 5 mai par le ministère de l'économie et des finances. Le 25 mai, le Figaro déposait une demande de dérogation mais sans éléments chiffrés. Le Figaro était taxé la 13 juillet, le prix du journal du samedi devant être ramené de 11,50 F à 10,50 F, celui du quotidien maintenu à 3,70 F.

Le Figaro ne respectant pas cette taxation (le quotidien passant à 3,80 F), procès verbal lui était dressé le 29 juillet.

Depuis cette date, le journal a déposé (c'était le 3 août) un dossier très complet justifiant sa demande de dérogation. L'administration a estimé celle-ci recevable (Le Figaro-Matin est publiée deux fois par mois depuis le 12 mars au lieu d'une fois dans le numéro du samedi) et a accordé les hausses suivantes : 3,80 F au 3 septembre pour le quotidien,

12,50 F pour le numéro de samedi à la même date.

Si l'affaire semble réglée, l'action en justice court toujours pour la période antérieure à l'autorisation de hausse, c'est-à-dire grosso modo pour les huit premiers mois de l'année.

Al. V.

[La raison invoquée par l'administration pour accepter la hausse apparaît pour le moins singulière. En effet, le supplément Le Figaro-Matin est publié deux fois par mois, depuis le 12 mars dernier. Or la taxation décidée par l'administration est postérieure à cette date (13 juillet). Peut-être les choses se seraient-elles mieux passées si la direction du Figaro avait fourni plus tôt à l'administration un dossier complet justifiant ses hausses, dossier qu'elle paraissait parfaitement en mesure de fournir dès le mois d'avril. Mais le véritable problème dans cette affaire était-il le dossier technique ?]

● L'Est républicain va interrompre la publication de son édition « Champagne » lancée au début de l'année alors que le quotidien rémois, l'Union, traversait une crise grave. Les ventes de l'Est républicain dans le département de la Marne ne dépassent pas actuellement sept mille exemplaires alors qu'il aurait fallu atteindre une diffusion environ deux fois plus importante pour atteindre l'équilibre, explique-t-on à la direction. Celle-ci devrait en outre proposer des mesures de reclassement à la cinquantaine de salariés de l'édition « Champagne » lors d'une réunion du comité d'entreprise, mardi 6 septembre. Une partie de ces effectifs devraient continuer à assurer la sortie du quotidien dans cette région le dimanche, jour où la parution sera maintenue.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 767 F 988 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
661 F 1 194 F 1 727 F 2 260 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 887 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Taux sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ces chèques à leur demande.

Changements d'adresse diffusés ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'impératrice.

40 NOUVELLES DANS « LE MONDE »

« Le Monde » vient d'éditer une brochure illustrée rassemblant, dans une douzième livraison, quarante nouvelles publiées par « Le Monde Dimanche ».

93, pages, 25 F. En vente chez tous les marchands de journaux et au « Monde », 5, rue des Italiens - 75427 Paris - Cedex 09

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (91)
Mardi 20 septembre 1983 à 14 h.
UN PAVILLON
Les Provençales, lot n° 22 à BOUTIGNY-sur-ESSONNE (Essonne)
Mise à prix : 80 000 F.
Cons. préalable indisp. pour enchérir par chèque ou par mandat.
Rens. M^{rs} Akoun et Truxillo, Avts ass. 4, bd de l'Europe, EVRY (079-39-45).

Vente sur publications judiciaires au Palais de Justice d'Evry (91)
Rue des Mazières
le mardi 20 septembre 1983 à 14 h.
D'UNE MAISON D'HABITATION ET UN SECOND BATIMENT sis à ARGENTEUIL (Val-d'Oise)
MISE A PRIX : 50 000 Francs
Possibilité de baisse en cas de non enchère d'un quart puis de moitié. Consignation indispensable pour enchérir. Pour renseignements s'adresser à M^{rs} Akoun et Truxillo, avocats associés demeurant à Evry (91)
4, bd de l'Europe, tél. : 079-39-45. Au greffe du Tribunal de grande instance à Evry où le cahier des charges est déposé.

COMMUNE DE LYS (Nièvre)

1^{er} lot : BATIMENT à us. protés.
et en face ter. et vergers.
Hameau de La Couffraye
M. à P. : 50.000 F.

2nd lot : MAISON à usage d'hab.
avec jardin arboré
Hameau de La Couffraye
M. à P. : 50.000 F.

Possibilité de baisse en cas de non enchère d'un quart puis de moitié.
Consignation préalable indispensable pour enchérir.
Pour renseignements s'adresser à M^{rs} AKOUN & TRUXILLO, Avocats associés à EVRY, 4, boulevard de l'Europe, Tél. : 079-39-45. Au greffe du T.G.I. d'EVRY où le cahier des charges est déposé.

3rd Lot - PARCELLE de terre arborée.
Lieu-dit « Le Croix »
M. à P. : 1.000 F.

4th Lot - PARCELLE de terre arborée.
Lieu-dit « Grand Champ »
M. à P. : 1.000 F.

Vidcom 83 : complémentarité et concurrence des médias

Le Vidcom — marché international de la vidéocommunication — qui aura lieu à Cannes du 3 au 7 octobre, est traditionnellement le rendez-vous international des professionnels de la vidéo. Progressivement, il a accueilli aussi ceux des télécommunications et de la télématique, auxquels viendront s'ajouter cette année industriels et éditeurs de jeux vidéo et de la micro-informatique. Devant cet élargissement du champ de la communication, cette surabondance technologique, il est difficile de mesurer l'évolution réelle du marché.

C'est ce que tentent pourtant les responsables du Vidcom en organisant un colloque international sur le thème « Vidéo-communications : nouveaux équilibres, grands enjeux ». Du 4 au 6 octobre, industriels, éditeurs et professionnels de la communication confronteront leurs analyses et leurs stratégies commerciales. Le programme du colloque reprend les grands débats du moment. La première journée est consacrée à la complémentarité entre les réseaux terrestres (émetteurs nationaux et locaux, satellites) et les réseaux câblés. La deuxième analy-

sera les clivages entre les marchés de la « privatisation » (magnétoscopes, vidéodisques, jeux, micro-informatique) et ceux des réseaux (télématique, câbles). La troisième session étudiera le développement de l'industrie des programmes et son adaptation aux nouvelles technologies.

Deux autres colloques auront lieu pendant le Vidcom. L'un, les 6 et 7 octobre, sur l'enseignement assisté par ordinateur. L'autre, le 4 octobre, sur les images numériques. (Renseignements au Vidcom, 179, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris.)

Jeudi 1^{er} septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Téléfilm : la Route inconnue, de J. Dewever. D'après André Dhôtel. Agathe ou Angèle ? Valentin ne sait qui aimer. La première est une jeune fille, C'est Diane qui court de nuit comme de jour la forêt. La seconde, bien réelle, est amoureuse de Valentin. Un peu long à démarrer, ce téléfilm, une fois lancé sur les routes du rêve, séduit sans captiver vraiment.
- 22 h 15 Caméra festival : Grande banlieue et petites loubards. Série de C. Laperrière et B. Gouley. Une enquête sur la violence dans les grands ensembles de la banlieue (rediff.).
- 23 h 20 Journal.
- 23 h 35 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Soirée américaine. Club des télévisions du monde : la Malédiction de la veuve noire, de D. Curtis. A.B.C. est le plus vaste réseau commercial américain de télévision. Le plus important support publicitaire pour le monde. Le holding possède 210 stations sur l'ensemble du territoire américain. La Malédiction de la veuve noire est un policier avec des cadavres étranges, entièrement vidés de leur sang.
- 22 h 10 Variétés : Hollywood Nights. Avec Olivia Newton-John.
- 23 h Document : Rodéo de Cheyenne. Le plus célèbre rodéo des Etats-Unis, qui rassemble chaque année mille trois cents cow-boys professionnels pour des acrobaties époustouflantes.

23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Ciné-Passion. De M.-C. Barraut.
- 20 h 40 Film : Atlantic-City. Film franco-américain-canadien de L. Malle (1979), avec B. Lancaster, S. Sarandon, K. Reid, M. Piccoli, H. McLerran. Atlantic-City, station balnéaire du New-Jersey. Grâce à un trafic de drogue, un vieux bookmaker se fait passer pour un personnage important auprès d'une serveuse qui a l'ambition de devenir croquer de casino à Monte-Carlo. Une réussite particulièrement originale : l'alliance de film noir et de l'étude de caractères, dans le décor d'une ville en transformation. Un couple d'acteurs superbes : Burt Lancaster et Susan Sarandon.
- 22 h 20 Journal.
- 22 h 40 Prélude à la nuit. Hérophone V, de Y. Taira, par les Percussions de Strasbourg.

FRANCE-CULTURE

- 20 h « Versant de mont Analogue », d'après René Daumal. Avec M. Casarès, J. Topart, J. Guionar., adaptation A. Almuero. (Rediff.)
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h Concert (en direct du Konsthäus de Lucerne) : Symphonie n° 2, de Bruckner, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan.
- 21 h 35, Fréquence de nuit : Feuilleton : Wilhelm Backhaus ; œuvres de Schubert, Schumann ; 22 h 30, Le tour du monde en trente-cinq rêves : musiques du Mexique.

Vendredi 2 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h Vision plus.
- 12 h 30 Le bar de l'éto.
- 13 h Journal.
- 13 h 35 Série : Colditz.
- 16 h 30 Croque-vacances.
- 18 h Le rendez-vous.
- 18 h 10 Révoir : Les vaisseaux fantômes, par A. Bombard. Légende ou réalité ?
- 19 h 5 Météorologie.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Jeu : Super-défi.
- 19 h 45 Jeu : Marions-les.
- 20 h Journal (et à 22 h 5).
- 20 h 35 Au théâtre ce soir : la Cruche, de G. Courteline et P. Wolff, mise en scène de R. Manuel, avec Y. Pignot, S. Oneto, J.-N. Dalcic. Après avoir mené une vie d'enfer à sa maîtresse, un petit fonctionnaire égoïste cherche à s'en débarrasser auprès de son vieil ami... ravi de l'aubaine.
- 22 h 15 Le jeune cinéma français de court métrage. « Chroniques 1909 », de P. et G. Brizzi.
- 22 h 25 Journal et Cinq jours en Bourse.
- 22 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 12 h 30 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 15 Picture 45.
- 12 h 30 Série : Les amours des années grises.
- 13 h 30 Série : Le Virginien.
- 14 h 45 Aujourd'hui la vie.
- 15 h 40 Dessin animé : Tom et Jerry.
- 15 h 50 Sports info.
- 16 h Récré A2.
- 16 h 40 Flash info.
- 16 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
- 20 h Journal.
- 20 h 35 Série : Verdi. De R. Castellani. Adapt. C. Tommasi et E. Balletti. Wagner meurt ! Verdi, qui a soixante-dix ans, achève « Otello » malgré le dévouement. A quatre-vingts ans, il compose « Falstaff », avant de mourir en 1897 d'une pneumonie. Dernière épisode d'une énorme coproduction dont on ne regrettera pas la fin.
- 21 h 45 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivo. Sur le thème : Deux lauréats, quatre débauchés, sont invités : Georges Conchon (Le Bel Avenir), Roger Vigny (Sentiments distingués), Catherine David (L'Océan miniature), Jean-Louis Esine (La Chausse-pied), Ana Franco (Sauve-toi Lola), Orlando de Rudder (La Nuit des barbares).
- 23 h Journal.
- 23 h 10 Cinéma d'été, cinéma d'automne : le Voleur de crimes. Film français de N. Trintignant (1969), avec J.-L. Trintignant, R. Hossein, F. Bolkan, S. Marquand, K. Blauguetron (rediff.). Un petit-bourgeois fatigué, par hasard, assiste au suicide d'une femme s'accusant de l'avoir tué par des lettres anonymes aux journaux. Il récidive avec d'autres crimes. Mise en scène sobre et forte d'une étude psycho-pathologique. Étonnante composition par Jean-Louis Trintignant d'un mythomane obsédé jusqu'à la folie.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 Journal.
- 19 h 15 Emissions régionales.
- 19 h 35 Pour les jeunes. Le professeur Balharzar ; Ordinaire ; Page après page.
- 19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
- 20 h Les jeux.
- 20 h 35 Vendredi : Le cas Valérie. Magazine d'information d'A. Campana. (Ligne noire article.)
- 21 h 45 Journal.
- 22 h 5 Série : L'aventure. Au fond de l'eau est le commencement de la vie. Les secrets de la mer, par F. Rossi.
- 23 h Prélude à la nuit. Taster de M. Kagel, par A. Kontarsky, piano.

FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, Matinales, en direct d'Argenteuil.
- 8 h, Les chemins de la connaissance : H. Bergson.
- 8 h 32, Grande sursauta pour petits enfants.
- 8 h 50, Echo au hasard.
- 9 h 7, La mystérieuse des arts du spectacle.
- 9 h 45, Le texte et la marge : « Les Hauts de Ramatuelle », de F. Parturier.
- 11 h 2, Anatomie de la musique et images de la nature, par A. Almuero (et à 16 h).
- 12 h 5, Agora.
- 12 h 45, Panorama.
- 13 h 30, Feuilleton : « Le mystère de la chambre jaune ».
- 14 h 5, Un livre, des voix : « Ecoute notre voix, à Selgauer », de Malcolm Lowry.
- 14 h 47, Les après-midi de France-Culture : Les inconnus de l'histoire (Jean Martiel) ; à 16 h, Anamorphose.
- 18 h 30, Un réveil de mots, Gaston Bachelard : Le dernier livre.
- 19 h, Actualité magazine.
- 19 h 30, La géographie humaine : les hautes altitudes.
- 20 h, Relecture : Francis Viole-Griffin.
- 21 h 30, Musique : Black and blue (le monde des disques).
- 22 h 30, Nuits magiques.

FRANCE-MUSIQUE

- 6 h 2, Musiques de matin : œuvres de Haydn, Dvorak, Verdi, Mozart, Heuberg, Glazounov, Jenkins, Sibelius.
- 8 h 15, Autour de... Sacre du printemps : œuvres de Stravinski, Satie, Schoenberg, Varèse, Bartok, Debussy.
- 12 h, Actualité lyrique.
- 12 h 35, Jazz à l'heure de la nuit.
- 13 h, Autour de... Maurice Godron : œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Schoenberg, Schumann, Brahms, Francaix, Boccherini.
- 14 h, Equivalences : œuvres de Francis, Messiaen.
- 15 h 30, Autour de... Maurice Godron : œuvres de Mozart, Beethoven, Schubert, Schoenberg, Schumann, Brahms, Francaix, Boccherini.
- 17 h 5, Répertoire contemporain : Alain Louvier.
- 18 h, Jazz : le clavier bien rythmé.
- 18 h 30, Plages choisies.
- 20 h 20, Concert : Symphonie n° 33 de Mozart, la Mer, de Debussy, Concerto pour violon et orchestre de Brahms, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. N. Marriner, sol. M. Fried, violon.
- 22 h 15, Fréquence de nuit : quelques Afriques : musiques des pygmées Ata de Centrafrique, Mvet du Gabon, King Sunnyade et Fella Anikulapo Kuti du Nigeria.

TRIBUNES ET DÉBATS

VENDREDI 2 SEPTEMBRE
— M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, est l'invité du journal d'Antenne 2 midi à 12 h 45.

INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Vedettes de la rentrée des classes

L'ampleur des cartures renforce l'aspect costaud des blousons pour garçons tandis que les superpositions des petites pièces destinées aux filles permettent aux mères de famille de jouer d'imagination en ajoutant des détails personnels.



Desains de Catherine DUBREUIL

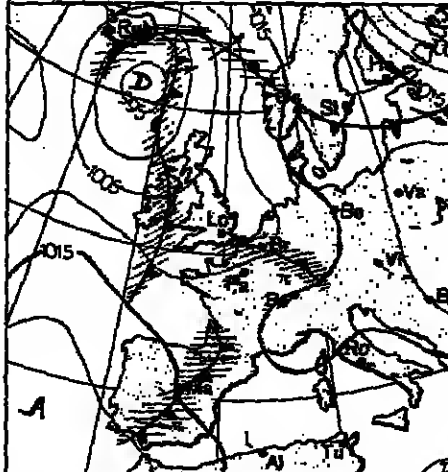
NEW MAN JUNIOR : blouson en coton moutonné bien délavé à ganses blanches sur poils en laine mélangée à dentelle jacquard sur fond blanc cassé, et jean en toile de bache, renforcé au dos et en poches de velours côtelé assorti, 650 F et 290 F, aux Galeries Lafayette et au Printemps.

CONFETTI : gilet de grand-père en coton rayé gris et noir sur un chemisier bordeaux et une jupe imprimée de fleurs roses et rouges, en coton et viscose, éclairée d'un jupon blanc à dentelle, 142 F, 165 F, 140 F et 87 F au Bon Marché et à la Samaritaine.

TANNIS : cartable en cuir gros rétro existant en trois dimensions et quatre couleurs, 400 F environ, chez les mille quatre cents détaillants de la marque.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 1-IX-83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 1^{er} septembre à 0 h heure et le vendredi 2 septembre à 0 h.

L'épisode orageux actuel prendra fin et la France rentrera dans un régime de secteur sud-ouest perturbé océanique.

Demain matin, le temps sera orageux et orageux des Vosges aux Alpes et à la Corse ; anticyclone d'après-midi sur ces régions, avec du soleil et des températures relativement élevées (26°C à 28°C de maximum).

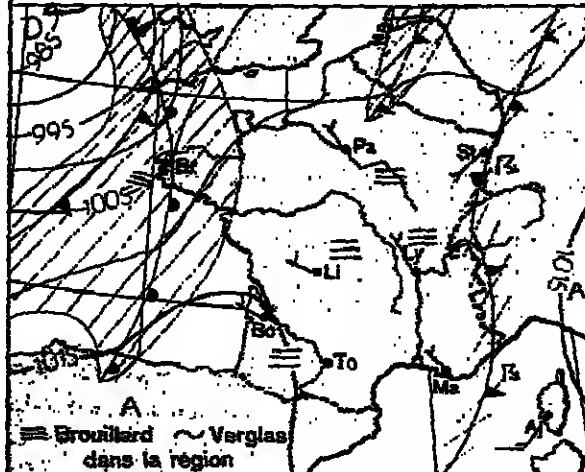
En Bretagne, il fera très mauvais en début de journée : de la pluie et du vent fort de secteur sud-ouest (atteignant le coup de vent). En cours d'après-midi, le temps deviendra très instable : alternance du soleil et des averse accompagnées de fortes rafales d'ouest. Les températures d'atteindront pas plus de 20°C.

Sur le reste du pays, les brumes et brouillards matinaux seront suivis d'assez belles éclaircies, mais elles ne seront que de courte durée. Le temps se couvrira et deviendra pluvieux et venteux (fortes rafales au nord de la Loire). Quelques orages sont possibles sur l'Aquitaine. Les températures atteindront 20°C à 22°C de maximum.

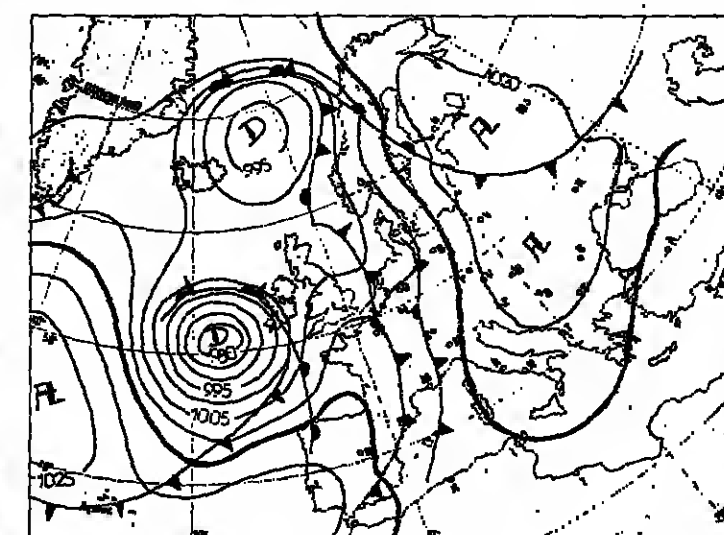
La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 1^{er} septembre 1983 à 8 heures, de 1009,7 millibars, soit 757,3 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 31 août ; le second le minimum de la nuit du 31 août au 1^{er} septembre) : Ajaccio, 27 et 18 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 27 et 17 ; Bourges, 26 et 16 ; Clermont-Ferrand, 27 et 18 ; Caen, 27 et 16 ; Cherbourg, 25 et 15 ;

PRÉVISIONS POUR LE 2. 8.83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 2 SEPTEMBRE A 0 HEURE (G.M.T.)



15 : Clermont-Ferrand, 27 et 12 ; Dijon, 27 et 14 ; Grenoble, 31 et 17 ; Lille, 29 et 18 ; Lyon, 29 et 16 ; Marseille-Marganne, 29 et 19 ; Nancy, 29 et 16 ; Nantes, 22 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 21 ; Paris-Le Bourget, 30 et 18 ; Pau, 29 et 18 ; Perpignan, 27 et 21 ; Reims, 23 et 17 ; Strasbourg, 28 et 18 ; Tours, 24 et 17 ; Toulouse, 29 et 19 ; Poitiers-Poit, 33 et 27.

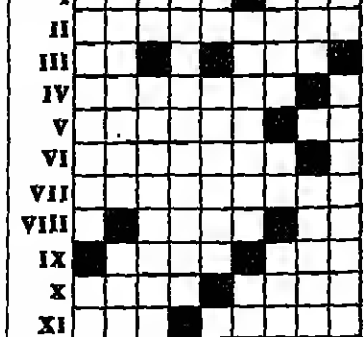
Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 21 degrés ; Amsterdam, 29 et 14 ; Athènes, 30 et 22 ; Berlin, 28 et 17 ; Bonn, 30 et 17 ; Bruxelles, 29 et 18 ; Le Caire, 33 et 23 ; Les Canaries, 37 et 21 ; Copenhague, 14 et 16 ; Dakar, 31 et 26 ; Djibouti, 30 et 20 ; Genève, 28 et 15 ; Jérusalem, 34 et 18 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 27 et 15 ; Luxembourg, 28 et 15 ; Madrid, 31 et 16 ; Moscou, 30 et 13 ; Nairobi, 25 et 13 ; New-York, 26 et 21 ; Palma-de-Majorque, 30 et 19 ; Rome, 28 et 20 ; Stockholm, 24 et 10 ; Téhéran, 41 et 26 ; Tunis, 31 et 20.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 352R

1 2 3 4 5 6 7 8 9



HORIZONTALEMENT

I. Gagne sa croûte comme il peut. Forme larvaire. - II. Mesure prise à l'encontre des bons conducteurs. - III. Personnel. Servait le seigneur. - IV. Se fait sans attendre notre reste. - V. Blonde à filaire. Se dit en courant ou en marchant. - VI. Vétements pour le froid. - VII. Moment de relâchement. - VIII. Fait monter la grue. Remué. - IX. Apparition qui met le feu aux yeux. Fait partie du progrès. - X. Disparaît donc ou empêche de disparaître. Sa blancheur est parfois le refuge des plus noirs pensées. - XI. Bout de terre. Sont toujours prises par des repas d'affaires.

VERTICALEMENT

I. Jongle donc avec les pieds, mais il lui manque le souffle. Bon pour accord. - II. Evite l'entrée d'éléments indésirables. Plus il est drôle et moins il prête à rire. - III. Se le coule douce en Italie. Etoile à cinq branches. - IV. As de l'aviation. - V. Fait donc ses débuts dans le monde. Relative à un passage de grêle. - VI. On peut lui faire le coup de l'étrier ou lui offrir un verre. Lettre grecque. - VII. Signifiait un refus. Quartier d'alger. Prive un roi de liberté. - VIII. Manière d'avoir. Le résultat d'une simple réflexion. - IX. Présoc à la réunion. Sont certainement plus appréciés dans le travail que pendant les loisirs.

Solution du problème n° 352R

Horizontalement
I. Révisions. - II. Odile. - III. Qualifié. - IV. Ut. Enorme. - V. Ecu. - VI. Tonnelier. - VII. Traînante. - VIII. Eau. Art. - IX. Guêpes. - X. Autrisme. - XI. Vestes.

Verticalement

I. Roquette. AL - 2. Edulcorant. - 3. Via. Unau. T.V. - 4. Ile. Ni. Gré. - 5. Sein. Ennuis. - 6. Foula. Est. - 7. Ouf. Inapte. - 8. Empêtrées. - 9. Sucé. Reis.

GUÏ BROUTY.

BREF

LOISIRS
SUR LES PAS DE LOUIS XIV. - La route touristique « Les chemins du Roy Soleil », regroupant les monuments historiques privés et publics situés entre Versailles et Chartres, organise pendant trois week-end, de septembre une animation autour de la poésie et de l'art floral.

Dans chacun des salons du château de Maisons-Laffitte (Yvelines), entièrement décoré à fleurs, des bouquets évoqueront les fêtes qui s'y sont déroulées depuis plus de trois siècles, les 18 et 19 septembre.

★ Tél. : (3) 962-01-49.

STAGES
LES PLANTES MÉDICINALES. - Le Centre d'initiation au milieu-âge (CIME) organise des cycles d'études et de recherches sur les plantes médicinales dont le but est de connaître les plantes pour constituer une pharmacie personnelle, apprendre à les ramasser, faire ses connaissances pratiques ou théoriques.

Ces cours ont lieu à Paris, à raison d'un week-end par mois de novembre 1983 à juin 1984.

★ CIME, 3 rue de Médicis, 75006 Paris. Tél. : 355-81-36.

TROISIÈME AGE
DEUX JOURNÉES SPORTIVES. - L'association Bien vivre le temps libre, patronnée par le ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports, et par la secrétariat d'Etat chargé des personnes âgées, organise les 1^{er} et 2 octobre, les « premiers jeux nationaux de l'âge libre ».

Pendant ces deux jours, les personnes âgées pourront participer à des activités sportives : cyclisme, randonnée en forêt de Rambouillet (Yvelines), gymnastique, natation, pétanque, tennis de table, tir à l'arc à Chateaufort-Malabry (Hauts-de-Seine).

★ S'inscrire avant le 15 septembre à Bien vivre le temps libre, 6-8, rue Eugène-Oudriot, 75013 Paris. Tél. : 586-55-24 et 584-12-85, postes 600 et 602.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 3 SEPTEMBRE

• Bayeux, 7 h 30, place de la Concorde, grille des Tuileries, M^{me} Zujovic.

• L'Institut de France, 15 heures, quai Conti, M^{me} Bouquet des Chaux (Caisse nationale des monuments historiques).

• Chêfs d'œuvre de l'aquarelle au dix-neuvième siècle, 10 h 30, musée du Louvre, pavillon de Flore (Approche de l'art).

• L'île Saint-Louis, 14 h 30, métro Pont-Marie (les Filanciers).

• Le Marais illuminé, 21 heures, métro Saint-Paul (M^{me} Haulier).

• Saïot-Etienne-du-Moort, 15 heures, parvis de l'église (Lutèce visites).

• Amour de Beaubourg, 10 h 30, 2, rue du Renard (Paris autours).

• Les hôtels d'Evreux et de Castagnier, 15 heures, 19, place Vendôme (Paris et son histoire).

• Saint-Laurent, 15 heures, métro Châteaudo-d'Eau (Résurrection du passé).

• Crypte de Notre-Dame, 14 h 30, entrée (M^{me} Roman).

• Musée du Grand Orient de France, 15 heures, 16, rue Cadet (Tourisme culturel).

RELIGION

Mgr Jean Vilnet prendra ses fonctions à Lille à la mi-novembre

Mgr Jean Vilnet, président de la Conférence épiscopale française, que Jean-Paul II vient de nommer évêque de Lille (le Monde du 1^{er} septembre), prendra effectivement ses nouvelles fonctions vers la mi-novembre. Il doit, en effet, participer en octobre à Rome au synode des évêques sur la réconciliation, puis présider début novembre à Lourdes les travaux de l'assemblée plénière de l'épiscopat français.

Mgr Vilnet, qui quitte le diocèse de Saint-Dié (Vosges), a déclaré qu'il trouverait à Lille une Eglise très vivante, mais qui connaît des problèmes voisins de ceux que connaissent les Vosges, notamment dans l'industrie textile.

Fin le 8 avril 1922 à Chémont (Haute-Marne), Jean Vilnet a fait ses études au grand séminaire de Langres, puis à l'Institut catholique de Paris. Ordonné prêtre en 1944, il a été chapelain de Saint-Louis-des-Français à Rome, où il a approfondi ses études à l'Université grégorienne et à l'Institut biblique.

Professeur au grand séminaire de Langres, puis au séminaire interdiocésain de Châlons-sur-Marne, il a été nommé évêque de Saint-Dié en 1964. Il était alors le plus jeune évêque de France. Il a participé aux dernières sessions du concile Vatican II.

En octobre 1978, Mgr Vilnet a été élu vice-président de la Conférence épiscopale française, avant de devenir président en octobre 1981, à la place du cardinal Roger Etchegaray, archevêque de Marseille.

Attentif aux réalités sociales, Mgr Vilnet n'a pas manqué de prendre position lors d'événements économiques qui ont marqué sa région, particulièrement atteinte par la fermeture d'usines textiles.

URBANISME

M. CHIRAC ANNONCE UN PLAN POUR L'EST PARISIEN

Dans une interview au Quotidien de Paris, M. Jacques Chirac, maire de la capitale, annonce qu'il va présenter au cours des prochaines semaines « un plan programme pour l'Est parisien ». Celui-ci comprendrait l'engagement immédiat d'une douzaine d'opérations : constructions de logements et aménagement de voirie. Les espaces verts, les locaux pour l'artisanat et l'industrie et les logements de moyen standing seront privilégiés.

M. Chirac envisage aussi de réactiver une série de projets anciens : la construction d'un second pont près de la gare d'Austerlitz (qui, selon lui, devra être entièrement payé par la ville), le doublement de celui de Bercy, l'aménagement des terrains Citroën et des quais de la Seine, la réalisation de la coulée verte et l'achat de terrains appartenant à la S.N.C.F., à l'armée et au port autonome.

AÉRONAUTIQUE

Un onzième court-moyen-courrier Mercure vient d'être acheté par la compagnie Air Inter au groupe Dassault-Breguet. Cet appareil est l'exemplaire qui a servi à la mise au point et aux vols de démonstration de la série des dix avions Mercure en service à Air Inter depuis 1974.

ARLEQUIN

RÉSULTATS OFFICIELS DU TIRAGE N° 56

OU 31 AOÛT 1983

Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier	Finale et numéros	Les sommes à payer sont indiquées sous chaque numéro pour un billet entier
1	Tous les billets terminés par 1 gagnent 70 F dans toutes les séries	69	Tous les billets terminés par 09 gagnent 300 F dans toutes les séries
69	Tous les billets terminés par 09 gagnent 300 F dans toutes les séries	942	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries
942	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries	421	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries
421	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries	7013	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries
7013	Tous les billets terminés par 09 gagnent 200 F dans toutes les séries		

loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUTS GUMULS COMPRIS AUX BILLETS ENTIERS

TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER	TERMI- NAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES A PAYER
		F.			F.
1	1	100	6	9 566	2 000
	091	600		12 834	10 000
	231	600		179 216	4 000 000
	331	600			
	511	600			
	941	600			
2	63 701	10 100	7	67	200
	70 091	10 600		277	500
				733	500
267	500	1 642		2 000	
		15 897		10 000	
		43 577		10 000	
		81 187	10 000		
			91 151	10 000	
3	13	200	8	9 988	2 000
	243	500		24 758	10 000
	523	500		045 768	1 000 000
	1 133	2 000			
	2 303	2 000			
	4 003	2 000			
4	13 693	10 000	9	39	200
	62 853	10 000		59	200
				512	500
		769		500	
			3 609	2 000	
5	134	500	0	0	100
	8 594	2 000		520	600
				710	600
		890		600	
		910		600	
		1 110		2 100	
6	86	200		7 980	2 100
	026	500			

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983						
FRANCHE DES DAHLIAS à YSSINGEAUX (Vosges-Lorraine)						
LOTO	9	29	41	43	45	49
	TIRAGE N° 35					NUMERO COMPLEMENTAIRE
PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983 VALIDATION JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE APRES-MIDI						

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983

TRANCHE DES DALLIAS à YSSINGEAUX (Seine-Lorel)

LOTTO 9 29 41 43 45 49

TIRAGE N° 35 NUMÉRO COMPLEMENTAIRE 7

PROCHAIN TIRAGE LE 7 SEPTEMBRE 1983 VALIDATION JUSQU'AU 6 SEPTEMBRE APRÈS-MIDI

حکومت الامم المتحدة

OFFRES D'EMPLOI	La ligne*	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

OFFRES D'EMPLOIS - OFFRES D'EMPLOI - ANNONCES CLASSEES - OFFRES D'EMPLOI - ANNONCES CLASSEES

Le Monde consacre 3 suppléments "Informatique" lors du Sicob:

Mercredi 21 Septembre: La Filière Electronique deux ans après
Vendredi 23 Septembre: Problèmes Horizontaux de l'Informatique.
Mercredi 28 Septembre: Le phénomène de la micro-informatique.

Pour les réservations d'emplacements nous formons 2 col et 1 la suite du cahier rédactionnel, merci de contacter votre agence de publicité.

Service des Annonces classées
 Le Monde

Service des Annonces classées
 DIR J. DEGAVE
 CHEF DE PUB D. LE PEN
 85 bis, rue Réaumur 75002 PARIS
 Tél : 233.44.21 et 236.15.01

IMPORTANT SOCIÉTÉ
 recherche
CONTROLEUR DE GESTION
 Ce poste nécessite une première exp. professionnelle minimum de 3 ans accomplie dans un cabinet d'audit ou le service financier d'une entreprise.
 Le candidat devra être titulaire du certificat sup. de révision du diplôme d'expert comptable ou du diplôme d'une éco école commerciale.
 Nous vous remercions d'envoyer lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions sous référence 9.628 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

I.N.R.A.
 Institut National de la recherche agronomique
 recrutent au concours (oct. 1983)
1 INGÉNIEUR CHIMISTE,
 ou dipl. équiv., spécialité synthèse des produits naturels.
 Env. C.V. à M. DESCOINS, médiateurs chimiques, Broussy, Magny-les-Hameaux, 78470 St-Rémy-lès-Chevreuse, av. le 10-9, délai de rigueur.

PROF. DE DANSE CONTEMPORAINE
 Temps partiel, 10 h, 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h, 24 h, 26 h, 28 h, 30 h, 32 h, 34 h, 36 h, 38 h, 40 h, 42 h, 44 h, 46 h, 48 h, 50 h, 52 h, 54 h, 56 h, 58 h, 60 h, 62 h, 64 h, 66 h, 68 h, 70 h, 72 h, 74 h, 76 h, 78 h, 80 h, 82 h, 84 h, 86 h, 88 h, 90 h, 92 h, 94 h, 96 h, 98 h, 100 h, 102 h, 104 h, 106 h, 108 h, 110 h, 112 h, 114 h, 116 h, 118 h, 120 h, 122 h, 124 h, 126 h, 128 h, 130 h, 132 h, 134 h, 136 h, 138 h, 140 h, 142 h, 144 h, 146 h, 148 h, 150 h, 152 h, 154 h, 156 h, 158 h, 160 h, 162 h, 164 h, 166 h, 168 h, 170 h, 172 h, 174 h, 176 h, 178 h, 180 h, 182 h, 184 h, 186 h, 188 h, 190 h, 192 h, 194 h, 196 h, 198 h, 200 h, 202 h, 204 h, 206 h, 208 h, 210 h, 212 h, 214 h, 216 h, 218 h, 220 h, 222 h, 224 h, 226 h, 228 h, 230 h, 232 h, 234 h, 236 h, 238 h, 240 h, 242 h, 244 h, 246 h, 248 h, 250 h, 252 h, 254 h, 256 h, 258 h, 260 h, 262 h, 264 h, 266 h, 268 h, 270 h, 272 h, 274 h, 276 h, 278 h, 280 h, 282 h, 284 h, 286 h, 288 h, 290 h, 292 h, 294 h, 296 h, 298 h, 300 h, 302 h, 304 h, 306 h, 308 h, 310 h, 312 h, 314 h, 316 h, 318 h, 320 h, 322 h, 324 h, 326 h, 328 h, 330 h, 332 h, 334 h, 336 h, 338 h, 340 h, 342 h, 344 h, 346 h, 348 h, 350 h, 352 h, 354 h, 356 h, 358 h, 360 h, 362 h, 364 h, 366 h, 368 h, 370 h, 372 h, 374 h, 376 h, 378 h, 380 h, 382 h, 384 h, 386 h, 388 h, 390 h, 392 h, 394 h, 396 h, 398 h, 400 h, 402 h, 404 h, 406 h, 408 h, 410 h, 412 h, 414 h, 416 h, 418 h, 420 h, 422 h, 424 h, 426 h, 428 h, 430 h, 432 h, 434 h, 436 h, 438 h, 440 h, 442 h, 444 h, 446 h, 448 h, 450 h, 452 h, 454 h, 456 h, 458 h, 460 h, 462 h, 464 h, 466 h, 468 h, 470 h, 472 h, 474 h, 476 h, 478 h, 480 h, 482 h, 484 h, 486 h, 488 h, 490 h, 492 h, 494 h, 496 h, 498 h, 500 h, 502 h, 504 h, 506 h, 508 h, 510 h, 512 h, 514 h, 516 h, 518 h, 520 h, 522 h, 524 h, 526 h, 528 h, 530 h, 532 h, 534 h, 536 h, 538 h, 540 h, 542 h, 544 h, 546 h, 548 h, 550 h, 552 h, 554 h, 556 h, 558 h, 560 h, 562 h, 564 h, 566 h, 568 h, 570 h, 572 h, 574 h, 576 h, 578 h, 580 h, 582 h, 584 h, 586 h, 588 h, 590 h, 592 h, 594 h, 596 h, 598 h, 600 h, 602 h, 604 h, 606 h, 608 h, 610 h, 612 h, 614 h, 616 h, 618 h, 620 h, 622 h, 624 h, 626 h, 628 h, 630 h, 632 h, 634 h, 636 h, 638 h, 640 h, 642 h, 644 h, 646 h, 648 h, 650 h, 652 h, 654 h, 656 h, 658 h, 660 h, 662 h, 664 h, 666 h, 668 h, 670 h, 672 h, 674 h, 676 h, 678 h, 680 h, 682 h, 684 h, 686 h, 688 h, 690 h, 692 h, 694 h, 696 h, 698 h, 700 h, 702 h, 704 h, 706 h, 708 h, 710 h, 712 h, 714 h, 716 h, 718 h, 720 h, 722 h, 724 h, 726 h, 728 h, 730 h, 732 h, 734 h, 736 h, 738 h, 740 h, 742 h, 744 h, 746 h, 748 h, 750 h, 752 h, 754 h, 756 h, 758 h, 760 h, 762 h, 764 h, 766 h, 768 h, 770 h, 772 h, 774 h, 776 h, 778 h, 780 h, 782 h, 784 h, 786 h, 788 h, 790 h, 792 h, 794 h, 796 h, 798 h, 800 h, 802 h, 804 h, 806 h, 808 h, 810 h, 812 h, 814 h, 816 h, 818 h, 820 h, 822 h, 824 h, 826 h, 828 h, 830 h, 832 h, 834 h, 836 h, 838 h, 840 h, 842 h, 844 h, 846 h, 848 h, 850 h, 852 h, 854 h, 856 h, 858 h, 860 h, 862 h, 864 h, 866 h, 868 h, 870 h, 872 h, 874 h, 876 h, 878 h, 880 h, 882 h, 884 h, 886 h, 888 h, 890 h, 892 h, 894 h, 896 h, 898 h, 900 h, 902 h, 904 h, 906 h, 908 h, 910 h, 912 h, 914 h, 916 h, 918 h, 920 h, 922 h, 924 h, 926 h, 928 h, 930 h, 932 h, 934 h, 936 h, 938 h, 940 h, 942 h, 944 h, 946 h, 948 h, 950 h, 952 h, 954 h, 956 h, 958 h, 960 h, 962 h, 964 h, 966 h, 968 h, 970 h, 972 h, 974 h, 976 h, 978 h, 980 h, 982 h, 984 h, 986 h, 988 h, 990 h, 992 h, 994 h, 996 h, 998 h, 1000 h, 1002 h, 1004 h, 1006 h, 1008 h, 1010 h, 1012 h, 1014 h, 1016 h, 1018 h, 1020 h, 1022 h, 1024 h, 1026 h, 1028 h, 1030 h, 1032 h, 1034 h, 1036 h, 1038 h, 1040 h, 1042 h, 1044 h, 1046 h, 1048 h, 1050 h, 1052 h, 1054 h, 1056 h, 1058 h, 1060 h, 1062 h, 1064 h, 1066 h, 1068 h, 1070 h, 1072 h, 1074 h, 1076 h, 1078 h, 1080 h, 1082 h, 1084 h, 1086 h, 1088 h, 1090 h, 1092 h, 1094 h, 1096 h, 1098 h, 1100 h, 1102 h, 1104 h, 1106 h, 1108 h, 1110 h, 1112 h, 1114 h, 1116 h, 1118 h, 1120 h, 1122 h, 1124 h, 1126 h, 1128 h, 1130 h, 1132 h, 1134 h, 1136 h, 1138 h, 1140 h, 1142 h, 1144 h, 1146 h, 1148 h, 1150 h, 1152 h, 1154 h, 1156 h, 1158 h, 1160 h, 1162 h, 1164 h, 1166 h, 1168 h, 1170 h, 1172 h, 1174 h, 1176 h, 1178 h, 1180 h, 1182 h, 1184 h, 1186 h, 1188 h, 1190 h, 1192 h, 1194 h, 1196 h, 1198 h, 1200 h, 1202 h, 1204 h, 1206 h, 1208 h, 1210 h, 1212 h, 1214 h, 1216 h, 1218 h, 1220 h, 1222 h, 1224 h, 1226 h, 1228 h, 1230 h, 1232 h, 1234 h, 1236 h, 1238 h, 1240 h, 1242 h, 1244 h, 1246 h, 1248 h, 1250 h, 1252 h, 1254 h, 1256 h, 1258 h, 1260 h, 1262 h, 1264 h, 1266 h, 1268 h, 1270 h, 1272 h, 1274 h, 1276 h, 1278 h, 1280 h, 1282 h, 1284 h, 1286 h, 1288 h, 1290 h, 1292 h, 1294 h, 1296 h, 1298 h, 1300 h, 1302 h, 1304 h, 1306 h, 1308 h, 1310 h, 1312 h, 1314 h, 1316 h, 1318 h, 1320 h, 1322 h, 1324 h, 1326 h, 1328 h, 1330 h, 1332 h, 1334 h, 1336 h, 1338 h, 1340 h, 1342 h, 1344 h, 1346 h, 1348 h, 1350 h, 1352 h, 1354 h, 1356 h, 1358 h, 1360 h, 1362 h, 1364 h, 1366 h, 1368 h, 1370 h, 1372 h, 1374 h, 1376 h, 1378 h, 1380 h, 1382 h, 1384 h, 1386 h, 1388 h, 1390 h, 1392 h, 1394 h, 1396 h, 1398 h, 1400 h, 1402 h, 1404 h, 1406 h, 1408 h, 1410 h, 1412 h, 1414 h, 1416 h, 1418 h, 1420 h, 1422 h, 1424 h, 1426 h, 1428 h, 1430 h, 1432 h, 1434 h, 1436 h, 1438 h, 1440 h, 1442 h, 1444 h, 1446 h, 1448 h, 1450 h, 1452 h, 1454 h, 1456 h, 1458 h, 1460 h, 1462 h, 1464 h, 1466 h, 1468 h, 1470 h, 1472 h, 1474 h, 1476 h, 1478 h, 1480 h, 1482 h, 1484 h, 1486 h, 1488 h, 1490 h, 1492 h, 1494 h, 1496 h, 1498 h, 1500 h, 1502 h, 1504 h, 1506 h, 1508 h, 1510 h, 1512 h, 1514 h, 1516 h, 1518 h, 1520 h, 1522 h, 1524 h, 1526 h, 1528 h, 1530 h, 1532 h, 1534 h, 1536 h, 1538 h, 1540 h, 1542 h, 1544 h, 1546 h, 1548 h, 1550 h, 1552 h, 1554 h, 1556 h, 1558 h, 1560 h, 1562 h, 1564 h, 1566 h, 1568 h, 1570 h, 1572 h, 1574 h, 1576 h, 1578 h, 1580 h, 1582 h, 1584 h, 1586 h, 1588 h, 1590 h, 1592 h, 1594 h, 1596 h, 1598 h, 1600 h, 1602 h, 1604 h, 1606 h, 1608 h, 1610 h, 1612 h, 1614 h, 1616 h, 1618 h, 1620 h, 1622 h, 1624 h, 1626 h, 1628 h, 1630 h, 1632 h, 1634 h, 1636 h, 1638 h, 1640 h, 1642 h, 1644 h, 1646 h, 1648 h, 1650 h, 1652 h, 1654 h, 1656 h, 1658 h, 1660 h, 1662 h, 1664 h, 1666 h, 1668 h, 1670 h, 1672 h, 1674 h, 1676 h, 1678 h, 1680 h, 1682 h, 1684 h, 1686 h, 1688 h, 1690 h, 1692 h, 1694 h, 1696 h, 1698 h, 1700 h, 1702 h, 1704 h, 1706 h, 1708 h, 1710 h, 1712 h, 1714 h, 1716 h, 1718 h, 1720 h, 1722 h, 1724 h, 1726 h, 1728 h, 1730 h, 1732 h, 1734 h, 1736 h, 1738 h, 1740 h, 1742 h, 1744 h, 1746 h, 1748 h, 1750 h, 1752 h, 1754 h, 1756 h, 1758 h, 1760 h, 1762 h, 1764 h, 1766 h, 1768 h, 1770 h, 1772 h, 1774 h, 1776 h, 1778 h, 1780 h, 1782 h, 1784 h, 1786 h, 1788 h, 1790 h, 1792 h, 1794 h, 1796 h, 1798 h, 1800 h, 1802 h, 1804 h, 1806 h, 1808 h, 1810 h, 1812 h, 1814 h, 1816 h, 1818 h, 1820 h, 1822 h, 1824 h, 1826 h, 1828 h, 1830 h, 1832 h, 1834 h, 1836 h, 1838 h, 1840 h, 1842 h, 1844 h, 1846 h, 1848 h, 1850 h, 1852 h, 1854 h, 1856 h, 1858 h, 1860 h, 1862 h, 1864 h, 1866 h, 1868 h, 1870 h, 1872 h, 1874 h, 1876 h, 1878 h, 1880 h, 1882 h, 1884 h, 1886 h, 1888 h, 1890 h, 1892 h, 1894 h, 1896 h, 1898 h, 1900 h, 1902 h, 1904 h, 1906 h, 1908 h, 1910 h, 1912 h, 1914 h, 1916 h, 1918 h, 1920 h, 1922 h, 1924 h, 1926 h, 1928 h, 1930 h, 1932 h, 1934 h, 1936 h, 1938 h, 1940 h, 1942 h, 1944 h, 1946 h, 1948 h, 1950 h, 1952 h, 1954 h, 1956 h, 1958 h, 1960 h, 1962 h, 1964 h, 1966 h, 1968 h, 1970 h, 1972 h, 1974 h, 1976 h, 1978 h, 1980 h, 1982 h, 1984 h, 1986 h, 1988 h, 1990 h, 1992 h, 1994 h, 1996 h, 1998 h, 2000 h, 2002 h, 2004 h, 2006 h, 2008 h, 2010 h, 2012 h, 2014 h, 2016 h, 2018 h, 2020 h, 2022 h, 2024 h, 2026 h, 2028 h, 2030 h, 2032 h, 2034 h, 2036 h, 2038 h, 2040 h, 2042 h, 2044 h, 2046 h, 2048 h, 2050 h, 2052 h, 2054 h, 2056 h, 2058 h, 2060 h, 2062 h, 2064 h, 2066 h, 2068 h, 2070 h, 2072 h, 2074 h, 2076 h, 2078 h, 2080 h, 2082 h, 2084 h, 2086 h, 2088 h, 2090 h, 2092 h, 2094 h, 2096 h, 2098 h, 2100 h, 2102 h, 2104 h, 2106 h, 2108 h, 2110 h, 2112 h, 2114 h, 2116 h, 2118 h, 2120 h, 2122 h, 2124 h, 2126 h, 2128 h, 2130 h, 2132 h, 2134 h, 2136 h, 2138 h, 2140 h, 2142 h, 2144 h, 2146 h, 2148 h, 2150 h, 2152 h, 2154 h, 2156 h, 2158 h, 2160 h, 2162 h, 2164 h, 2166 h, 2168 h, 2170 h, 2172 h, 2174 h, 2176 h, 2178 h, 2180 h, 2182 h, 2184 h, 2186 h, 2188 h, 2190 h, 2192 h, 2194 h, 2196 h, 2198 h, 2200 h, 2202 h, 2204 h, 2206 h, 2208 h, 2210 h, 2212 h, 2214 h, 2216 h, 2218 h, 2220 h, 2222 h, 2224 h, 2226 h, 2228 h, 2230 h, 2232 h, 2234 h, 2236 h, 2238 h, 2240 h, 2242 h, 2244 h, 2246 h, 2248 h, 2250 h, 2252 h, 2254 h, 2256 h, 2258 h, 2260 h, 2262 h, 2264 h, 2266 h, 2268 h, 2270 h, 2272 h, 2274 h, 2276 h, 2278 h, 2280 h, 2282 h, 2284 h, 2286 h, 2288 h, 2290 h, 2292 h, 2294 h, 2296 h, 2298 h, 2300 h, 2302 h, 2304 h, 2306 h, 2308 h, 2310 h, 2312 h, 2314 h, 2316 h, 2318 h, 2320 h, 2322 h, 2324 h, 2326 h, 2328 h, 2330 h, 2332 h, 2334 h, 2336 h, 2338 h, 2340 h, 2342 h, 2344 h, 2346 h, 2348 h, 2350 h, 2352 h, 2354 h, 2356 h, 2358 h, 2360 h, 2362 h, 2364 h, 2366 h, 2368 h, 2370 h, 2372 h, 2374 h, 2376 h, 2378 h, 2380 h, 2382 h, 2384 h, 2386 h, 2388 h, 2390 h, 2392 h, 2394 h, 2396 h, 2398 h, 2400 h, 2402 h, 2404 h, 2406 h, 2408 h, 2410 h, 2412 h, 2414 h, 2416 h, 2418 h, 2420 h, 2422 h, 2424 h, 2426 h, 2428 h, 2430 h, 2432 h, 2434 h, 2436 h, 2438 h, 2440 h, 2442 h, 2444 h, 2446 h, 2448 h, 2450 h, 2452 h, 2454 h, 2456 h, 2458 h, 2460 h, 2462 h, 2464 h, 2466 h, 2468 h, 2470 h, 2472 h, 2474 h, 2476 h, 2478 h, 2480 h, 2482 h, 2484 h, 2486 h, 2488 h, 2490 h, 2492 h, 2494 h, 2496 h, 2498 h, 2500 h, 2502 h, 2504 h, 2506 h, 2508 h, 2510 h, 2512 h, 2514 h, 2516 h, 2518 h, 2520 h, 2522 h, 2524 h, 2526 h, 2528 h, 2530 h, 2532 h, 2534 h, 2536 h, 2538 h, 2540 h, 2542 h, 2544 h, 2546 h, 2548 h, 2550 h, 2552 h, 2554 h, 2556 h, 2558 h, 2560 h, 2562 h, 2564 h, 2566 h, 2568 h, 2570 h, 2572 h, 2574 h, 2576 h, 2578 h, 2580 h, 2582 h, 2584 h, 2586 h, 2588 h, 2590 h, 2592 h, 2594 h, 2596 h, 2598 h, 2600 h, 2602 h, 2604 h, 2606 h, 2608 h, 2610 h, 2612 h, 2614 h, 2616 h, 2618 h, 2620 h, 2622 h, 2624 h, 2626 h, 2628 h, 2630 h, 2632 h, 2634 h, 2636 h, 2638 h, 2640 h, 2642 h, 2644 h, 2646 h, 2648 h, 2650 h, 2652 h, 2654 h, 2656 h, 2658 h, 2660 h, 2662 h, 2664 h, 2666 h, 2668 h, 2670 h, 2672 h, 2674 h, 2676 h, 2678 h, 2680 h, 2682 h, 2684 h, 2686 h, 2688 h, 2690 h, 2692 h, 2694 h, 2696 h, 2698 h, 2700 h, 2702 h, 2704 h, 2706 h, 2708 h, 2710 h, 2712 h, 2714 h, 2716 h, 2718 h, 2720 h, 2722 h, 2724 h, 2726 h, 2728 h, 2730 h, 2732 h, 2734 h, 2736 h, 2738 h, 2740 h, 2742 h, 2744 h, 2746 h, 2748 h, 2750 h, 2752 h, 2754 h, 2756 h, 2758 h, 2760 h, 2762 h, 2764 h, 2766 h, 2768 h, 2770 h, 2772 h, 2774 h, 2776 h, 2778 h, 2780 h, 2782 h, 2784 h, 2786 h, 2788 h, 2790 h, 2792 h, 2794 h, 2796 h, 2798 h, 2800 h, 2802 h, 2804 h, 2806 h, 2808 h, 2810 h, 2812 h, 2814 h, 2816 h, 2818 h, 2820 h, 2822 h, 2824 h, 2826 h, 2828 h, 2830 h, 2832 h, 2834 h, 2836 h, 2838 h, 2840 h, 2842 h, 2844 h, 2846 h, 2848 h, 2850 h, 2852 h, 2854 h, 2856 h, 2858 h, 2860 h, 2862 h, 2864 h, 2866 h, 2868 h, 2870 h, 2872 h, 2874 h, 2876 h, 2878 h, 2880 h, 2882 h, 2884 h, 2886 h, 2888 h, 2890 h, 2892 h, 2894 h, 2896 h, 2898 h, 2900 h, 2902 h, 2904 h, 2906 h, 2908 h, 2910 h, 2912 h, 2914 h, 2916 h, 2918 h, 2920 h, 2922 h, 2924 h, 2926 h, 2928 h, 2930 h, 2932 h, 2934 h, 2936 h, 2938 h, 2940 h, 2942 h, 2944 h, 2946 h, 2948 h, 2950 h, 2952 h, 2954 h, 2956 h, 2958 h, 2960 h, 2962 h, 2964 h, 2966 h, 2968 h, 2970 h, 2972 h, 2974 h, 2976 h, 2978 h, 2980 h, 2982 h, 2984 h, 2986 h, 2988 h, 2990 h, 2992 h, 2994 h, 2996 h, 2998 h, 3000 h, 3002 h, 3004 h, 3006 h, 3008 h, 3010 h, 3012 h, 3014 h, 3016 h, 3018 h, 3020 h, 3022 h, 3024 h, 3026 h, 3028 h, 3030 h, 3032 h, 3034 h, 3036 h, 3038 h, 3040 h, 3042 h, 3044 h, 3046 h, 3048 h, 3050 h, 3052 h, 3054 h, 3056 h, 3058 h, 3060 h, 3062 h, 3064 h, 3066 h, 3068 h, 3070 h, 3072 h, 3074 h, 3076 h, 3078 h, 3080 h, 3082 h, 3084 h, 3086 h, 3088 h, 3090 h, 3092 h, 3094 h, 3096 h, 3098 h, 3100 h, 3102 h, 3104 h, 3106 h, 3108 h, 3110 h, 3112 h, 3114 h, 3116 h, 3118 h, 3120 h, 3122 h, 3124 h, 3126 h, 3128 h, 3130 h, 3132 h, 3134 h, 3136 h, 3138 h, 3140 h, 3142 h, 3144 h, 3146 h, 3148 h, 3150 h, 3152 h, 3154 h, 3156 h, 3158 h, 3160 h, 3162 h, 3164 h, 3166 h, 3168 h, 3170 h, 3172 h, 3174 h, 3176 h, 3178 h, 3180 h, 3182 h, 3184 h, 3186 h, 3188 h, 3190 h, 3192 h, 3194 h, 3196 h, 3198 h, 3200 h, 3202 h, 3204 h, 3206 h, 3208 h, 3210 h, 3212 h, 3214 h, 3216 h, 3218 h, 3220 h, 3222 h, 3224 h, 3226 h, 3228 h, 3230 h, 3232 h, 3234 h, 3236 h, 3238 h, 3240 h, 3242 h, 3244 h, 3246 h, 3248 h, 3250 h, 3252 h, 3254 h, 3256 h,

Le Monde

économie

LES MESURES GOUVERNEMENTALES SUR L'IMMIGRATION

« Les clandestins gênent l'insertion des immigrés »

déclare M^{me} Dufoix

Au cours du conseil des ministres réuni le 31 août, Mme Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat, a présenté une communication sur la politique en matière d'immigration. Un certain nombre de mesures ont été arrêtées (le Monde du 1er septembre) qui se regroupent autour de deux axes : l'insertion des populations immigrées vivant en France, d'une part, et la lutte contre l'immigration clandestine, d'autre part.

Sur ce dernier point, M. François Mitterrand s'est montré extrêmement ferme puisqu'il a affirmé : « Il faut renvoyer les immigrés clandestins ». Le président de la République a en outre souligné combien le dossier de l'immigration était « difficile et controversé » et rappelé qu'il ne fallait pas confondre les clandestins et les travailleurs immigrés.

L'après-midi, M. Gallo, porte-parole du gouvernement, et Mme Dufoix ont tenu une conférence de presse au cours de laquelle le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs

immigrés a apporté plusieurs précisions sur le dispositif arrêté en conseil des ministres.

On a ainsi pu apprendre que les négociations poursuivies avec les trois pays du Maghreb - l'Algérie, la Tunisie et le Maroc - pour la mise en place d'un « dyptique » s'étaient conclues par un accord, signé officiellement le matin même. Avec le dyptique, carte à deux volets, qui devrait devenir opérationnel dans les prochains mois, les voyageurs maghrébins disposeront d'un document authentifiant leur séjour touristique et valable pendant une durée de trois mois. Les contrôles devraient s'en trouver facilités et les pays de départ seraient ainsi associés à la maîtrise des flux d'entrée et de sortie.

D'autre part, Mme Dufoix a indiqué que cinquante-cinq postes de contrôleurs du travail seraient créés et des responsables, ayant rang de sous-préfet, nommés pour veiller à la coordination des différentes mesures dans des

départements où vivent principalement les populations immigrées.

Enfin, au chapitre des précisions, Mme Dufoix a annoncé que le montant des amendes payées par les employeurs de travailleurs clandestins serait multiplié par quatre, passant ainsi de 5 980 francs à 23 920 francs par infraction constatée.

Expliquant les principes de sa politique, Mme Georgina Dufoix a enfin voulu rappeler son attachement à une société multiculturelle. « C'est le défi qui nous est globalement posé », a-t-elle déclaré, ajoutant : « Ce qu'est la France y est en jeu ».

Selon le secrétaire d'Etat, la lutte contre les clandestins est devenue un élément indispensable pour l'équilibre de la société. « Il faut éviter tout dérapage car, sinon, ce sont les immigrés qui en pâtissent », affirme-t-elle, en concluant : « Les clandestins risquent de gêner l'insertion des immigrés ».

Des réactions diversifiées

Les premières réactions aux mesures gouvernementales du 31 août sur l'immigration apparaissent pour le moins diversifiées.

D'une part, la C.G.C. déclare avoir « pris connaissance avec déception » des mesures décidées, dont elle dénonce la « portée répressive » en rappelant qu'elle souhaite « un grand débat national sur le problème de l'immigration ».

D'autre part, la C.G.T. et la C.F.D.T. approuvent implicitement le dispositif annoncé. « Les dispositions adoptées et les perspectives ouvertes semblent aller dans le sens de certaines de nos préoccupations », a déclaré le 31 août, M. Joannès Galland, secrétaire de la C.G.T., même s'il subsiste des zones d'ombre et des questions quant aux modalités d'application. Anparavant, M. Galland avait rappelé que depuis 1974 la C.G.T. s'était prononcé pour l'arrêt de l'immigration, préconisant « des dispositions efficaces pour stopper l'immigration clandestine et sanctionner les officines et les patrons responsables ». Quant à la C.F.D.T., elle rappelle que, pour elle, « une politique de l'immigration repose sur deux grands axes : favoriser l'insertion sociale des immigrés et la maîtrise des flux migratoires négociée avec les pays d'origine ». La centrale de M. Edmond Maize ajoute : « Après hésita-

tions et zig-zags, le gouvernement vient de réaffirmer le choix de cette double option. » Cependant, « c'est sur l'importance des moyens financiers mis en œuvre que l'option gouvernementale en faveur de l'insertion pourra être jugée, tant les retards accumulés sont énormes ».

Toutefois apparaissent les commentaires du collectif constitué par quarante-trois organisations de défense des immigrés pour l'attribution d'une carte de séjour valable dix ans, et regroupant, entre autres, la Cimade et la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI). Ce collectif estime que, si les dispositions annoncées - répression des clandestins et insertion des résidents - se veulent équilibrées, en revanche « la population française risque de ne retirer que le caractère précis des mesures répressives », proclamées selon lui 1974 la C.G.T. s'était prononcé pour l'arrêt de l'immigration, préconisant « des dispositions efficaces pour stopper l'immigration clandestine et sanctionner les officines et les patrons responsables ». Quant à la C.F.D.T., elle rappelle que, pour elle, « une politique de l'immigration repose sur deux grands axes : favoriser l'insertion sociale des immigrés et la maîtrise des flux migratoires négociée avec les pays d'origine ». La centrale de M. Edmond Maize ajoute : « Après hésita-

● Le P.S.U. a déclaré, mercredi 31 août, que, « bien que les mesures annoncées par le gouvernement sur l'immigration se veulent équilibrées, elles paraissent beaucoup plus précises dans la répression des clandestins que dans l'insertion des immigrés en France », insertion pour laquelle « aucune proposition nouvelle n'apparaît », notamment pour la suppression des multiples cartes de séjour et de travail et leur remplacement par une carte unique, valable dix ans et renouvelable au-

tomatiquement, pourtant promise, en son temps, par François Mitterrand et par tous les partis de la majorité ».

● M. GUY GENNESSEAU, secrétaire général du parti démocratique français, a déclaré, mercredi 31 août, que « les mesures relatives à l'immigration envisagées par le gouvernement vont dans le bon sens ». « Il faut temps qu'elles interviennent », a-t-il dit, et il demeure urgent de les mettre en œuvre le plus rapidement possible, et ce d'une manière draconienne ».

Nouvelle décélération des dépenses de santé fin juillet

A la fin juillet 1983, le rythme d'augmentation des dépenses d'assurance-maladie, calculé à partir des remboursements effectués au cours des douze derniers mois, s'est élevé à 13,1 % contre 14,2 % fin juin 1983 et 19 % à la fin juillet 1982. Ce résultat confirme la tendance à une sensible décélération, observée depuis quelques mois. En rythme annuel, les dépenses de soins de santé ont augmenté de 13,5 % contre 14,5 % en juin et 19,5 % il y a un an. Sur un an, la décélération est particulièrement nette en ce qui concerne les remboursements aux établissements d'hospitalisation, qui, à la fin juillet 1983, ont augmenté en taux annuel de 12,6 %, contre 21,3 % en juillet 1982, soit + 13,9 % (contre 24,1 % il y a un an) dans le secteur

public et 8,5 % (contre 13,8 %) dans le secteur privé.

Le rythme de croissance des honoraires du secteur privé était à la fin juillet 1983 de 14,6 % - au lieu de 14,9 % en juin 1983 et de 15,7 % en juillet 1982, - dont 14,9 % pour les honoraires médicaux et 13,7 % pour les honoraires dentaires. Quant aux prescriptions, elles ont augmenté globalement de 12,7 % (contre 13,4 % il y a un mois et 18,9 % il y a un an), soit 12 % pour la pharmacie, 15,7 % pour les actes d'aide médicale et 13,2 % pour les actes de biologie. Enfin, les dépenses d'indemnisation des arrêts de travail pour maladie ont progressé de 9,2 %, au lieu de 10,3 % en juin 1983 et 13,1 % en juillet 1982.

FAITS ET CHIFFRES

Consommation

● L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.) dénonce, dans un communiqué, « la passivité des pouvoirs publics » à l'égard de plusieurs

affaires d'ententes de prix. L'U.F.C. s'élève contre les refus de vente dans l'optique, la parapharmacie, parle d'« entente dans la chaussure » et rappelle que de nombreuses affaires « en cours » traitent (skis, serrures, habillement, parfums).

Social

● L'entreprise Bourgeat-Fongereolles, à Valence (Drôme), a été déclarée en dépôt de bilan par le tribunal de commerce de Romans, qui a cependant autorisé la poursuite de l'activité.

Le dépôt de bilan devrait entraîner la suppression de 52 emplois, dont 30 départs en préretraite, sur un effectif de 177 personnes. La semaine passée, une partie du personnel avait occupé les locaux (le Monde du 27 août).

DANS LE DIX-HUITIÈME ARRONDISSEMENT

« Soyons raisonnables »

Au bout de la rue Caplat - dans le dix-huitième arrondissement de Paris - un boyau pavé et pentu, coincé entre le boulevard de la Chapelle et la rue de la Goutte-d'Or, les groupes se forment et se défont avec un air de désespoir. Nulle indignation. Pas le moindre signe d'emportement ou de colère. Et pour cause : Jall, Aïssa et les autres, assis sur les capots des voitures garées à deux pas d'un café à la devanture muette, ignorent tout des mesures gouvernementales avant de parcourir le communiqué du conseil des ministres. Berbe drus, regard malicieux, Karim, un menuisier marocain au chômage depuis un an, ne tarde pas à trancher : « Formidable, s'exclame-t-il à propos de la mesure qui exclut les étrangers de la liste des candidats à leurs emplois. Voilà de quoi protéger les travailleurs en règle, dignes, honnêtes. Le boulot manque déjà pour des gens de famille établis en France depuis quinze ans. Soyons raisonnables ! ». Ainsi, l'expulsion des « sans papiers » et le bouclage des frontières ne semblent pas révolter le communisme maghrébin. Au contraire. Un trait, ce vieil Algérien au visage émacié adossé au cloaque à jour, nous de la station Barbès résume les propos entendus et il s'agit : « Pourquoi les laisser entrer s'il n'y a pas de travail ? Pour qu'ils couchent sous les ponts ou se fassent exploiter ? ».

Aucun doute. La levée ou l'élévation des restrictions n'est que l'élément d'une lutte contre l'immigration clandestine. Paru enfin, les communistes trahissent souvent l'incertitude, voire une vague inquiétude. Jetant un regard distrait sur les affiches racoleuses et désuètes du Louxor, le cinéma voisin, un militaire tunisien à la retraite se dit certain du renvoi dans leur pays « avant la fin de l'année » de 200 000 immigrés. Comment le sait-il ? « J'ai mes informations », se borne-t-il à répondre l'air entendu.

« Papiers ou pas, conclut ce maître d'hôtel marocain à la mise soignée et à la chevelure grisonnante, nous restons des clandestins. Les cartes de séjour ou de travail n'y changeront rien. »

VINCENT HUGUEUX.

PRÉFECTURE D'INDRE-ET-LOIRE

AVIS AU PUBLIC

Enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux d'extension du poste de transformation électrique de LARCAV.

Aux termes d'un arrêté préfectoral en date du 21 juillet 1983, une enquête publique est ouverte du 1^{er} au 30 septembre 1983 inclus en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de création d'un poste de transformation électrique de 400/80 KV, et de ses installations annexes, portant extension du poste existant de 225/80 KV, sur le territoire de la commune de LARCAV (Indre-et-Loire).

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur, le dossier comporte une étude d'impact.

M. Robert DUCOS, commissaire-enquêteur, résidera à la mairie de LARCAV et y recevra les personnes intéressées les mardis 28, jeudi 29 et vendredi 30 septembre 1983, de 14 h 30 à 17 h 30.

Un dossier d'enquête, comprenant notamment l'étude d'impact, sera déposé à la mairie de LARCAV, pendant un mois, du 1^{er} au 30 septembre inclus, aux jours et heures habituels d'ouverture, afin que le public puisse en prendre connaissance et consigner, éventuellement, ses observations sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par écrit au commissaire-enquêteur.

Pendant la durée de l'enquête, l'étude d'impact pourra également être consultée, du lundi au vendredi inclus, aux lieux suivants :
- à la Préfecture d'Indre-et-Loire, Direction de l'Administration Générale et de la Réglementation, 4^e Bureau, 2^e étage, porte 13, de 9 h à 18 h 30 ;
- à la Sous-Préfecture de TOURS, de 9 h à 17 h ;
- à la Direction Interdépartementale de l'Industrie - Région Centre - 16, rue Adèle-Lanson-Chenault à SAINT-JEAN-LE-BLANC (Loiret), Division Energie, 2^e étage, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

A l'issue de l'enquête publique, une copie des conclusions motivées du commissaire-enquêteur sera déposée à la Préfecture d'Indre-et-Loire, à la Sous-Préfecture de TOURS et à la mairie de LARCAV pour être communiquée à toute personne qui en ferait la demande.

Fait à Tours, le 21 juillet 1983.
Pour le préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Gilles KILLIAN.

AFFAIRES

Le Fonds industriel de modernisation est « opérationnel »

Le Fonds industriel de modernisation est opérationnel le 1^{er} septembre. Pièce maîtresse du financement direct de la modernisation de l'industrie par l'épargne, mis en place par le ministère de l'Industrie et de la recherche, le FIM est placé auprès de l'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) et géré localement dans chaque région. Son comité directeur, présidé par M. Fabius, s'est réuni pour la première fois le 31 août. Il devait confirmer les dispositions déjà annoncées (le Monde du 29 juillet) et préciser ses règles de fonctionnement.

Le seuil à partir duquel les dossiers de demandes d'aide seront traités, non en province mais à Paris, est de 5 millions de francs. Une somme importante qui souligne une volonté de décentralisation. Il fallait ensuite préciser le fonctionnement du Fonds de garantie en cas de prêt débouchant sur un échec. Pour les prêts supérieurs à 150 millions de francs, c'est l'Etat qui couvrira par ses procédures traditionnelles ; les prêts inférieurs seront garantis par un fonds spécial, qui sera inscrit au budget 1984 du ministère de l'Industrie et de la recherche et dont l'ANVAR sera responsable.

La procédure de prêt du FIM sera

très accélérée. Le délai de réponse de l'ANVAR à une demande formulée par une entreprise doit être de huit semaines au maximum. Ensuite la signature du contrat de prêt ne devra pas dépasser quinze jours. Soit dix semaines au total pour obtenir un prêt. Les prêts seront effectués au taux pour 1983 de 9,75 % (puis liés ensuite au taux du livret A). Ce seront des prêts participatifs d'une durée de sept à dix ans avec des options de remboursement différé de deux ans pour les entreprises qui le souhaitent. D'autre part le FIM prêtera de l'argent aux sociétés de crédit bail à 9,75 %, leur permettant de récupérer cet avantage (les sociétés en général ont recours au marché financier à 12 %) sur leurs clients.

En revanche la ventilation globale des sommes du FIM n'est pas connue. Rien n'est décidé de ce qui ira aux opérations de développement de l'offre (bureautique, moteur automobile 3 litres, biotechnologie, cartes à mémoire) et à celles de développement des investissements de modernisation pour les entreprises. On sait seulement que la somme globale sera de 3 milliards en 1983, puis de 5 milliards « au minimum » en 1984 qui proviendront du livret d'épargne industrielle rebaptisé CODEVI.

E. L. B.

EXONERÉ D'IMPOT COMME LE LIVRET « A »

Le Codevi sera rémunéré à 7,50 %

Annoncée pour le 1^{er} octobre prochain, la création du compte pour le développement industriel (ou Codevi), devrait intervenir dans les délais prévus. Il est destiné à alimenter le fonds industriel de modernisation, via la Caisse de dépôts et de consignations comme il est de règle pour l'épargne des ménages.

Présenté par M. Laurent Fabius comme un produit financier nouveau dont le principe devait être « analogue au livret A », le Codevi justifiera cette analogie par quelques points identiques : une liquidité complète (c'est-à-dire qu'il sera possible d'effectuer des dépôts et des retraits à tout instant), une exonération d'impôt totale et, surtout, une rémunération de 7,50 % par an, calculée elle aussi par trimestre, conforme à celle du livret « A ».

En revanche, contrairement à ce dernier qui n'est disponible que dans les caisses d'épargne (Ecurieil et P.T.T.) et au crédit national (sous la forme d'un livret « bleu »), le compte pour le développement industriel sera mis en place sur tous les réseaux, donc dans toutes les banques, comme

ce fut le cas en juin 1982 lors de la création du livret d'épargne populaire (ou livret « rose »), premier pas vers le « bananisation » des réseaux de collecte.

Enfin, la loi parue au Journal officiel du 9 juillet dernier, qui portait création du Codevi, prévoyait l'instauration d'un plafond de dépôt de 20 000 F au maximum par compte. Cette limite sera maintenue, mais le décret d'application qui devrait paraître dans une quinzaine de jours ramènera le plafond à 10 000 F par contribuable pour la première année, avec possibilité, comme prévu, de détenir deux Codevi par ménage ou sens fiscal.

En maintenant à 20 000 F par ménage le montant maximal des dépôts défiscalisés, les pouvoirs publics ont voulu, d'une part, mesurer pendant quelque temps l'apport réel des Codevi aux entreprises industrielles et, d'autre part, éviter des transferts trop importants de la part des épargnants qui, à la limite de leur plafond sur le livret « A », détournent un livret « B » soumis, lui, à l'impôt.

S. M.

Lourde amende pour Boehringer-France accusé de concurrence déloyale

Sur avis de la commission de la concurrence, le ministère de l'économie et des finances vient d'infliger une amende de 2,5 millions de francs à la filiale française du grand groupe pharmaceutique allemand Boehringer Ingelheim, les Laboratoires Boehringer Ingelheim de Reims, ainsi qu'à ses sociétés apparentées, les Laboratoires français de thérapeutique (L.F.T.) et les Laboratoires du Sud-Ouest (Labso) pour concurrence déloyale sur le marché des médicaments employés pour traiter les affections cardiaques. En outre, les prix des deux produits incrimés dans cette affaire, la Persantine et sa copie conforme, le Périndamol, tous deux fabriqués en France, vont être autoritairement abaissés de 5 %.

Ces trois sociétés se voient reprocher d'avoir abusé de leur position dominante en exerçant des pressions sur leurs rivaux potentiels, après l'expiration du brevet de la Persantine en 1976, pour les empêcher de lancer leurs propres produits, et, ce,

au moyen d'une baisse sélective de tarifs. Il est également fait grief à ces sociétés d'avoir artificiellement gonflé les prix de la matière première achetée à la maison mère allemande pour fabriquer le principe actif (dipyridamol) entrant dans ce médicament et d'avoir ainsi occasionné des surcoûts à la Sécurité sociale (au moins 100 millions de francs par an, d'après certaines estimations).

C'est une vieille histoire, dont l'origine remonte à plus de dix ans. A différentes reprises, des voix s'élevaient pour dénoncer les pratiques employées par Boehringer, qui, en particulier, avait fait capoter l'expérimentation menée par les Laboratoires français de produits génériques (L.F.P.G.), à l'époque filiale de P.U.K. et depuis passée dans le giron de la SANOFI, pour mettre sur le marché un produit identique à la Persantine. Avec le boycottage des pharmaciens d'officine, les L.F.P.G. avaient dû cesser leurs activités et se reconverter. — A. D.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
S.E.U.	8,8930	8,8960	+ 130	+ 185	+ 275	+ 335	+ 630	+ 770
S.c.m.	6,5637	6,5677	+ 146	+ 200	+ 312	+ 370	+ 702	+ 837
Yen (100) ..	3,298	3,294	+ 166	+ 204	+ 332	+ 387	+ 897	+ 962
D.M.	3,0102	3,0125	+ 161	+ 186	+ 335	+ 344	+ 923	+ 966
Florio	2,0805	2,0822	+ 126	+ 151	+ 265	+ 291	+ 754	+ 815
F.B. (100) ..	14,9676	14,9760	+ 326	+ 479	+ 692	+ 882	+ 1433	+ 1828
F.S.	3,7144	3,7175	+ 231	+ 264	+ 482	+ 518	+ 1358	+ 1441
L.(1 000) ...	5,0420	5,0451	+ 261	+ 184	+ 511	+ 416	+ 1614	+ 1455
L.	12,1274	12,1375	+ 222	+ 331	+ 496	+ 621	+ 1282	+ 1543

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9 5/16	9 11/16	9 3/4	10 1/8	9 7/8	10 1/4	10 7/16	10 13/16
D.M.	4 15/16	5 5/16	5 1/8	5 1/2	5 5/16	5 11/16	5 3/4	6 1/8
Florio	5 7/8	6 1/8	5 15/16	6 5/16	6 1/16	6 7/16	6 5/16	6 11/16
F.B. (100) ..	8	9	8 5/8	9	8 3/4	9 1/16	9 3/4	10 9/16
F.S.	1 3/8	2 1/8	4 1/8	4 1/2	4 3/16	4 9/16	4 5/8	5
L.(1 000) ...	16 1/4	16 1/2	17 1/8	17 5/8	17 3/16	18 1/8	18 1/8	19
L.	9 1/4	9 3/4	9 7/16	9 13/16	9 5/16	9 15/16	10	10 3/8
F. franc ..	12 1/4	12 3/8	12 7/8	13 1/4	13 7/8	14 1/4	14 5/8	17

Handwritten note in Arabic script: "هذا من الاصل"

AFFAIRES

COOPÉRATION EUROPÉENNE DANS L'INFORMATIQUE

Siemens, Bull et I.C.L. créent un centre de recherche commun

L'Europe industrielle trouve encore, de temps en temps, des raisons d'espérer. Les trois plus importantes sociétés européennes d'informatique, Siemens (Allemagne fédérale), Bull (France) et International Computer Ltd (I.C.L. Grande-Bretagne), devaient signer le 1^{er} septembre un accord pour la création d'un centre de recherche commun. Ce centre sera détenu à parts égales par les compagnies, et ses coûts de fonctionnement seront partagés en trois. Cette signature concrétise un protocole d'intention signé en mars dernier (*le Monde* du 23 mars).

Le centre, qui sera situé en Bavière du Sud, mais dans des locaux indépendants de ceux de Siemens, dont le siège est à Munich, devra entamer ses travaux dès le début de l'année prochaine. Il faudra faire vite. Il comprendra une cinquantaine de chercheurs de haut niveau d'ici à deux ans.

Les travaux porteront sur des projets à long terme (cinq ou dix ans) entrés sur le traitement des connaissances, c'est-à-dire sur le développement d'une informatique qui pourra à l'avenir traiter des informations au sens large, comme la parole ou les images, et non plus seulement les données mathématiques, comme aujourd'hui. Un thème sur lequel travaillent tous les informaticiens aujourd'hui sous des vocables divers, qui vont de l'intelligence artificielle aux ordinateurs « de quatrième génération » des Japonais. Chaque projet ayant abouti sera ensuite mis à la disposition des trois sociétés, à charge pour chacune de les développer, les produire et les vendre à son gré, mais en concurrence avec les deux autres.

La démarche n'est pas neuve. Les Japonais l'ont adoptée et, plus

récentement, les Américains. La recherche se révélant de plus en plus coûteuse, il devient nécessaire de la financer à plusieurs. L'heureux est qu'il y en a plusieurs : soit européen. Voilà une rupture avec le comportement des industriels d'autres secteurs de l'électronique (télécommunication, magnétoscopes) et avec celui des informaticiens eux-mêmes. Après 1976, date de la rupture des accords d'Unidata qui liaient Siemens, Bull (à l'époque C.I.L.) et Philips et auxquels devait s'ajouter I.C.L., chacun s'en est allé chercher de nouveaux partenaires non européens : C.I.L. a trouvé avec l'Américain Honeywell, puis Siemens et I.C.L. avec le japonais Fujitsu. Ces accords ne sont bien entendu remis en question d'aucune manière, tant l'industrie du Vieux Continent reste dépendante puisqu'elle ne contrôle que le quart à peine de son marché de la grande informatique.

Le montant du budget global du centre de recherche commun n'est pas encore connu, mais on avait parlé de 60 millions de francs par an. Un chiffre évidemment très faible, qui ne représente guère que 2 % de la seule recherche dite « fondamentale » d'I.B.M. Le centre n'est donc pas fait pour assurer à lui seul l'avenir des trois sociétés, qui chacune de leur côté et avec les autres partenaires poursuivent l'essentiel de leur recherche. Par ailleurs, le centre pourra travailler sur le projet Esprit, piloté par la communauté européenne dans un même souci de pragmatisme et d'objectif à long terme. D'importance symbolique, la création de ce centre de recherche commun sera un test pour des opérations européennes de plus grande envergure.

ERIC LE BOUCHER.

LE « COMPACT DISC » PASSE DU SALON A LA VOITURE

Sorti en mars dernier sur le marché européen après son lancement en première mondiale au Japon à l'automne 1982, le lecteur numérique de disque à laser, encore appelé « compact disc » ou D.A.D. (*digital audio disc*), franchit une nouvelle étape dans son développement. La firme japonaise Toyota a décidé d'équiper certains modèles de voiture dès l'automne prochain.

Spécialement conçus pour s'adapter aux exigences de ce nouvel environnement, notamment avec une suspension flottante destinée à supprimer les inconvénients créés par les vibrations, ces appareils, d'une taille inférieure des deux tiers aux modèles domestiques, seront fabriqués par la société nipponne Fujitsu Ten Ltd, l'une des cinquante sociétés sous licence Philips-Sony dans le monde, avec qui Toyota a signé un accord de coopération.

Aucun prix n'a été donné, ni aucune prévision, faite sur les perspectives d'avenir de ce nouveau produit. Le groupe néerlandais Philips présentera, lui aussi, un modèle spécialement étudié pour la voiture au Salon audio-vidéo de Berlin, dont les portes s'ouvriront vendredi prochain 2 septembre. La firme d'Eindhoven compte bien sur les avantages de ce nouvel appareil (simplicité de manipulation contribuant à renforcer la sécurité, allongement de la durée de vie) pour accentuer sa percée sur le marché de l'auto-radio. Elle songe déjà à d'autres applications pour l'automobile, avec les énormes possibilités offertes par la lecture de disques à laser pour stocker les informations. Gageons que les Japonais y pensent aussi. — A. D.

ÉTRANGER

Aux Etats-Unis

L'ACTIVITÉ VA SE RALENTIR

L'indice composite de l'économie américaine, qui est censé indiquer la tendance de la conjoncture à venir, s'est progressivement de 0,3 % en juillet, soit la plus faible hausse mensuelle depuis près d'un an, a annoncé, le 31 août, le département du commerce. Ce résultat a renforcé le sentiment selon lequel le rythme de croissance de l'économie américaine est appelé à se ralentir quelque peu.

En juin, l'indice composite avait progressé de 1 %. Cet indice a augmenté pendant onze mois de suite, ce qui constitue la plus longue période de hausse ininterrompue depuis celle qui avait duré dix-sept mois jusqu'en juillet 1975. — (A.F.P., U.P.I.)

VERS UN REGAIN DE PROTECTIONNISME ?

Washington (A.F.P.). — Le président de la Commission du commerce international, M. Alfred Eckles, a dressé la 31 août un sombre tableau de la compétitivité internationale des Etats-Unis, soulignant que le pays exportait davantage de produits de base et moins de produits manufacturés, un peu comme à l'époque où l'Amérique était une colonie britannique. Il a agité d'un « problème chronique » qu'une baisse du dollar pourrait alléger quelque peu, mais non résoudre, a-t-il dit dans un discours prononcé devant le National Press Club.

Cette évolution reflète, a-t-il précisé, pour une bonne part les efforts déployés par les fabricants étrangers sur les plans des coûts, de l'utilisation des techniques et de l'innovation pour offrir sur le marché américain des produits moins chers et souvent de meilleure qualité que ceux fabriqués aux Etats-Unis. Pour M. Eckles, trop souvent les firmes américaines ne réagissent que tardivement à la pénétration de produits étrangers ou ont tendance à se procurer à l'étranger des éléments meilleur marché pour leurs fabrications. Ou encore, a-t-il ajouté, elles se tournent vers la Commission du commerce international pour lui demander sa protection. Selon lui, les demandes de ce genre vont augmenter, mais, a-t-il affirmé, la Commission ne fera qu'appliquer la réglementation, ne se déclarant favorable que s'il y a des pratiques déloyales. (Dans un passé récent, elle a fait droit aux demandes de protection dans une proportion de 57 %.)

Industrie

Une usine de propulseur pour le lanceur Ariane a été inaugurée mercredi 31 août à Toulouse. Construite par la Société nationale des poudres et explosifs, elle produit depuis mai dernier de l'U.D.M.H. (diméthylhydrazine asymétrique) suivant un procédé étudié dans un laboratoire de l'université de Lyon (*le Monde* du 25 juin 1980). Cette unité de production, dont la construction a coûté 44 millions de francs, évite d'importer de l'U.D.M.H. soviétique.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

RODAMCO

FORTE CROISSANCE

Depuis fin août 1982, Rodamco a émis deux millions d'actions nouvelles pour satisfaire à la demande des investisseurs tant privés qu'institutionnels ; le capital émis s'est ainsi accru de 40 %. La direction de la société estime que cette tendance positive se poursuivra, et, selon ses commentaires à l'assemblée générale des actionnaires de Rodamco réunis le 25 août dernier, les biens immobiliers de première qualité sont très recherchés.

La moitié des placements de Rodamco se trouve, actuellement concentrée aux Etats-Unis, un quart aux Pays-Bas, 15 % en Allemagne fédérale et le reste en Belgique et en France, proportions que la société a l'intention de modifier en faveur de la R.F.A. : elle a, en effet, entamé des pourparlers pour l'acquisition d'un certain nombre de programmes dans ce pays. Les fonds propres de Rodamco approchent de 2,7 milliards de francs français.

D'importants projets d'investissement nouveaux ont atteint la phase finale de préparation. Rodamco ayant trouvé une solution pour la sauvegarde de sa liquidité, elle pourra demeurer en état de défense, tout en limitant ses disponibilités. La taxe très élevée du financement par les fonds propres (75 %) constitue une autre garantie pour les grands investisseurs qui présentent son caractère « à long terme », en toutes circonstances.

Rodamco prévoit que les résultats d'exploitation de l'exercice en cours seront comparables à ceux de l'exercice écoulé. Pour ce qui concerne l'évolution de la valeur des immeubles en portefeuille, les pronostics sont également positifs, pour les programmes américains en tout cas. La couverture des placements en dollars a été ramenée à 60 %.

legrand

A la suite du décès, le 20 juillet 1983, de M. Jean Verspiessen, président-directeur général de LEGRAND, le conseil d'administration, qui s'est réuni le 29 août 1983 à Limoges, a élu président M. Edouard Decoster, précédemment vice-président directeur général. Il a également décidé de faire entrer au conseil M. Jean Verspiessen, qui a été élu vice-président.

M. François Grapport a été confirmé en tant que directeur général. Il est rappelé que M. Jean Verspiessen et M. Edouard Decoster avaient, depuis plusieurs années, fait appel à des collaborateurs ou à des cadres recrutés à l'extérieur pour renforcer l'équipe de direction, qui est maintenant au complet, et assurer le remplacement de certains responsables arrivés en fin de carrière.

Lisez

Le Monde des PHILATÉLISTES

PRÉFECTURE DE L'AIN

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

OBJET : ÉTAT - MINISTÈRE DES TRANSPORTS
Liaison fluviale mer du Nord-Méditerranée. Événement du pont de Milcon : canal de dérivation de Saint-Laurent-sur-Saône. Enquête préalable à la déclaration d'utilité publique.

Par arrêté préfectoral en date du 10 août 1983 a été ordonnée l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique sur le projet cité en objet dans les formes déterminées par le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le dossier soumis à l'enquête comporte une étude d'impact sur l'environnement conformément aux dispositions du décret n° 77-1441 du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature.

L'enquête publique sera ouverte à la préfecture de l'Ain (bureau des opérations immobilières) où le dossier sera déposé du 13 septembre 1983 au 10 novembre 1983 inclus afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur un registre d'enquête, tous les jours de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h, samedis, dimanches et jours fériés exceptés, sauf les samedis 29 octobre 1983 et 5 novembre 1983 où le dossier et le registre seront tenus à la disposition du public de 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Pendant la même durée, un dossier identique et un registre d'enquête subsidiaire seront déposés dans les mairies des communes de CROTTET, FEILLENS, GRÈGES, REPLONGES et SAINT-LAURENT-SUR-SAÛNE où le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations les jours et heures habituels d'ouverture de ces mairies.

Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être adressées, par écrit, au président de la commission d'enquête à la préfecture de l'Ain.

En outre, les observations pourront être reçues par un des membres de la commission d'enquête pendant les trois derniers jours de l'enquête, les 8, 9 et 10 novembre 1983 à la préfecture de l'Ain.

La commission d'enquête est composée de cinq membres :

Président : M. Walker EPINAT, ingénieur général du génie rural et des eaux et forêts en retraite, 22, chemin des Charrières-Blanches, 69130 Ecully ;

Membres : M. Henri BERGER, receveur principal des impôts en retraite, 1, rue Emile-Bonnet, 01000 Bourg-en-Bresse ;

M. Albert DEBONNE, ingénieur des ponts et chaussées en retraite, Meillonnas, 01370 Saint-Etienne-du-Bois ;

M. René MALÉVIELLE, directeur du parc ornithologique de Villars-les-Dombes, Grange-Neuve, 01330 Villars-les-Dombes ;

M. Gabriel PERRET, membre de la chambre d'agriculture de l'Ain, propriétaire-exploitant, Lescheroux, 01560 Saint-Trivier-de-Courtes.

Le siège de la commission d'enquête est fixé à la préfecture de l'Ain.

Une copie du rapport de la commission d'enquête, contenant ses conclusions motivées sera déposée à la préfecture de l'Ain et dans chacune des mairies concernées.

Toute personne physique ou morale concernée pourra demander communication des conclusions de la commission d'enquête. La demande devra être adressée au préfet, commissaire de la République du département de l'Ain.

Bourg-en-Bresse, le 10 août 1983.

Le préfet,

commissaire de la République,

Philippe LOISEAU.

(Publié)

RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE
BUREAU DU PROJET ÉDUCATION
B.P. 2250 Tél. : 6629, 5425 TLX BDI 70
BUJUMBURA

AVIS D'APPEL D'OFFRES 976/BU/4/83

Le Gouvernement du Burundi - Bureau du Projet Éducation - lance un appel d'offres pour la fourniture de mobilier destiné aux Centres de formation polyvalente.

Le projet est financé conjointement par le Gouvernement du Burundi et la Banque Mondiale.

La participation est ouverte aux fournisseurs et entrepreneurs admis à soumissionner conformément aux directives concernant la passation des marchés financés par les prêts de la Banque Mondiale et les crédits de l'IDA.

Le Cahier spécial des Charges peut être obtenu contre paiement de 10 000 FBU auprès du Bureau du Projet Éducation (B.P.E.) à Bujumbura.

Les soumissions rédigées en français doivent parvenir à Monsieur le Secrétaire permanent du conseil des adjudications de la République du Burundi, B.P. 2087, à Bujumbura, le 14 octobre 1983 au plus tard.

L'ouverture des plis en séance publique aura lieu le 5 octobre 1983 à 9 heures, heure locale, dans la salle des réunions du Conseil des Adjudications, Ministère des Finances, à Bujumbura.

Emprunt d'état Septembre 83

VOUS POUVEZ CHOISIR ENTRE DEUX FORMULES :

13,70 %
DURÉE 10 ANS

13,20 % "ÉCHANGEABLE"
DURÉE 12 ANS

POUR LES DEUX FORMULES :

ÉMISSION AU PAIR

VERSEMENT DES INTÉRÊTS CHAQUE ANNÉE LE 19 SEPTEMBRE
REMBOURSEMENT AU PAIR A LA FIN DE LA DERNIÈRE ANNÉE

COUPURES : 2.000 F

TITRES COTÉS EN BOURSE

Dans la formule "échangeable", les porteurs pourront, après le 19 septembre 1985, échanger leurs titres contre des obligations à taux variable pour la durée restant à courir ; ce taux sera déterminé annuellement par la Caisse des Dépôts et Consignations, en fonction du rendement en bourse des emprunts d'état non indexés.

Renseignez-vous à votre guichet habituel.

**SOUSCRIVEZ
A L'AVENIR DE LA FRANCE**

CONJONCTURE

Une étude de la Banque de France souligne la nette dégradation des résultats des entreprises en 1982

Les P.M.I. ont mieux résisté

Les firmes industrielles ont bénéficié dans leur ensemble en 1982 d'un net regain d'activité. Pourtant, le taux de valeur ajoutée de ces firmes a de nouveau baissé. Le renchérissement des consommations intermédiaires, dû à la dévaluation du franc, et l'accroissement des impôts et des charges sociales n'ont pu, il est vrai, être répercutés dans les prix de vente du fait de la concurrence internationale et du blocage des prix. L'an passé se caractérise donc par une nouvelle dégradation de la situation des grandes sociétés industrielles, tandis que les P.M.I. résistent mieux.

Telles sont les caractéristiques de « l'évolution du système productif français » telles qu'elles transparaissent de l'étude, par la centrale des bilans de la Banque de France, de 3 544 sociétés soumises à l'impôt, un échantillon qui couvre 31 % de l'emploi industriel et 47 % des entreprises de plus de 500 salariés, ce qui est, selon la Banque de France, suffisamment représentatif « pour autoriser des conclusions généralisables ».

La valeur ajoutée a donc progressé moins vite que la production, ne gagnant que 0,2 % en termes réels en 1982, après avoir fléchi de 1,9 % en 1981. Et si les pertes d'emplois ont été freinées (- 0,6 % contre 3,3 % en 1981), du fait notamment de leur bonne tenue dans les P.M.E. (+ 0,1 %), c'est au détriment de la productivité : en francs constants, la valeur ajoutée par salarié a augmenté pour l'industrie de 0,8 % contre 1,5 % en 1981.

Les charges, malgré le blocage temporaire des revenus, ont progressé. Les frais de personnel ont augmenté de 14,1 % et les charges sociales de 15,5 % (contre 12,5 % en 1981) du fait des cotisations UNEDIC et des nouveaux barèmes de la Sécurité sociale. Dans l'aéronautique, par exemple, la hausse atteint même 21,8 %.

Pour la seconde année consécutive, les investissements ont fléchi (de 5,3 % en volume contre 2 % en 1981), malgré une augmentation des dépenses d'équipement des P.M.E., plus que les investissements physiques, les investissements en actifs financiers ont en diminution (2 % de la valeur ajoutée contre 2,7 % les années précédentes) du fait de la réduction sensible des prises de participation par les grandes entreprises.

Malgré cette réduction des investissements,

« la détérioration quasi générale des résultats économiques » provoque une nouvelle contraction de l'autofinancement dans l'ensemble de l'industrie (- 4 %), (et ce en dépit d'une progression de celui-ci dans les P.M.E.). Inévitablement le taux d'endettement des entreprises françaises s'est encore accru, passant de 52,4 % en 1980 à 56,6 % en 1981 et à 61,3 % en 1982. Rappelons que le taux d'endettement est le rapport de l'endettement sur les ressources propres des entreprises.

Cette étude signale encore que la part distribuée aux actionnaires, en fonction des résultats de 1981 a légèrement régressé et que - une des rares nouvelles positives - la diminution des taux de base bancaires a provoqué une atténuation du système de progression des frais financiers.

LA DEUXIÈME TRANCHE DU FONDS SPÉCIAL DE GRANDS TRAVAUX VA ÊTRE Lancée EN OCTOBRE

Une deuxième tranche du Fonds spécial de grands travaux va être lancée au mois d'octobre. Dans ce but, un projet de loi a été présenté mercredi 31 août au conseil des ministres. Ce projet vise à majorer de deux centimes par litre d'essence et de gazole la taxe spécifique qui alimente depuis novembre 1982 le Fonds créé en août de l'année dernière.

Cette taxe qui passera de 2,7 à 4,7 centimes par litre en août 1984 permettra de rembourser les annuités d'emprunt qui, dans le cadre de la deuxième tranche, seront lancées progressivement à hauteur de 4 milliards de francs. Le Fonds continuera ainsi de financer des travaux routiers, des travaux urbains (transports collectifs), des économies d'énergie (isolation thermique du parc de H.L.M.). En 1984, les annuités de remboursement du Fonds atteindront 500 millions de francs environ.

Comme pour la première tranche, les collectivités locales et publiques (villes, départements, offices de H.L.M.) participeront au financement qui atteindra de nouveau quelque 10 milliards de francs (les 4 milliards du Fonds y compris).

(Lire le communiqué du conseil des ministres, pages 6 et 7.)

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES
sur film ou sur papier photo Ilford Cibachrome
ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS 12^e 337.21.32

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES INTELLECTUELS DE GAUCHE (bilan) : « Le trouble », par Philippe Boggio ; « Droit au travail et devoir d'impérance », par André Mandouze.
3. L'U. : Partie de chasse, de Pierre Christin et Enki Bilal.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : ISRAËL : la lutte pour la succession de M. Begin.
- LIBAN : M. Joumblatt rejette l'appel au dialogue lancé par M. Gemayel.
4. EUROPE : POLOGNE : l'anniversaire des accords de Gdansk.
- 4.5. ASIE : PHILIPPINES : violents affrontements entre étudiants et policiers.
- PAKISTAN : le régime militaire mise sur l'effacement du mouvement de contestation populaire.
5. AMÉRIQUES

POLITIQUE

6. M. Barre à l'université d'été des jeunes démocrates sociaux.
- 6-7. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
8. POINT DE VUE : « La désinformation » (II), par Alain Peyrefitte.

SOCIÉTÉ

9. Juillet, le mois le plus chaud depuis cent ans.
- SPDRS : les Internationaux de tennis des États-Unis.
10. ÉDUCATION : en Chine, une personne sur quatre est illettrée.

LE MONDE DES LIVRES

11. LE FEUILLETON : Chouk, de Jean Echenod, par Bertrand Poirot-Delpech.
- Voyage à travers les romans.
12. PORTRAIT : Lewis Mumford et les villes.
- LA VIE LITTÉRAIRE.
13. HISTOIRE : Napoléon for ever.
14. RÉCITS : Anne Bragance ou la description.
- HISTOIRE LITTÉRAIRE.
15. LETTRES ÉTRANGÈRES.

CULTURE

16. CINÉMA : au Festival de Venise, revoilà Une étoile est née.
- THÉÂTRE : le TSE réplète.
17. TÉMOIGNAGE : la double foi de José Bergamin.
18. COMMUNICATION : A voit : « Valérie ».

ÉCONOMIE

21. Les réactions aux mesures gouvernementales sur l'immigration.
22. CONJONCTURE : une étude de la Banque de France souligne la nette dégradation des résultats des entreprises.

RADIO-TÉLÉVISION (18) INFORMATIONS
SERVICES (19) :
 Mode : « Journal officiel » ;
 Météorologie ; Mots croisés ;
 Loterie ; Loto ; Arlequin.
Annales classées (20) :
 Carnet (22) ; Programmes des spectacles (17) ; Marchés financiers (23).

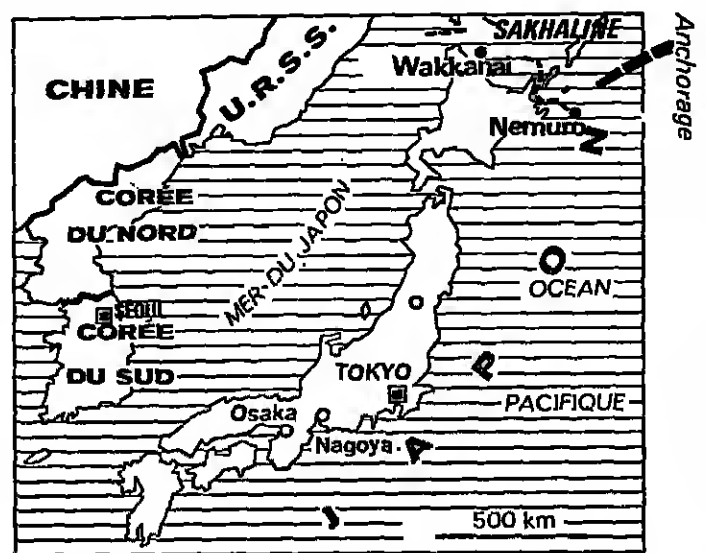
Le numéro de « Monde » daté 1^{er} septembre 1983 a été tiré à 480 312 exemplaires

LA MAISON DE L'IRAN
 DERNIÈRE SEMAINE
55,5%
 SUR
ARTISANAT ET TAPIS
 IRAN-ORIENT
 225-62.90
 65, Champs-Élysées, 8^e
 ouvert même dimanche

EFFECTUANT LA LIAISON NEW-YORK-SÉOUL

Un Boeing-747 sud-coréen disparaît mystérieusement entre le Japon et l'île soviétique de Sakhaline

Le mystère le plus complet entourait, ce jeudi 1^{er} septembre en début d'après-midi, la disparition d'un Boeing-747 des Korean Airlines (KAL) effectuant la liaison entre New-York et Séoul via Anchorage avec deux cent soixante-neuf personnes à bord, et dont on est sans nouvelles depuis mercredi soir 20 h 30, heure française. Les autorités soviétiques ont démenti les informations diffusées initialement à Séoul, selon lesquelles l'appareil avait été obligé de se poser sur un aéroport de l'île de Sakhaline. Les circonstances de cette disparition font l'objet de multiples hypothèses. A Tokyo, un porte-parole du gouvernement japonais, M. Gotoda, a déclaré que l'avion s'était « probablement écrasé à 3 h 38 » (heure locale) dans la nuit de mercredi à jeudi. Interrogé sur les spéculations selon lesquelles le Boeing-747 aurait



pu être abattu par des chasseurs soviétiques, M. Gotoda a affirmé ne pas avoir d'informations à ce sujet. Il a en revanche indiqué que de nombreux avions soviétiques effectuaient apparemment des recherches dans la région où l'appareil a disparu. Le vice-président de la KAL, M. Cho Choong Kun, a déclaré, pour sa part, qu'il n'excluait pas l'hypothèse d'une explosion en vol à bord du Boeing-747.

Chasseurs soviétiques

C'est alors qu'il se trouvait à 180 kilomètres de la presqu'île de Nemuro que l'appareil a eu son dernier contact radio avec le sol. Quelques instants plus tard, les écrans radar des forces japonaises d'autodéfense de Wakkanai ne le faisaient pas apparaître au point où il aurait dû se trouver. En revanche un appareil non identifié, volant à une altitude d'environ dix mille mè-

tres, était repéré vers la même heure (peu avant 3 h 30, heure locale) à un peu moins de 200 kilomètres au nord de Wakkanai et disparaissait à son tour quelques minutes plus tard après que des chasseurs soviétiques se fussent posés à sa suite à trois reprises sur les écrans radar.

Les recherches étaient aussitôt reprises par l'agence japonaise de sécurité maritime avec l'aide d'une centaine de bateaux de pêche opérant dans la région. Quelques heures plus tard toutefois, on annonçait de source officielle à Séoul que le Boeing avait été obligé de se poser sur l'île soviétique de Sakhaline. L'information, précisée, avait été communiquée à la KAL par les services américains de la C.I.A.

Les services officiels n'étaient pas en mesure d'expliquer les raisons pour lesquelles l'avion avait dû at-

Le dénouement de l'affaire du Boeing-727 d'Air France à Téhéran

De nombreuses questions restent posées

L'heureux dénouement du détournement du Boeing-727 d'Air France sur l'aéroport de Téhéran, le mercredi 31 août en fin de matinée, soulève des interrogations. On ignore toujours, en effet, la nationalité des pirates de l'air et leur organisation, et l'hypothèse d'une complicité des autorités iraniennes reste posée malgré la satisfaction officielle affichée à Paris quant au comportement de ces derniers.

C'est à 13 h 40 (11 h 10 à Paris) que les pirates de l'air se sont rendus après avoir tiré six coups de feu en l'air. Trois d'entre eux, masqués et portant des lunettes noires, ont été clairs aux journalistes, au pied de l'appareil, qu'ils faisaient leur reddition - après avoir obtenu la promesse du gouvernement iranien qu'ils recevraient l'asile politique en Iran. Ils ont ajouté qu'ils avaient entrepris cette action pour protester contre les « crimes » accomplis par le gouvernement français « en Irak, au Liban et au Tchad ». Deux pirates de l'air étaient restés dans l'avion pendant cette conférence de presse, ce qui porte à cinq l'effectif du commando. Pendant toute la durée du détournement, on avait estimé que celui-ci ne comportait que quatre hommes.

Avant leur reddition, les pirates avaient négocié, à la demande des autorités iraniennes, avec l'hodjatolislam Abdelaziz Al Hakim, chef des moudjahidin irakiens, frère du hodjatolislam Mohamad Bagher Hakim, chef spirituel des chiites irakiens. Le mouvement des moudjahidin irakiens a revendiqué plusieurs attentats contre des édifices officiels en Irak.

Le commandant du Boeing-727 d'Air France, M. René Levacher, a déclaré que les pirates de l'air, « dont les revendications étaient extrêmement fumeuses », étaient « un peu des illuminés », mais que « l'ensemble de leur comportement semble quand même prouver un certain entêtement ». Tous les otages libérés ont passé la nuit de mercredi à jeudi dans un grand hôtel de Téhéran. Un avion spécial d'Air France chargé de les ramener à Paris attendait toujours, ce jeudi matin, sur l'aéroport d'Istanbul le feu vert des autorités iraniennes pour procéder à leur rapatriement.

A Paris, le gouvernement français a tenu « à marquer que l'acte du gouvernement iranien s'est orienté de façon à permettre une solution heureuse de cette affaire difficile », a déclaré mercredi M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, à l'issue du conseil des ministres. « C'est dans le cadre de relations constantes avec le chargé d'affaires français à Téhéran, M. Jean Perrin, que s'est dénouée cette affaire », a-t-il ajouté. M. Gallo a également rendu hommage au « courage de l'équipage, et à celui de la maîtrise des otages, soumis à des conditions particulièrement difficiles ».

A La Chapelle-Darblay

LA C.G.T. DÉCIDE UNE ÉPREUVE DE FORCE

La C.G.T. teste, depuis jeudi matin 1^{er} septembre, de faire redémarrer l'usine de La Chapelle-Darblay, à Saint-Étienne-du-Rouvray (Seine-Maritime), malgré l'absence de l'encadrement. L'usine avait été fermée, lundi dernier, pour permettre une réorganisation du travail après les deux cent trente-trois licenciements prévus par le plan de restructuration présenté par la firme néerlandaise Parecno et accepté par les pouvoirs publics.

Quelque cinq cents personnes - licenciées et non licenciées - se sont donc présentées devant les grilles de l'usine tôt le 1^{er} septembre, et deux cents d'entre elles ont gagné leurs postes de travail. La C.G.T. a annoncé, si elle ne parvenait pas à remettre l'usine en production, son intention de faire appel à l'extérieur. « Avec l'aide de la C.G.T. tout entière, l'usine redémarrera », a précisé le secrétaire C.G.T. du comité d'établissement.

L'administrateur provisoire, M. Levat, avait rappelé, dans un communiqué publié le 31 août, que le personnel licencié n'était pas autorisé à accéder aux lieux de travail et affirmé que ceux qui passeraient outre commettraient une faute grave les privant de toute indemnité.

« Les attentats en Corse. - Cinq attentats à l'explosif, qui n'ont fait que des dégâts matériels, ont été commis en Corse dans la nuit du mercredi 31 août au jeudi 1^{er} septembre. Ces attentats n'avaient pas été revendiqués jeudi en fin de matinée. Trois ont été perpétrés en Corse du Sud. Ils visaient un appartement, la Société générale et une parfumerie. En Haute-Corse, à Lucciana, une charge a provoqué des dégâts importants à la résidence secondaire, inscrite, d'un Allemand, M. Horst Schubert, et un mini-bus d'Air-France a été détruit par une bombe.

D'autre part, les cinq personnes, dont deux mineurs, qui avaient été interpellées, mardi matin, après plusieurs attentats perpétrés dans la région d'Ajaccio (le Monde du 1^{er} septembre), ont été déférées au parquet jeudi matin et écrouées.

Au Zimbabwe SIX OFFICIERS BLANCS SONT ACQUITTÉS PUIS DE NOUVEAU ARRÊTÉS

Six officiers blancs de l'armée de l'air du Zimbabwe, accusés de complicité dans le sabotage de treize avions militaires le 25 juillet 1982 sur la base de Thornhill, ont été acquittés, mercredi 31 août, à Harare, par la Haute Cour de justice.

Ils ont cependant été aussitôt arrêtés à la sortie de l'audience, en vertu de l'état d'urgence, qui permet de détenu indéfiniment et sans procès toute personne considérée comme une menace pour la sécurité de l'Etat.

Le juge de la Haute Cour, M. Enoch Dumbutshena, avait rejeté comme non valables les aveux des six accusés, estimant que les officiers avaient été torturés par la police et qu'ils n'ont pas pu faire appel à un avocat. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement, ignorant les décisions de justice, ordonne l'arrestation de personnes ayant été acquittées. - (A.F.P.)

LÉGER REPLI DU DOLLAR

Sur les indications de New-York, les cours du dollar ont un peu refléchi, jeudi matin 1^{er} septembre, sur la plupart des grandes places financières. Le moment a revêtu une égale ampleur (-0,6 % environ) des deux côtés du Rhin. Ainsi, monnaie la veille à 8,1495 F à Paris, le billet vert est revenu aux alentours de 8,10 F. A Francfort, il s'est traité à 2,69 DM contre 2,7068 DM.

Son repli a été plus modeste à Zurich (2,1830 FS contre 2,1860 FS) et à Tokyo (246,12 yens contre 246,75 yens).

La décision inattendue prise la veille par la Réserve fédérale américaine d'injecter des liquidités sur le marché monétaire américain, dans le souci manifeste d'éviter une tension sur les taux d'intérêt, mais aussi l'intervention de la Bundesbank mercredi (pour un montant avoisinant 33,45 millions de dollars mais réel, dit-on, de 100 millions de dollars) ont produit, de l'avis des cambistes, un effet ponctuel de détente sur la spéculation.

Cependant, dans les milieux financiers, on assurait que tous les éléments favorables à la hausse du dollar restaient solidement en place.

M. A. Larqué, du ministère à l'Opéra M. Paux, de l'Opéra au ministère

M. André Larqué, qui était chargé de mission auprès de M. Jack Lang, est nommé par décret du premier ministre et du ministre de la culture, président du conseil d'administration du Théâtre national de l'Opéra de Paris. Il remplace à ce poste M. Paul Paux, qui est nommé conseiller permanent du ministre de la culture et à ce titre sera chargé de suivre l'évolution de la vie lyrique en France, notamment dans la perspective de la réalisation de l'Opéra de la Bastille.

D'autre part, M. Massimo Bogianckino, administrateur désigné, a été nommé administrateur général de l'Opéra de Paris. M. Jean-Pierre Lesclercq continue à exercer ses fonctions de directeur général. Enfin, la tutelle de l'Opéra de Paris au cabinet du ministre sera désormais exercée par M. Jacques Renard, conseiller technique au cabinet du ministre.

LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DU P.S.

Les risques de dérapage ne paraissent venir que du CERES

M. Lionel Jospin a rappelé, mercredi 31 août, au cours de la réunion hebdomadaire du bureau exécutif du parti socialiste, que l'évocation du processus de rassemblement du P.S. qu'il a faite le jeudi 25 août à Lourmarin (Vaucluse) ne s'adressait pas seulement aux amis de M. Pierre Mauroy (courant B), auxquels le premier secrétaire a offert de présenter une motion commune, dès le comité directeur de synthèse du 10 septembre, dans la perspective du congrès de Bourg-en-Bresse.

M. Michel de La Fourmière, membre du secrétariat national, l'un des animateurs du courant C (rocardien) qui souhaite un accord avec M. Jospin pour le congrès, a souligné qu'il est favorable au rassemblement le plus large du P.S. dès le comité directeur du 10 septembre. Toutefois, ce rassemblement ne peut, à son avis, être réalisé que sur des perspectives politiques claires (soutien à la politique de « vérité » pratiquée par le gouvernement, notamment en matière économique et financière) et sur un « contrat de majorité » solide pour les deux ans qui séparent le congrès de Bourg-en-Bresse du suivant.

« Contrat de majorité », cela veut dire que les rocardiens souhaitent trouver à la direction du P.S. une place qui leur a été chèrement accordée au lendemain du courtois de Valence. Cette démarche, pour naturelle qu'elle soit, est incertaine, d'autant que les rocardiens sont

soupçonnés de jouer volontairement sur deux tableaux, en cherchant à la fois l'accord avec MM. de La Fourmière et Jean-Pierre Cot et en créant un courant autonome autour de M. Marie-Noëlle Lienemann et de M. Alain Richard.

Pour sa part, M. Lionel Jospin prépare son congrès avec le souci qu'il soit, ainsi qu'il l'a dit le 24 août à Lourmarin celui de la « reconquête » de l'opinion, thème auquel M. François Mitterrand accorde la plus grande importance. Cela suppose que les débats d'ordre économique, inévitables et souhaités, ne tournent pas à la polémique. Dans la mesure où les amis de M. Pierre Joxe se situent sur la même ligne que celle définie par M. Jospin - au

terme d'une réunion des responsables du courant A, mercredi matin, le projet de motion élaboré par le premier secrétaire n'a pas été profondément modifié - les risques de dérapage ne viennent plus que du CERES de M. Jean-Pierre Chevènement.

Le CERES continue, certes, à développer la thèse selon laquelle la politique engagée par le gouvernement - et qui porte trop, à ses yeux, l'empreinte de M. Jacques Delors - est imprégnée de tabous économiques hérités de la droite. Mais M. Chevènement, dans son interview à En jeu (le Monde du 1^{er} septembre), considère la rigueur comme « un passage obligé », le problème étant de « faire (qu'elle) serve à quelque chose ».

Cette analyse paraît plus sérieuse que celle qui consistait à dire que la politique du gouvernement était, de toute manière, vouée à l'échec. Elle offre au moins l'avantage de circonscrire l'essentiel du débat à la suite de cette politique de rigueur et donc d'éviter, autant que possible, la critique virulente d'une action déjà engagée.

Il reste que les résultats de cette action continuent de susciter des inquiétudes ailleurs qu'au CERES. M. Louis Mermeas, président de l'Assemblée nationale, a modéré, par avance, devant le bureau exécutif, le regain d'optimisme qui pourrait naître de la publication d'une série de bons indices économiques. M. Mermeas a ainsi remarqué que l'indice de la production industrielle est mauvais, que les exportations ne progressent pas et que la courbe du chômage n'est pas aussi satisfaisante qu'on le dit.

J.-Y. L.

TENNIS ACTION
 734 36-36
STAGES LONGUE DURÉE
 Tennis - Tennis de table - Badminton - 9 CENTRES A PARIS
 100 rue de la Chapelle - Paris 18^e
 Porte d'Anvers - Paris 18^e
 Fournier - J. Bonnet

Et comme vin sur la table ?
Champagne.
 comme si vous étiez encore en vacances.

PIAGET
 Montre pour homme en or 18 carats, étanche, avec mouvement à quartz extra-plat. Changement de fuselage horaire instantané. Autres modèles pour homme et dame avec lunette ronde ou carrée.
Aldebert
 16, place Vendôme, 1^{er} étage de la Madeleine, 70, rue Saint-Honoré, Palais des Congrès, Porte Maillot.